
Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 11 JUIN 1924.

Projet de loi ORGANIQUE DE L'ASSISTANCE PUBLIQUE (1)

RAPPORT COMPLÉMENTAIRE

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION (2), PAR M. COUSOT.

MESSIEURS,

La Commission spéciale que vous avez chargée d'une révision du projet de loi de l'Assistance publique voté par le Sénat, a tenu de nombreuses réunions.

Elle a adopté à l'unanimité un texte remanié en tenant compte des amendements que lui ont adressés des membres de la Chambre, des rectifications proposées par le représentant du Département de la Justice, et de modifications adoptées par la réunion des délégués de Communes, des Hospices et des Bureaux de bienfaisance. Aussi nombreux que soient les changements apportés au texte du Sénat, on retrouvera néanmoins dans le projet l'idée capitale de la proposition de la Commission royale de la Bienfaisance, du projet tel que l'avait rédigé le comte Visart, notre ancien regretté collègue si distingué. Aussi est-il permis à votre rapporteur de s'en tenir pour l'esprit général au premier rapport qu'il déposait en 1819 et de ne pas redire des considérations générales sur le projet de loi.

À l'article 3, afin de préciser le rôle des Commissions intercommunales et pour affirmer leur similitude avec les Commissions communales, on a ajouté qu'elles exerceront les droits et assumeront les obligations reconnues aux Commissions d'assistance publique tels qu'ils sont définis à l'article 1^{er}. Certains doutes avaient été émis sur cette lacune que laissait subsister le texte ancien.

La rédaction nouvelle de l'article 4 qui remplace les articles primitifs 4, 5 et 6

(1) Projet de loi amendé par le Sénat, n° 128 (1921-1922).

Rapport, n° 94 (1922-1923).

Amendements, n° 12 et 18.

(2) La Commission était composée de MM. Bertrand, président, Cousot, De Bue, Goleniaux, Melckmans, Pécher, Pierco et Van den Corput.

répond à la crainte de la Chambre de voir sacrifier l'autonomie communale. Désormais toute création de Commissions intercommunales dépendra exclusivement du Conseil communal et on abandonne la création d'office par le Gouvernement, même aux conditions fixées par le Sénat, qui voulait assurer la formation des Commissions intercommunales « dans les communes où la majorité de la population totale des communes à associer se déclarait favorable à cette création. » La Commission n'a pas cru devoir maintenir cette exception pour laquelle on pouvait faire valoir la solidarité des communes dans l'œuvre de bienfaisance.

La nomination des membres de la Commission d'assistance sous le régime de la R. P. est déterminée par l'article 7 et cette même nomination par l'article 8 pour les Commissions intercommunales.

Pour des motifs d'ordre et de clarté les dispositions relatives aux conditions exigées pour ces nominations et aux incompatibilités ont reçu un nouveau groupement dans les articles suivants.

A la majorité des membres de la Commission l'idée d'accorder un jeton de présence aux délégués des communes a été rejetée même en faveur de ceux qui subirait de ce chef une perte de salaire. Une mission de charité doit être gratuite a pensé la Commission.

Une disposition de la loi — celle de l'article 33 — adoptée par le Sénat n'a pas rallié une majorité au sein de la Commission. Elle a repris le texte accepté par la Chambre pour assurer une plus grande liberté dans le choix des médecins. Cette liberté du pauvre vis-à-vis du médecin ne doit subir de restriction qu'en faveur des institutions où le choix doit être limité pour rendre possible un recrutement judicieux des médecins, comme dans les lazarets, les hôpitaux, les lazarets qui demandent une formation spéciale des médecins.

On a cru utile dans l'article 41 qui s'occupe de l'organisation financière des commissions intercommunales d'assistance, de répéter la disposition de l'article 2 qui précise les conditions sous lesquelles s'opère la fusion des établissements de bienfaisance ; les transferts ne peuvent préjudicier aux droits acquis et aux affectations des biens légalement établis.

Dans le chapitre III sur la question des biens et administration, la Commission a introduit d'abord l'article 37, emprunté à la législation de l'empire sur la Bienfaisance et assuré, dans une certaine mesure, le remboursement des frais d'assistance. En novembre 1809, le Conseil d'Etat avait promulgué : 1° que les effets mobiliers apportés par les malades décédés dans les hospices et qui y ont été traités gratuitement, doivent appartenir aux dits hospices, à l'exclusion des héritiers et du domaine, en cas de déshérence; 2° qu'à l'égard des malades ou personnes valides dont le traitement et l'entretien ont été acquittés de quelque manière que ce soit, les héritiers et légataires peuvent exercer leurs droits sur les effets apportés dans les hospices par les dites personnes malades ou valides, que dans le cas de déshérence, les mêmes effets doivent appartenir aux hospices au préjudice du domaine.

C'est cette prescription, actuellement observée, que l'on a cru utile d'introduire dans la loi.

De même il a paru sage de soumettre les Commissions d'assistance à la prescription de la loi communale pour la vérification trimestrielle de la caisse (art. 58). C'est une garantie de bonne administration.

Mode des secours.

Une observation d'ordre général a été présentée. Il a paru aux membres de la Commission qu'on élargissait un peu la mission des administrations de bienfaisance, que sous prétexte d'une action de prévoyance, on voulait étendre le rôle des Commissions.

C'est ainsi qu'à l'article 69 on a restreint leur mission relativement aux crèches; si on approuve la subvention des crèches existantes, on ne peut admettre la création de crèches, les Commissions sortant de leur fonction en consacrant leurs efforts à la fondation de crèches nouvelles, qui doit dépendre de l'initiative privée ou de l'Administration communale.

Art. 94. — Le droit d'appel pour l'indigent contre les décisions de la Commission d'assistance n'a pas été contesté, mais la procédure a été trouvée trop compliquée et on a proposé la formation de Comité de Conciliation qui semble à la fois respecter les prérogatives des Commissions d'assistance et les droits de l'indigent. (Art. 94.) Lorsqu'il s'agit de Commission communale, le Comité sera formée d'un délégué du Collège et de deux délégués de la Commission d'assistance et lorsqu'il s'agit de Commission intercommunale, le Comité sera formé par un député permanent et deux délégués de la Commission intercommunale.

Il a paru que cet espèce d'arbitrage sera de nature à résoudre les conflits et à les résoudre sans perdre de temps.

L'inspection de l'assistance publique, dans le projet du Sénat, avait été ramenée à de petites propositions. On prévoyait au maximum dix inspecteurs. Elle ne sera organisée que, par arrêté royal, si la nécessité s'en fait sentir. C'est un sacrifice consenti surtout pour des raisons d'économie. On avait suggéré de charger de cette inspection les commissaires d'arrondissement. Cette suggestion n'a pas été admise. (Art. 95.)

Enfin, l'office d'identification a paru s'imposer avec service d'identification, service de renseignements, service d'information. C'est dans ce but que l'on a repris le texte voté par la Chambre et qui avait été décapité par le Sénat. On a trouvé surtout d'extrême importance de permettre aux associations libres de s'associer à cet office si l'on veut que son fonctionnement réponde à une véritable nécessité et remplit son rôle d'assistance éclairée et judicieuse. (Art. 98.)

Ces différentes observations que nous avons rapidement développées, assureront à la législation sur l'assistance, qui avait été proposée par la Commission royale de bienfaisance, une vie nouvelle si les établissements publics transformés, fiers de leur belle mission cherchent à restreindre l'indigence et à améliorer le sort des classes laborieuses.

La Commission spéciale espère que, sans tarder, la Chambre voudra approuver ce projet de loi depuis si longtemps attendu par nos administrations d'assistance.

Le Rapporteur,

G. COUSOT.

Le Président,

L. BERTRAND.



(d)
(N^o 299.)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 11 JUNI 1924.

Wetsontwerp tot regeling van den Openbare Onderstand (1).

AANVULLEND VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE (2), UITGEBRACHT DOOR DEN HEER COUSOT.

MIJNE HEEREN,

De Bijzondere Commissie welke belast was met de herziening van het wetsontwerp op den Openbaren Onderstand, zooals het door den Senaat was goedgekeurd, heeft tal van vergaderingen gehouden.

Eenparig is zij toegetreden tot een gewijzigden tekst met inachtneming van de amendementen door Kamerleden voorgebracht, van de terechtwijzingen voorgesteld door den vertegenwoordiger van het Departement van Justitie, en van de wijzigingen aangenomen door de vergadering der afgevaardigden van Gemeenten, Godshuizen- en Weldadigheidsbureelen. Hoe talrijk de veranderingen ook mogen wezen welke in den tekst van den Senaat zijn gebracht, zal men in het ontwerp niettemin de hoofdgedachte terugvinden van het voorstel der Koninklijke Commissie voor Weldadigheid, van het ontwerp zooals het werd opgemaakt door Graaf Visart, onzen zoo uitnemenden en betreurden gewezen collega. Dienvolgens kan uw verslaggever, wat de algemeene gedachte betreft, zich bepalen bij het eerste verslag dat hij in 1919 heeft uitgebracht, ten einde algemeene beschouwingen over de quæstie niet te moeten herhalen.

Om de rol der intercommunale Commissiën nader te omschrijven en hunne gelijkaardigheid met de gemeentelijke Commissiën te bekrachtigen, heeft men aan artikel 5 toegevoegd, dat zij dezelfde rechten uitoefent en dezelfde verplich-

(1) Wetsontwerp door den Senaat gewijzigd, n^o 128 (1921-1922).

Verslag, n^o 94 (1922-1923).

Amendementen, n^os 12 en 18.

(2) De Commissie bestond uit de heeren Bertrand, voorzitter, Cousot, De Bue, Golenvaux, Melckmans, Pecher, Pierco, en Vanden Corput.

tingen heeft als die der Commissie van Openbaren Onderstand zooals zij bij artikel 1 zijn bepaald. Sommige twijfel was opgerezen over de leemte die in den vroegeren tekst gebleven was.

De nieuwe tekst van artikel 4, ter vervanging van de vroegere artikelen 4, 5 en 6, strookt met de vrees door de Kamer uitgedrukt, dat de gemeentelijke zelfstandigheid kon worden in gevaar gebracht. Voortaan zal het oprichten van elke Intercommunale Commissie uitsluitend afhangen van den gemeenteraad; van oprichting van ambtswege door de Regeering wordt afgezien, zelfs onder de vereischen door den Senaat bepaald, waar deze de oprichting der Intercommunale Commissiën wilde verzekeren « in de gemeenten waar de meerderheid van de geheele bevolking der te vereenigen gemeenten zich gunstig voor deze oprichting heeft verklaard ». De Commissie achtte het niet geschikt deze uitzondering te handhaven, voor dewelke men de solidariteit der gemeenten in zake weldadigheid gelden deed.

De benoeming van de leden der Commissie van onderstand bij toepassing van de E. V. wordt bij artikel 7 bepaald, en bij artikel 8 dezelfde benoeming waar het de Intercommunale Commissiën betreft.

Klaarheidshalve werden de bepalingen betreffende de vereischen tot benoeming en betreffende de onvereinbaarheden opnieuw gegroepeerd in de volgende artikelen :

Het voorstel, zitpenningen te verleenen aan de afgevaardigden der gemeenten, werd door de meerderheid der leden van de Commissie verworpen, zelfs indien de afgevaardigde loonverlies ondergaat; eene opdracht van liefdadigheid moet kosteloos zijn, aldus was het gevoelen van de Commissie.

De bepaling van artikel 33, welke door den Senaat was goedgekeurd, vond geene meerderheid in de Commissie. De Commissie heeft den tekst der Kamer overgenomen ten einde grootere vrijheid in de keuze van den geneesheer te verzekeren. Deze vrijheid van den arme tegenover den geneesheer mag niet worden beperkt tenzij in zake instellingen waar deze beperking noodig is in het belang der oordeelkundige aanwerving der geneesheeren, zooals in de lazarettten, de gasthuizen, waarvoor de geneesheeren eene bijzondere opleiding moeten genoten hebben.

In artikel 41, dat handelt over de financieele inrichting der intercommunale Commissiën voor onderstand, heeft men nuttig geacht de bepaling van artikel 2 te herhalen, waardoor de vereischen nader worden omschreven tot samenvoeging der weldadigheidsinrichtingen; de overdrachten mogen de verworven rechten en de wettelijk gevestigde bestemmingen van goederen niet schaden.

In hoofdstuk III dat handelt over het beheer der goederen en over het bestuur, heeft de Commissie vooreerst artikel 57 ingelascht — artikel dat ontleend werd aan de wetgeving over de Weldadigheid tijdens het Keizerrijk — en in zekere mate gezorgd voor de terugbetaling der kosten van onderstand. In November 1809 had de Raad van State afgekondigd : 1^o het mobilair dat door de zieken medegebracht wordt in de godshuizen behoort, indien zij kosteloos werden verzorgd, na hun overlijden, aan gemelde godshuizen, bij uitsluiting der erfgenamen, en aan het domein, bij ontstentenis van wettige erfgenamen ;

2^o Ten aanzien van de zieken of van gezonde personen wier verzorging op welke wijze dan ook werd betaald, kunnen de erfgenamen en legatarissen hunne

rechten doen gelden op de zaken door gemelde zieke of gezonde personen in de godshuizen medegebracht; slechts ingeval van ontstentenis van wettige erfgenamen, moeten dezelfde zaken, ten nadeele van het domein, aan de godshuizen behooren.

Deze voorschriften worden over het algemeen in acht genomen en daarom heeft men gemeend ze op nuttige wijze in de wet te kunnen lassen.

Eveneens heeft men het wijs gevonden, de Commissiën van onderstand te onderwerpen aan de bepalingen der gemeentewet, waar het gaat over de drie-maandelijksche opneming van de kas (art. 58). Dat is een waarborg tot goed beheer.

Wijze van onderstand.

Eene algemeene aanmerking werd voorgebracht. Aan de leden van de Commissie bleek het, dat men de opdracht der weldadigheidsbesturen zoo wat verruimde, dat men, onder voorwendsel van voorzorg, de rol der Commissiën wilde uitbreiden.

Aldus heeft men door artikel 69 hunne taak betreffende de kinderbewaarplaatsen beperkt; keurt men de ondersteuning der bestaande kinderbewaarplaatsen goed, dan kan men toch de oprichting van kinderbewaarplaatsen niet goedkeuren; immers de Commissiën gaan hunne opdracht te buiten wanneer zij hunne pogingen aanwenden tot het oprichten van nieuwe kinderbewaarplaatsen, daar die binnen het privaat initiatief of binnen de bevoegdheid van het gemeentebestuur moet vallen.

Art. 94. — Het recht van beroep tegen de beslissingen der Onderstandscmissie, werd voor den behoeftige niet betwist, doch de rechtsvordering werd te ingewikkeld bevonden en daarom heeft men voorgesteld een « Comité tot Overeenkomst » te vormen, hetgeen tegelijkertijd de voorrechten der Commissiën van Onderstand en de rechten van den behoeftige schijnt te eerbiedigen (art. 94). Ingeval het eene gemeentelijke Commissie geldt, wordt het Comité samengesteld uit een afgevaardigde van het College en twee afgevaardigden van de Commissie voor onderstand, en wanneer het eene intercommunale Commissie geldt, wordt het Comité samengesteld uit een lid van de bestendige deputatie, en twee afgevaardigden van de Intercommunale Commissie.

Klaarblijkend zal dit scheidsgerecht van aard zijn om de betwistingen op te lossen en wel in zoo kort mogelijken tijd.

Het toezicht over den Openbaren Onderstand werd in het ontwerp van den Senaat op gematigde verhoudingen gebracht. Ten hoogste voorzag men tien toezichters. Dit toezicht zal bij Koninklijk besluit worden opgericht, indien het noodzakelijk blijkt. Dit werd hoofdzakelijk gedaan om redenen van bezuiniging. Men had voorgesteld de arrondissementscommissarissen met dit toezicht te belasten. Dit voorstel werd niet aangenomen (art. 95).

Ten slotte bleek het klaar, dat de identificatie-dienst optreden moest als identificatie-dienst en tegelijk als inlichtingsdienst. Met dat doel heeft men den tekst der Kamer overgenomen, daar de Senaat den tekst had verminkt. Vooral heeft men het van groot belang geacht, aan de vrije vereenigingen toe te laten zich bij dezen dienst aan te sluiten, indien men wil dat de werking beantwoorde aan eene ware noodzakelijkheid en zijne rol van oordeelkundigen onderstand vervulle (art. 98).

Deze in 't kort uiteengezette beschouwingen zullen aan de wetgeving op den onderstand, welke door de Koninklijke Commissie van weldadigheid was voorgesteld, een nieuw leven ingeven indien de hervormde openbare instellingen, trots gaande op hunne taak, streven naar de vermindering van de behoefte en naar de verbetering van het lot der arbeidende standen.

De Commissie hoopt dat de Kamer onverwijld hare goedkeuring hechten zal aan een wetsontwerp dat zoo lang reeds wordt verwacht door onze Openbare besturen van onderstand.

De verslaggever,

G. COUSOT.

De Voorzitter,

L. BERTRAND.



(I)

ANNEXE AU RAPPORT N° 299.

Projet de loi
organique de l'assistance publique

Tableau des textes :

- 1° PROJET DE LOI AMENDÉ PAR LE SÉNAT
2° PROJET AMENDÉ PAR LA COMMISSION.
-
-

BIJLAGE VAN HET VERSLAG N° 299.

Wetsontwerp
tot regeling van den openbaren onderstand.

Tabel der teksten :

- 1° WETSONTWERP GEWIJZIGD DOOR DEN SENAAT
2° WETSONTWERP GEWIJZIGD DOOR DE COMMISSIE

Projet de loi amendé par le Sénat.

CHAPITRE PREMIER

Dispositions générales.

ARTICLE PREMIER.

Les administrations communales veillent à ce qu'il soit établi une commission d'assistance publique ayant pour mission dans les conditions déterminées par la présente loi de soulager et de prévenir la misère et d'organiser le service hospitalier.

ART. 2.

Les commissions d'assistance publique seront substituées aux commissions administratives des hospices civils, et des bureaux de bienfaisance. Les patrimoines des hospices civils et des bureaux de bienfaisance seront réunis sans que cette fusion puisse préjudicier aux droits acquis et aux affectations des biens légalement établies.

ART. 3.

Plusieurs communes limitrophes, appartenant à la même province, peuvent former une union intercommunale pour le service de l'assistance publique.

ART. 4.

L'union intercommunale est créée par le Roi, les communes et la députation permanente du Conseil provincial entendues.

Le siège de la commission intercommunale est déterminé par le Roi.

Wetsontwerp gewijzigd door den Senaat.

EERSTE HOOFDSTUK

Algemeene bepalingen.

EERSTE ARTIKEL.

De gemeentebesturen zorgen dat eene commissie van openbaren onderstand wordt ingesteld, welke, op de bij deze wet bepaalde wijzen, gelast is de ellende te verzachten en te voorkomen en den dienst der ziekenverpleging in te richten.

ART. 2.

De commissiën van openbaren onderstand komen in de plaats van de beheerende commissiën der burgerlijke godshuizen en der bureelen van weldadigheid. Het vermogen van de burgerlijke godshuizen en dit van de bureelen van weldadigheid worden vereenigd zonder dat deze samenvoeging de verworven rechten en de wettelijk gevestigde bestemmingen van goederen moge te kort doen.

ART. 3.

Verscheidene aangrenzende gemeenten, tot dezelfde provincie behoorende, kunnen eene intercommunale vereeniging voor den dienst van den openbaren onderstand oprichten.

ART. 4.

De intercommunale vereeniging wordt opgericht door den Koning, nadat de gemeenten en de bestendige deputatie van den provincialen raad zijn gehoord.

De Koning bepaalt de plaats, waar de intercommunale commissie moet gevestigd zijn.

Texte proposé par Commission.

CHAPITRE PREMIER.

Dispositions générales.

ARTICLE PREMIER.

Les *bourgmestre et échevins* veillent à la constitution d'une commission d'assistance publique ayant pour mission de soulager et de prévenir la misère et d'organiser le service hospitalier dans les conditions déterminées par la présente loi.

ART. 2.

Les commissions d'assistance publique sont substituées aux commissions administratives des hospices civils et des bureaux de bienfaisance. Les patrimoines des hospices civils et des bureaux de bienfaisance sont réunis sans que cette fusion puisse préjudicier aux droits acquis et aux affectations de bien légalement établies.

ART. 3.

Deux ou plusieurs communes limitrophes situées dans la même province peuvent créer une union intercommunale pour le service de l'assistance publique et constituer à ces fins une commission intercommunale. Cette commission exercera les droits et assume les obligations reconnues à la commission d'assistance publique tels qu'ils sont définis à l'article premier.

Tekst voorgesteld door de Commissie.

EERSTE HOOFDSTUK.

Algemeene bepalingen.

EERSTE ARTIKEL.

De *burgemeester en schepenen* zorgen dat eene commissie van openbaren onderstand wordt *opgericht*, welke, op de bij deze wet bepaalde wijzen, gelast is de ellende te verzachten en te voorkomen en den dienst der ziekenverpleging in te richten.

ART. 2.

De commissiën van openbaren onderstand komen in de plaats van de beheerende commissiën der burgerlijke godshuizen en der bureelen van weldadigheid. Het vermogen van de burgerlijke godshuizen en dit van de bureelen van weldadigheid worden vereenigd zonder dat deze samenvoeging de verworven rechten en de wettelijk gevestigde bestemmingen van goederen moge te kort doen.

ART. 3.

Twee of meer aangrenzende gemeenten, in dezelfde provincie gelegen, kunnen eene intercommunale vereeniging voor den dienst van den openbaren onderstand oprichten en daartoe eene intercommunale commissie instellen. Deze commissie oefent dezelfde rechten uit en heeft dezelfde verplichtingen als die der commissie van openbaren onderstand zooals zij bij artikel 1 zijn bepaald.

Projet de loi amendé par le Sénat.

Wetsontwerp gewijzigd door den Senaat.

ART. 5.

ART. 5.

La formation de l'union intercommunale peut être proposée par les communes ou être décrétée d'office par le Roi, si les conseils communaux des communes en cause formant la majorité de la population totale des communes à unir se sont déclarés favorables à la formation de cette union.

De oprichting van de intercommunale vereeniging kan door de gemeenten voorgesteld of door den Koning van ambtswege bevolen worden, indien de gemeenteraden van de betrokken gemeenten, die de meerderheid van de geheele bevolking der te vereenigen gemeenten uitmaken, zich voor het oprichten van die vereeniging hebben verklaard.

ART. 6.

ART. 6.

Le service de l'assistance publique est confié à une seule commission d'assistance communale ou intercommunale.

De dienst van den openbaren onderstand wordt toevertrouwd aan eene en dezelfde gemeentelijke of intercommunale commissie van onderstand.

ART. 7.

ART. 7.

La commission communale ou intercommunale est dotée de la personnalité civile; elle constitue un établissement public placé, pour la commission communale, sous la surveillance du collège des bourgmestre et échevins et, pour la commission intercommunale, sous la surveillance de la députation permanente du conseil provincial ainsi qu'il sera réglé ci-après.

De gemeentelijke of intercommunale commissie bezit rechtspersoonlijkheid; zij maakt eene openbare inrichting uit, staande, voor de gemeentelijke commissie, onder het toezicht van het college van burgemeester en schepenen en, voor de intercommunale commissie, onder het toezicht van de bestendige deputatie van den provincialen raad, zooals hierna geregeld wordt.

Texte proposé par la Commission.

Tekst voorgesteld door de Commissie.

ART. 4.

ART. 4.

La création d'une commission intercommunale est décrétée par le Roi sur la proposition des conseils communaux intéressés, les commissions d'assistance et la Députation permanente entendus.

Le siège de la commission intercommunale est déterminé par le Roi.

De oprichting van eene intercommunale commissie wordt op voorstel van de betrokken gemeenteraden bevolen door den Koning, nadat de commissiën van onderstand en de bestendige deputatie zijn gehoord.

De zetel van de intercommunale commissie wordt door den Koning aangewezen.

ART. 5.

ART. 5.

Les commissions communales ou intercommunales d'assistance constituent des établissements publics dotés de la personnalité civile. La commission communale est placée sous la surveillance du Collège des bourgmestre et échevins; la commission intercommunale sous celle de la Députation permanente, conformément aux dispositions arrêtées ci-après.

De gemeentelijke of intercommunale commissiën van onderstand zijn openbare inrichtingen, die rechtspersoonlijkheid bezitten. De gemeentelijke commissie staat onder het toezicht van het college van burgemeester en schepenen; de intercommunale commissie, onder dit van de bestendige deputatie, overeenkomstig de hierna bepaalde regelen.

Projet de loi amendé par le Sénat.

ART. 8.

Avec l'assentiment des communes intéressées, des commissions d'assistance d'une même province peuvent être autorisées par arrêté royal à s'unir pour fonder et entretenir des institutions ayant un but spécial d'assistance. Ces unions jouissent de la personnalité civile. Pour les organisation, leur administration et la gestion de leurs biens, elles sont soumises aux mêmes règles que les commissions intercommunales d'assistance publique. Si, à cet égard, des dispositions complémentaires sont nécessaires, elles sont établies par arrêté royal.

CHAPITRE II

De l'organisation de l'assistance

Commissions d'assistance.

ART. 9.

La commission d'assistance communale est composée de cinq membres dans les communes dont la population n'atteint pas 5,000 habitants, de six dans les communes de 5,001 à 15,000 habitants, de huit dans les communes de 15,001 à 50,000 habitants, de dix dans les communes de 50,001 à 150,000 habitants, de douze dans les communes de plus de 150,000 habitants.

Il peut être désigné un suppléant pour chaque membre titulaire.

Wetsontwerp gewijzigd door den Senaat.

ART. 8.

Commissiën van onderstand, behorende tot eene en dezelfde provincie, kunnen, met de toestemming van de betrokken gemeenten, bij koninklijk besluit gemachtigd worden zich te vereenigen om instellingen, met een bijzonder doeleinde van onderstand, tot stand te brengen en in stand te houden. Deze vereenigingen bezitten rechtspersoonlijkheid. Voor hunne inrichting, hun bestuur en het beheer hunner goederen zijn zij onderworpen aan dezelfde regelen als de intercommunale commissiën van openbaren onderstand. Zijn er te dien aanzien bijkomende schikkingen noodig, dan worden zij bij koninklijk besluit bepaald.

HOOFDSTUK II.

Onderstandsinstellingen.

Commissiën van onderstand.

ART. 9.

De gemeentelijke commissie van onderstand is samengesteld uit vijf leden in de gemeenten met eene bevolking van minder dan 5,000 inwoners, uit zes in de gemeenten van 5,001 tot 15,000 inwoners, uit acht in de gemeenten van 50,001 inwoners tot 150,000 inwoners, uit twaalf in de gemeenten van meer dan 150,000 inwoners.

Voor elk titelvoerend lid kan een plaatsvervanger worden aangewezen.

Texte proposé par la Commission.

ART. 6.

Avec l'assentiment des conseils communaux intéressés deux ou plusieurs commissions d'assistance d'une même province peuvent être autorisés par le Roi à s'associer pour fonder et entretenir des services ou des établissements spéciaux d'assistance. Ces institutions constituent des établissements publics, jouissant de la personnalité civile. Leur organisation, leur administration et la gestion de leurs biens sont soumises aux règlements qui régissent les commissions intercommunales d'assistance publique. Des dispositions complémentaires sont établies par le Roi, s'il y a lieu.

CHAPITRE II.

Des organismes de l'Assistance.

ART. 7.

La commission communale d'assistance est composée de cinq membres, dans les communes dont la population ne dépasse pas 5,000 habitants, de six dans les communes de 5,001 à 15,000 habitants, de huit dans les communes de 15,001 à 50,000 habitants, de dix dans les communes de 50,001 à 150,000 habitants, de douze dans les communes de plus de cent cinquante mille habitants.

Il est désigné un suppléant au moins pour chaque membre titulaire.

Tekst voorgesteld door de Commissie.

ART. 6.

Twée of meer commissiën van onderstand, behoorende tot eene en dezelfde provincie, kunnen, met de toestemming van de betrokken gemeenteraden, door den Koning gemachtigd worden zich te vereenigen om bijzondere diensten of inrichtingen van onderstand tot stand te brengen en in stand te houden. Deze instellingen zijn openbare inrichtingen die rechtspersoonlijkheid bezitten. Voor hunne inrichting, hun bestuur en het beheer hunner goederen zijn zij onderworpen aan de reglementen, die de intercommunale commissiën van openbaren onderstand beheerschen. Bijkomende schikkingen worden, zoo noodig, door den Koning bepaald.

HOOFDSTUK II.

Onderstandsinstellingen.

ART. 7.

De gemeentelijke commissie van onderstand is samengesteld uit vijf leden in de gemeenten, waarvan de bevolking niet 5,000 inwoners overschrijdt, uit zes in de gemeenten van 5,001 tot 15,000 inwoners, uit acht in de gemeenten van 15,001 tot 50,000 inwoners, uit tien in de gemeenten van 50,001 inwoners tot 150,000 inwoners, uit twaalf in de gemeenten van meer dan 150,000 inwoners.

Voor elk titelvoerend lid wordt ten minste één plaatsvervanger aangewezen.

Projet de loi amendé par le Sénat.

ART. 10.

Les commissions intercommunales sont composées de cinq délégués au moins. La députation permanente fixe, sauf recours au Roi, le nombre de délégués attribués à chaque commune en rapport avec la population et la contribution financière probable des communes. Chaque commune nomme au moins un délégué et son suppléant; aucune commune n'a droit à plus de trois délégués.

ART. 11.

Les membres des commissions d'assistance sont nommés directement par le conseil communal pour un terme de six ans.

Les membres sortants sont rééligibles s'ils continuent à réunir les conditions exigées par la loi.

Les membres du conseil communal peuvent prendre part à la nomination des membres de la commission d'assistance nonobstant leur parenté ou leur alliance avec les candidats.

ART. 12.

La nomination des membres des commissions d'assistance se fait au scrutin secret.

Pour cette élection, chaque conseiller dispose de trois voix s'il n'y a que cinq membres à élire; de quatre, s'il y en a six; de cinq, s'il y en a huit; de six, s'il en a dix, et de huit, s'il y en a douze.

Chaque délégué peut déposer autant de bulletins qu'il possède de suffrages.

Wetsontwerp gewijzigd door den Senaat.

ART. 10.

De intercommunale commissiën zijn samengesteld uit ten minste vijf afgevaardigden. De bestendige deputatie bepaalt, behoudens beroep bij den Koning, het getal der aan elke gemeente toegekende afgevaardigden naar evenredigheid van de bevolking en van de vermoedelijke geldelijke bijdrage der gemeenten. Elke gemeente benoemt ten minste één afgevaardigde en dezes plaatsvervanger; geen enkele gemeente heeft recht op meer dan drie afgevaardigden.

ART. 11.

De leden der commissiën van onderstand worden door den gemeenteraad rechtstreeks benoemd voor een tijd van zes jaren.

De uittredende leden zijn herkiesbaar, indien zij niet ophouden aan de bij de wet gestelde vereischten te voldoen.

De leden van den gemeenteraad mogen aan de benoeming van de leden der commissiën van onderstand deelnemen niettegenstaande hunne bloed- of aanverwantschap met de candidaten.

ART. 12.

De benoeming van de leden der commissiën van onderstand geschiedt bij geheime stemming.

Voor deze stemming heeft elk raadslid drie stemmen, indien er slechts vijf leden te verkiezen zijn; vier, indien er zes; vijf, indien er acht; zes, indien er tien, en acht, indien er twaalf te verkiezen zijn.

Elk raadslid kan evenveel stembrieven in de bus steken als hij stemmen heeft,

Texte proposé par la Commission.

ART. 8.

La commission intercommunale d'assistance est composée de cinq membres au moins. La Députation permanente fixe, sauf recours au Roi, le nombre des membres attribués à chaque commune en tenant compte de la population et de la contribution financière probable de celle-ci.

Chaque conseil communal nomme le ou les membres et suppléants attribués à sa commune.

ART. 9.

Les membres des commissions d'assistance sont nommés directement par le conseil communal pour un terme de six ans.

Les membres sortants sont rééligibles s'ils continuent à réunir les conditions exigées par la loi.

Les conseillers communaux peuvent prendre part à la nomination des membres des commissions d'assistance nonobstant leur parenté ou leur alliance avec les candidats.

ART. 10.

La nomination des membres des commissions d'assistance se fait au scrutin secret.

Pour cette élection chaque conseiller communal dispose de trois voix s'il y a cinq membres à élire; de quatre s'il y en a six; de cinq s'il y en a huit; de six s'il y en a dix et de huit s'il y en a douze.

Chaque conseiller peut déposer autant de bulletins portant un seul nom qu'il possède de suffrages.

Tekst voorgesteld door de Commissie.

ART. 8.

De intercommunale commissie is samengesteld uit ten minste vijf leden. De bestendige deputatie bepaalt, behoudens beroep bij den Koning, het getal der aan elke gemeente toegekende leden met inachtneming van hare bevolking en van hare vermoedelijke geldelijke bijdrage.

Elke gemeenteraad benoemt het lid of de leden en de plaatsvervangers, die aan zijne gemeente zijn toegekend.

ART. 9.

De leden der commissiën van onderstand worden door den gemeenteraad rechtstreeks benoemd voor een tijd van zes jaren.

De nittredende leden zijn herkiesbaar, indien zij niet ophouden aan de bij de wet gestelde vereischten te voldoen.

De gemeenteraadsliden mogen aan de benoeming van de leden der commissiën van onderstand deelnemen niettegenstaande hunne bloed- of aanverwantschap met de kandidaten.

ART. 10.

De benoeming van de leden der commissiën van onderstand geschiedt bij geheime stemming.

Voor deze stemming heeft elk gemeenteraadslid drie stemmen, indien er vijf leden te verkiezen zijn; vier, indien er zes; vijf, indien er acht; zes, indien er tien, en acht, indien er twaalf te verkiezen zijn.

Elk raadslid kan evenveel stembrieven met één naam in de bus steken als hij stemmen heeft.

Projet de loi amendé par le Sénat

ART. 13.

Sont élus, les candidats qui ont obtenu le plus grand nombre de suffrages.

En cas de parité de voix, la préférence est accordée dans l'ordre indiqué ci-après :

1° Au candidat qui, au jour de l'élection, est investi d'un mandat ou d'une fonction dans un établissement d'assistance; si deux ou plusieurs candidats se trouvent dans ce cas, l'ordre de préférence est déterminé par la durée du mandat;

2° Au candidat qui, antérieurement, a exercé un mandat ou une fonction dans un établissement d'assistance. Si deux ou plusieurs candidats se trouvent dans ce cas, l'ordre de préférence est déterminé par la durée du mandat, et, en cas d'égalité de durée, par la date de sortie la plus récente;

3° Au candidat qui remplit ou a rempli le mandat électif communal;

4° Au candidat qui, sans avoir atteint l'âge de soixante ans, est le plus âgé.

Wetsontwerp gewijzigd door den Senaat.

ART. 13.

Worden gekozen de kandidaten die de meeste stemmen hebben bekomen.

Bij staking van stemmen wordt de voorkeur gegeven in de hierna gemelde volgorde :

1° Aan den candidaat die, op den dag der verkiezing, een mandaat of een ambt in eene instelling van onderstand bekleedt; zijn twee of meer kandidaten in dit geval, dan wordt de orde van voorkeur bepaald door den duur van het mandaat;

2° Aan den candidaat die vroeger een mandaat of een ambt in eene instelling van onderstand heeft bekleed. Zijn twee of meer kandidaten in dit geval, dan wordt de orde van voorkeur bepaald door den duur van het mandaat en, bij gelijken duur, door den jongsten datum van uittreding.

3° Aan den candidaat die met 'een bij verkiezing begeven mandaat in de gemeente is of werd bekleed;

4° Aan den candidaat die, zonder den leeftijd van zestig jaar te hebben bereikt, de oudste is.

Texte proposé par la Commission.

ART. II.

Sont élus, les candidats qui ont obtenu le plus grand nombre de suffrages.

En cas de parité de voix, la préférence est accordée dans l'ordre indiqué ci-après :

1^o Au candidat qui, au jour de l'élection, est investi d'un mandat ou d'une fonction dans un établissement d'assistance; si deux ou plusieurs candidats se trouvent dans ce cas, *la préférence est accordée à celui qui a exercé ses fonctions ou son mandat pendant le temps le plus long*;

2^o Au candidat qui, antérieurement, a exercé un mandat ou une fonction dans un établissement d'assistance. Si deux ou plusieurs candidats se trouvent dans ce cas, *la préférence est accordée à celui qui a exercé ses fonctions ou son mandat pendant le temps le plus long*, et, en cas d'égalité de durée, *à celui qui est sorti de charge le plus récemment*;

3^o Au candidat qui remplit ou a rempli un mandat *de conseiller communal*;

4^o Au candidat qui, sans avoir atteint l'âge de 60 ans, est le plus âgé.

Tekst voorgesteld door de Commissie.

ART. II.

Worden gekozen de kandidaten die de meeste stemmen hebben bekomen.

Bij staking van stemmen wordt de voorkeur gegeven in de hierna gemelde volgorde :

1^o Aan den candidaat die, op den dag der verkiezing, een mandaat of een ambt in eene inrichting van onderstand bekleedt; zijn twee of meer kandidaten in dit geval, dan wordt *de voorkeur gegeven aan hem, die zijn ambt of zijn mandaat het langst heeft bekleed*;

2^o Aan den candidaat die vroeger een mandaat of een ambt in eene inrichting van onderstand heeft bekleed. Zijn twee of meer kandidaten in dit geval, dan wordt *de voorkeur gegeven aan hem, die zijn ambt of zijn mandaat het langst heeft bekleed*, en, bij gelijken duur, *aan hem, die het laatst is afgetreden*;

3^o Aan den candidaat die met een mandaat *van gemeenteraadslid* is of werd bekleed;

4^o Aan den candidaat die, zonder den leeftijd van zestig jaar te hebben bereikt, de oudste is.

Projet de loi amendé par le Sénat.

ART. 14.

Le scrutin pour la désignation des suppléants a lieu immédiatement après le choix des membres effectifs ou dans la première séance subséquente du conseil communal.

La désignation des suppléants a lieu dans les mêmes conditions que l'élection des titulaires, sauf que sur les bulletins le nom de chaque candidat proposé pour la suppléance doit être précédé du nom du titulaire qu'il est éventuellement appelé à remplacer, et que les suffrages obtenus par les candidats sont classés en catégories séparées d'après le nom des titulaires auxquels ces candidats sont adjoints sur les bulletins.

La même personne peut être désignée comme suppléant de deux ou de plusieurs membres titulaires.

ART. 15.

Avant d'entrer en fonctions, les membres des commissions d'assistance communales prêtent entre les mains du bourgmestre et les membres des commissions d'assistance intercommunales entre les mains du gouverneur de la province, le serment suivant :

« Je jure de m'acquitter fidèlement des devoirs de ma charge. »

Wetsontwerp gewijzigd door den Senaat.

ART. 14.

De stemming voor de benoeming der plaatsvervangers geschiedt dadelijk na de kiezing van de werkende leden of in de eerste daarop volgende vergadering van den gemeenteraad.

De benoeming der plaatsvervangers geschiedt op dezelfde wijze als de verkiezing der titularissen, met dit verschil dat, op de stembrieven, de naam van elken candidaat voorgedragen als plaatsvervanger moet voorafgegaan worden door den naam van den titularis, dien hij bij voorkomend geval moet vervangen, en dat de stemmen, bekomen door de kandidaten, in afzonderlijke categorieën worden ingedeeld volgens den naam der titularissen, waaraan die kandidaten op de stembrieven toegevoegd zijn.

Dezelfde persoon kan als plaatsvervanger van twee of meer werkende leden benoemd worden.

ART. 15.

Alvorens in dienst te treden, leggen de leden van de gemeentelijke commissiën van onderstand in handen van den burgemeester en de leden van de intercommunale commissiën van onderstand in handen van den gouverneur der provincie den volgende eed af :

« Ik zweer de verplichtingen van mijn ambt trouw na te komen. »

Texte proposé par la Commission.

ART. 12.

Le scrutin pour la désignation des suppléants a lieu immédiatement après le choix des membres effectifs ou dans la première séance subséquente du conseil communal.

La désignation des suppléants a lieu dans les mêmes conditions que l'élection des titulaires, sauf que sur les bulletins le nom de chaque candidat proposé pour la suppléance doit être précédé du nom du ou des titulaires qu'il est éventuellement appelé à remplacer et que les suffrages obtenus par les candidats sont classés en catégories séparées d'après le nom des titulaires auxquels ces candidats sont adjoints sur les bulletins.

La même personne peut être désignée comme suppléant de deux ou de plusieurs membres titulaires. *De même les membres effectifs peuvent avoir un ou plusieurs suppléants, appelés à les remplacer par ordre successif.*

ART. 13.

Avant d'entrer en fonctions, les membres de la commission communale d'assistance prêtent entre les mains du bourgmestre et les membres de la commission intercommunale d'assistance, entre les mains du gouverneur de la province, le serment suivant :

« Je jure de m'acquitter fidèlement des devoirs de ma charge. »

Tekst voorgesteld door de Commissie.

ART. 12.

De stemming voor de benoeming der plaatsvervangers geschiedt dadelijk na de kiezing van de werkende leden of in de eerste daarop volgende vergadering van den gemeenteraad.

De benoeming der plaatsvervangers geschiedt op dezelfde wijzen als de verkiezing der titularissen, met dit verschil dat, op de stembrieven, de naam van elken candidaat, voorgedragen als plaatsvervanger, moet voorafgegaan worden door den naam van den titularis of van de titularissen, die hij bij voorkomend geval moet vervangen, en dat de stemmen, bekomen door de candidaten, in afzonderlijke categoriën worden ingedeeld volgens den naam der titularissen, waaraan die candidaten op de stembrieven toegevoegd zijn.

Dezelfde persoon kan als plaatsvervanger van twee of meer werkende leden benoemd worden. *Evenzoo kunnen de werkende leden een of meer plaatsvervangers hebben, die achterevolgens in hunne plaats optreden.*

ART. 13.

Alvorens in dienst te treden, leggen de leden van de gemeentelijke commissie van onderstand in handen van den burgemeester en de leden van de intercommunale commissie van onderstand in handen van den gouverneur der provincie den volgenden eed af :

« Ik zweer de verplichtingen van mijn ambt trouw na te komen. »

Projet de Loi amendé par le Sénat

Art. 16.

Pour pouvoir être nommé membre d'une commission d'assistance, il faut être Belge, être âgé de vingt-cinq ans au moins, ne pas se trouver dans un des cas d'exclusion prévus par la loi communale et avoir une résidence dans la commune.

Art. 17.

Les femmes peuvent faire partie de la commission d'assistance, moyennant, si elles sont mariées, l'autorisation expresse ou tacite du mari.

Art. 18.

Les membres de la commission d'assistance ne peuvent être parents ou alliés jusqu'au troisième degré inclusivement ni être unis par les liens du mariage. Cependant, dans les communes ou groupes de communes dont la population est inférieure à 2.000 habitants, la prohibition s'arrête au deuxième degré. L'alliance survenue après la nomination n'emporte pas la cessation du mandat. L'alliance est censée dissoute par le décès de la personne du chef de laquelle elle provient.

Art. 19.

Ne peuvent être membres de la commission d'assistance : les gouverneurs de province, les députés permanents, les greffiers provinciaux, les commissaires d'arrondissements ainsi que les médecins, les pharmaciens, les sages-femmes rémunérées par la commission, de même que les employés rémunérés de celle-ci.

Wetsontwerp gewijzigd door den Senaat.

Art. 16.

Om tot lid eener commissie van onderstand te kunnen benoemd worden, moet men Belg zijn, ten minste vijf en twintig jaar oud zijn, zich niet bevinden in een der gevallen van uitsluiting, bij de gemeentewet voorzien, en een verblijf in de gemeente hebben.

Art. 17.

Vrouwen kunnen deel uitmaken van de commissie van onderstand mits uitdrukkelijke of stilzwijgende machtiging van den man, indien zij gehuwd zijn.

Art. 18.

De leden van de commissie van onderstand mogen niet bloed- of aanverwanten zijn tot in den derden graad ingesloten, noch door huwelijksband vereenigd zijn. Echter gaat, in de gemeenten of in de groepen van gemeenten van minder dan 2.000 inwoners, dat verbod niet verder dan tot den tweeden graad. Aanverwantschap, na de benoeming tot stand gekomen, doet het mandaat niet vervallen. De aanverwantschap wordt geacht te vervallen door het overlijden van den persoon, waardoor zij bestaat.

Art. 19.

Mogen niet lid der commissie van onderstand zijn : de gouverneurs van de provinciën, de leden van de bestendige deputatie, de provinciale griffiers, de arrondissementcommissarissen, alsmede de geneesheeren, apothekers, vroedvrouwen, bezoldigd door de commissie, en dezer bezoldigde beambten.

Texte proposé par la Commission.

Art. 14.

(Comme à l'article 16 ci-contre).

Art. 15.

Les femmes peuvent faire partie des commissions d'assistance. Si elles sont mariées, l'autorisation expresse ou tacite du mari est requise.

Art. 16.

Les membres des commissions d'assistance ne peuvent être parents ou alliés jusqu'au troisième degré inclusivement ni être unis par les liens du mariage. Cependant, dans les communes ou unions de communes dont la population est inférieure à 2,000 habitants, la prohibition s'arrête au deuxième degré. L'alliance survenue après la nomination ne met pas fin au mandat. L'alliance est censée dissoute par le décès de la personne qui produisait l'affinité.

Art. 17.

Ne peuvent être nommés membres des commissions d'assistance :

a) Les gouverneurs de province, les députés permanents, les greffiers provinciaux et les commissaires d'arrondissement ;

b) Les médecins, les pharmaciens, sages-femmes et autres agents rémunérés par la commission d'assistance ;

c) Les personnes qui reçoivent habituellement des secours de l'assistance publique, soit pour elles-mêmes, soit pour des membres de leur famille habitant avec elles ;

d) Les parents ou alliés, jusqu'au deuxième degré, du secrétaire, du receveur ou d'un agent salarié de la commission.

Tekst voorgesteld door de Commissie.

Art. 14.

(Zooals artikel 16 hiernevens.)

Art. 15.

Vrouwen kunnen deel uitmaken van de commissiën van onderstand. De uitdrukkelijke of stilzwijgende machtiging van den man wordt vereischt, als zij gehuwd is.

Art. 16.

De leden van de commissiën van onderstand mogen niet bloed- of aanverwanten zijn tot in den derden graad ingesloten, noch door huwelijksband vereenigd zijn. Echter gaat, in de gemeenten of in de vereenigingen van gemeenten van minder dan 2,000 inwoners, dat verbod niet verder dan tot den tweeden graad. Aanverwantschap, na de benoeming tot stand gekomen, doet het mandaat niet vervallen. De aanverwantschap wordt geacht te vervallen door het overlijden van den persoon, waardoor zij *ontstond*.

Art. 17.

Mogen niet lid der commissiën van onderstand zijn :

a) De gouverneurs van de provinciën, de leden van de bestendige deputatie, de provinciale griffiers en de arrondissementscommissarissen ;

b) De geneesheeren, apothekers, vroedvrouwen en andere bedienden bezoldigd door de commissie van onderstand ;

c) De personen, aan wie de openbare onderstand gewoonlijk hulp verleent, hetzij voor hen zelf, hetzij voor met hen inwonende leden van hun gezin ;

d) De bloed- of aanverwanten, tot in den tweeden graad, van den secretaris, den ontvanger of een bezoldigden bediende der commissie.

Projet de loi amendé par le Sénat.

ART. 20.

La commission d'assistance communale ne peut être composée que pour un tiers, au maximum, de conseillers communaux.

ART. 21.

Expédition des actes de nomination des membres des commissions communales et intercommunales et de leurs suppléants, des médecins, pharmaciens et sages-femmes rémunérés par la commission. des fonctionnaires et employés de celle-ci est adressée à la députation permanente.

La députation permanente annule, soit sur réclamation, soit d'office, les nominations contraires aux prescriptions de la présente loi.

Elle doit se prononcer dans le mois de la réception des pièces. Passé ce délai, la nomination est réputée valide.

En cas de réclamation, dans les huit jours de la notification de la décision ou après l'expiration du délai d'un mois, le Roi statue.

ART. 22

Les membres qui perdent l'une ou l'autre des qualités requises pour pouvoir siéger dans la commission cessent d'en faire partie.

Wetsontwerp gewijzigd door den Senaat.

ART. 20.

De gemeentelijke commissie van onderstand mag slechts ten bedrage van ten hoogste een derde bestaan uit gemeenteraadsleden.

ART. 21.

Afschrift van de akten van benoeming der leden van de gemeentelijke en intercommunale commissiën en van dezer plaatsvervangers, van de geneesheeren, apothekers en vroedvrouwen bezoldigd door de commissie, van dezer beambten en bedienden, wordt aan de bestendige deputatie toegezonden.

De benoemingen, gedaan in strijd met de voorschriften dezer wet, worden door de bestendige deputatie nietig verklaard hetzij ten gevolge van ingebrachte bezwaren, hetzij van ambtswege.

De deputatie moet beslissen binnen éene maand na het inkomen van de stukken. Na het verstrijken van die tijdruimte, wordt de benoeming geacht geldig te zijn.

Is er bezwaar ingebracht binnen acht dagen na de beteekening der beslissing of na het verstrijken van den tijd eener maand, dan doet de Koning uitspraak.

ART. 22.

De leden, die niet meer voldoen aan een van de gestelde vereischten om te kunnen zitting nemen in de commissie, houden op daarvan deel uit te maken.

Texte proposé par Commission.

Tekst voorgesteld door de Commissie.

ART. 18.

ART. 18.

(Comme à l'article 20 ci-contre.)

(Zooals artikel 20 hiernevens.)

ART. 19.

ART. 19.

Les résolutions portant nomination des membres des commissions communales ou intercommunales et de leurs suppléants, sont adressées en expédition à la Députation permanente.

Afschrift van de *besluiten tot benoeming* der leden van de gemeentelijke of intercommunale commissiën en van dezer plaatsvervangers wordt aan de bestendige deputatie toegezonden.

La Députation permanente annule, soit sur réclamation, soit d'office, les nominations *faites en violation* des prescriptions de la présente loi.

De benoemingen, gedaan in strijd met de voorschriften dezer wet, worden door de bestendige deputatie nietig verklaard hetzij ten gevolge van ingebrachte bezwaren, hetzij van ambtswege.

Elle doit *statuer* dans le mois de la réception des pièces.

De bestendige deputatie moet *uitspraak doen* binnen éene maand na het inkomen van de stukken.

Après expiration de ce délai, ou en cas de recours contre la décision de la Députation permanente, il est statué par le Roi. Ce recours n'est plus recevable s'il est introduit plus de quinze jours après la notification de la décision.

Na het verstrijken van dit tijdverloop, of zoo er beroep is ingesteld tegen de beslissing der bestendige deputatie, wordt er uitspraak gedaan door den Koning. Dit beroep is niet meer ontvankelijk, zoo het meer dan vijftien dagen na de beteekening der beslissing wordt ingediend.

ART. 20.

ART. 20.

Les membres qui perdent l'une ou l'autre des qualités requises pour pouvoir siéger dans les commissions d'assistance cessent d'en faire partie.

De leden, die niet meer voldoen aan een van de gestelde vereischten om te kunnen zitting nemen in de *commissiën van onderstand*, houden op, daarvan deel uit te maken.

Projet de loi amendé par le Sénat.

ART. 23.

Tout démissionnaire doit rester en fonctions jusqu'à la prestation de serment de son successeur.

Le membre nommé pour occuper une place devenue vacante par suite d'un décès, d'une démission ou autrement, achève le mandat de son prédécesseur.

ART. 24.

Les membres des commissions d'assistance peuvent, en cas de négligence grave ou d'inconduite notoire, être révoqués par la députation permanente sur la proposition de la commission ou du conseil communal ou même d'office, sauf recours au Roi.

L'intéressé et la commission d'assistance seront préalablement entendus.

ART. 25.

Le bourgmestre assiste, lorsqu'il le juge utile, aux séances de la commission communale d'assistance et y a voix délibérative. Dans ce cas, il préside l'assemblée. Il peut déléguer, à cette fin, un membre du collège échevinal.

Le gouverneur assiste, lorsqu'il le juge utile, aux séances de la commission intercommunale d'assistance et y a voix délibérative. Dans ce cas, il préside l'assemblée. Il peut déléguer, à cette fin, un membre de la députation permanente.

Dans les unions intercommunales, y compris les unions prévues à l'article 8, le bourgmestre de chaque commune de l'union ou échevin qu'il délègue à cet effet, visite les établissements d'assistance chaque fois qu'il le juge convenable.

Wetsontwerp gewijzigd door den Senaat.

ART. 23.

Elk ontslagnemend lid moet zijn ambt blijven waarnemen totdat zijn opvolger is beëdigd.

Het lid benoemd om eene plaats te bekleeden, welke openvalt wegens een sterfgeval, een ontslag of om eene andere reden, voleindigt het mandaat van zijn voorganger.

ART. 24.

In geval van zware nalatigheid of algemeen bekend wangedrag kunnen de leden der commissiën van onderstand door de bestendige deputatie, op voorstel van de commissie of van den gemeenteraad of zelfs van ambtswege, afgezet worden behoudens beroep bij den Koning.

De belanghebbende en de commissie van onderstand worden eerst gehoord.

ART. 25.

Wanneer hij het nuttig oordeelt, woont de burgemeester de vergaderingen der gemeentelijke commissie van onderstand bij en heeft hij er beraadslagende stem. In dit geval zit hij de vergadering voor. Te dien einde kan hij een lid van het schepencollege afvaardigen.

Wanneer hij het nuttig oordeelt, woont de gouverneur de vergaderingen der intercommunale commissie van onderstand bij en heeft hij er beraadslagende stem. In dit geval zit hij de vergadering voor. Te dien einde kan hij een lid van de bestendige deputatie afvaardigen.

In de intercommunale vereenigingen, met inbegrip van de vereenigingen bedoeld bij artikel 8, bezoekt de burgemeester van elke gemeente der vereeniging of de schepenen, dien hij daartoe afvaardigt, de gestichten van weldadigheid telkens als hij het geraaden acht.

Texte proposé par la Commission.

ART. 21.

Tout démissionnaire doit rester en fonctions jusqu'à la prestation de serment de son successeur.

Le suppléant ou le membre nommé pour occuper une place vacante achève le mandat de son prédécesseur.

ART. 22.

(Comme à l'article 24 ci-contre.)

ART. 23.

Le bourgmestre assiste, lorsqu'il le juge utile, aux séances de la commission communale d'assistance et y a voix délibérative. Dans ce cas, il préside l'assemblée. Il peut déléguer, à cette fin, un membre du Collège échevinal.

Le Gouverneur assiste, lorsqu'il le juge utile, aux séances de la commission intercommunale d'assistance et y a voix délibérative. Dans ce cas, il préside l'assemblée. Il peut déléguer à cette fin, un membre de la Députation permanente.

Les bourgmestre et échevins des communes intéressées visitent, chaque fois qu'ils le jugent convenable, les établissements dépendant des unions prévues par les articles 3 et 6 de la présente loi.

Tekst voorgesteld door de Commissie.

ART. 21.

Elk ontslagnemend lid moet zijn abmt blijven waarnemen totdat zijn opvolger is beëdigd.

De plaatsvervanger of het lid benoemd om eene openstaande plaats te bekleeden, voleindigt het mandaat van zijn voorganger.

ART. 22.

(Zooals artikel 24 hiernevens.)

ART. 23.

Wanneer hij het nuttig oordeelt, woont de burgemeester de vergaderingen der gemeentelijke commissie van onderstand bij en heeft hij er beraadslagende stem. In dit geval zit hij de vergadering voor. Te dien einde kan hij een lid van het schepencollege afvaardigen.

Wanneer hij het nuttig oordeelt, woont de gouverneur de vergaderingen der intercommunale commissie van onderstand bij en heeft hij er beraadslagende stem. In dit geval zit hij de vergadering voor. Te dien einde kan hij een lid van de bestendige deputatie afvaardigen.

De burgemeester en schepenen van de betrokken gemeenten bezoeken, telkens als zij het geraden achten, de inrichtingen afhangende van de vereenigingen voorzien bij de artikelen 3 en 6 dezer wet.

Projet de loi amendé par le Senat.

ART. 26.

Les membres de la commission exercent leurs fonctions gratuitement. Toutefois, un jeton de présence peut être alloué à un membre qui aurait à subir une perte de salaire pour remplir ses fonctions.

Le taux du jeton de présence est fixé par les conseils communaux pour les commissions communales et par la députation permanente pour les commissions intercommunales d'assistance.

Les jetons de présence sont prélevés sur la caisse communale s'il s'agit de la commission communale d'assistance, et sur les caisses communales des communes faisant partie d'une union intercommunale au prorata de leurs ressources. Leur quote-part sera fixée par la députation permanente.

ART. 27.

Ne peuvent être nommés membres de la commission d'assistance les personnes qui reçoivent des secours de l'assistance publique soit pour elles-mêmes, soit pour des membres de leur famille habitant avec elle.

ART. 28.

La commission élit dans son sein un président dont les fonctions prennent fin en même temps que son mandat.

Wetsontwerp gewijzigd door den Senaat

ART. 26.

De leden der commissie nemen hun ambt kosteloos waar. Echter kan een zitpenning toegekend worden aan een lid, dat een verlies van loon zou moeten ondergaan om zijn ambt te vervullen.

Het bedrag van den zitpenning wordt vastgesteld door de gemeenteraden voor de gemeentelijke commissiën en door de bestendige deputation voor de intercommunale commissiën van onderstand.

De zitpenningen worden betaald uit de gemeentekas, indien het de gemeentelijke commissie van onderstand geldt, en uit de gemeentekassen der gemeenten, deel uitmakende van eene intercommunale vereeniging, naar verhouding van hunne geldmiddelen. Hun aandeel wordt door de bestendige deputation vastgesteld.

ART. 27.

Personen die, hetzij voor zichzelf, hetzij voor met hen inwonende leden van hun gezin, onderstandsmiddelen van den openbaren onderstand genieten, kunnen niet worden benoemd tot lid der commissie van onderstand.

ART. 28.

De commissie kiest onder hare leden eenen voorzitter, wiens ambt een eind neemt tegelijkertijd als zijn mandaat.

Texte proposé par la Commission.

ART. 24.

Les membres des commissions d'assistance exercent leurs fonctions gratuitement.

(La disposition qui fait l'objet de l'article 27 du texte transmis par le Sénat, est reprise au litt. C de l'article 16 du texte proposé par la Commission.)

ART. 25.

Les commissions d'assistance élisent dans leur sein un président, dont les fonctions prennent fin en même temps que le mandat.

Tekst voorgesteld door de Commissie.

ART. 24.

De leden der commissiën van onderstand nemen hun ambt kosteloos waar.

(De bepaling, voorkomende in artikel 27 van den tekst overgemaakt door den Senaat, is overgenomen in litt. C van artikel 16 van den tekst voorgesteld door de Commissie).

ART. 25.

De commissiën van onderstand kiezen onder hare leden eenen voorzitter, wiens ambt een eind neemt tegelijkertijd als zijn mandaat.

Projet de loi amendé par le Sénat.

ART. 29.

La commission d'assistance peut former dans son sein un bureau permanent de trois à cinq membres chargé de l'expédition des affaires courantes.

Le président fait partie de droit de ce bureau et le préside.

ART. 30.

Les commissions d'assistance nomment le secrétaire et le receveur et fixent leur traitement. Cette nomination et cette fixation sont soumises à l'approbation du conseil communal pour les commissions communales, de la députation permanente pour les commissions intercommunales.

Ces fonctionnaires sont suspendus et révoqués par la commission sous réserve de l'application de la loi du 16 août 1909 sur la stabilité des emplois dans les administrations de bienfaisance.

ART. 31.

Si le secrétaire est pris parmi les membres de la commission, il ne peut toucher aucun traitement.

Wetsontwerp gewijzigd door den Senaat.

ART. 29.

De commissie van onderstand kan onder hare leden een bestendig bureau van drie tot vijf leden aanstellen, waaraan het afdoen der loopende zaken is opgedragen.

De voorzitter maakt van rechtswege deel uit van dit bureau en zit het voor.

ART. 30.

De commissiën van onderstand benoemen den secretaris en den ontvanger en bepalen hunne jaarwedde. Deze benoeming en deze weddebepaling worden onderworpen aan de goedkeuring van den gemeenteraad, voor de gemeentelijke commissiën, van de bestendige deputatie voor de intercommunale commissiën.

Deze ambtenaren worden door de commissie geschorst en afgezet behoudens toepassing der wet van 6 Augustus 1909 op de vastheid der bedieningen bij de weldadigheidsbesturen.

ART. 31.

Is de secretaris gekozen onder de leden der commissie, dan kan hij geene wedde trekken.

Texte proposé par la Commission.

ART. 26.

Les commissions d'assistance composée de huit membres au moins peuvent constituer un bureau permanent comprenant 3 à 5 de leurs membres chargés de l'expédition des affaires d'administration courante.

Le président fait partie de droit de ce bureau et le préside.

ART. 27.

Les commissions d'assistance nomment le secrétaire et le receveur; elles fixent leur traitement. *Ces résolutions* sont soumises à l'approbation du conseil communal pour les commissions communales, et à celles de la Députation permanente pour les commissions intercommunales.

Ces fonctionnaires sont suspendus et révoqués par les commissions, sous réserve de l'application de la loi du 6 août 1909, sur la stabilité des emplois dans les administrations de bienfaisance.

Le secrétaire et le receveur prêtent, avant d'entrer en fonctions, le serment prévu par l'article 13.

ART. 28.

(Comme à l'article 31 ci-contre.)

Tekst voorgesteld door de Commissie.

ART. 26.

De commissiën van onderstand, bestaande uit ten minste acht leden, kunnen onder hare leden een bestendig bureel van drie tot vijf harer leden aanstellen, waaraan het afdoen der zaken van het *dagelijksch* bestuur is opgedragen.

De voorzitter maakt van rechtswege deel uit van dit bureel en zit het voor.

ART. 27.

De commissiën van onderstand benoemen den secretaris en den ontvanger; zij bepalen hunne jaarwedde. *Deze besluiten* worden onderworpen aan de goedkeuring van den gemeenteraad, voor de gemeentelijke commissiën, en aan die van de bestendige deputatie voor de intercommunale commissiën.

Deze ambtenaren worden door de commissiën geschorst en afgezet behoudens toepassing der wet van 6 Augustus 1909 op de vastheid der bedieningen bij de weldadigheidsbesturen.

Alvorens in dienst te treden, leggen de secretaris en de ontvanger den eed af, voorzien bij artikel 13.

ART. 28.

(Zooals artikel 31 hiernevens.)

Projet de loi amendé par le Senat.

ART. 32.

Le receveur ne peut être pris parmi les membres de la commission. Il peut, sous l'approbation du conseil communal pour les commissions intercommunales, être accordé au receveur un traitement ou une remise sur les recettes. Cette rémunération ne peut être modifiée ultérieurement que moyennant les mêmes approbations. Le receveur doit fournir un cautionnement dont le montant est fixé par la commission et approuvé soit par le conseil communal, soit par la députation permanente.

ART. 33.

Le receveur est chargé sous sa responsabilité d'effectuer les recettes et d'acquitter sur mandats réguliers signés par le président ou son remplaçant et par le secrétaire, les dépenses ordonnancées, jusqu'à concurrence du montant spécial de chaque article du budget ou d'un crédit spécial, de faire tous actes conservatoires ou autres interruptifs de la prescription et des déchéances, de faire procéder à toutes saisies, de requérir au bureau des hypothèques l'inscription, la réinscription ou le renouvellement de tous les titres qui en sont susceptibles, d'avertir les administrateurs de l'échéance des baux, des retards de paiement et de toute atteinte portée aux domaines, droits, privilèges et hypothèques.

Dans le cas où il y aurait de la part du receveur refus ou retard d'acquitter le montant des mandats réguliers, le paiement en sera poursuivi comme en matière de contributions directes, sur l'exécutoire de la commission, ou à son défaut, de la députation permanente du conseil provincial.

Wetsontwerp gewijzigd door den Senaat.

ART. 32.

De ontvanger mag niet onder de leden der commissie gekozen worden. Met goedkeuring van den gemeenteraad voor de gemeentelijke commissiën, van de bestendige deputation, voor de intercommunale commissiën kan aan den ontvanger eene wedde of een aan de ontvangsten geëvenredigd loon toegekend worden. Deze bezoldiging kan later slechts mits dezelfde goedkeuringen worden gewijzigd. De ontvanger moet eenen borgtocht stellen, waarvan het bedrag door de commissie bepaald en hetzij door den gemeenteraad, hetzij door de bestendige deputation goedgekeurd wordt.

ART. 33.

De ontvanger is onder zijne verantwoordelijkheid gelast de ontvangsten te doen en, op regelmatige mandaten ondertekend door den voorzitter of door dengene die hem vervangt en door den secretaris, de bevolen uitgaven te vereffenen tot beloop van het bijzonder bedrag van elk artikel der begrooting of van een bijzonder crediet, alle vrijwarende handelingen of alle andere handelingen tot sluiting van verjaring en verval te verrichten, tot alle beslaglegging te doen overgaan, de inschrijving, de hernieuwde inschrijving of de vernieuwing van alle titels, waarvoor zulks noodig is, ten kantore der hypotheken te vorderen, aan de beheerders kennis te geven van het vervallen der huurovereenkomsten, van de achterstallen en van elk feit dat de domeinen, rechten, voorrechten en hypotheken schaadt.

In geval van weigering of nalatigheid van den ontvanger om het bedrag van regelmatige mandaten te voldoen, wordt de betaling er van vervolgd zooals in zake rechtstreeksche belastingen, nadat zij door de commissie of, zoo niet, door de bestendige deputation van den provincialen raad inzonderbaar zijn verklaard.

Texte proposé par la Commission.

ART. 29.

Le receveur ne peut être *choisi* parmi les membres *des* commissions d'assistance. Avec l'approbation du conseil communal pour la commission communale et de la députation permanente pour la commission intercommunale, il peut être accordé au receveur un traitement ou une remise sur les recettes. Cette rémunération ne peut être modifiée ultérieurement que moyennant les mêmes approbations. Le receveur doit fournir un cautionnement dont le montant est fixé par la commission et approuvé, soit par le conseil communal, soit par la députation permanente.

ART. 30.

Le receveur est chargé, sous sa responsabilité, d'effectuer les recettes et d'acquitter sur mandats réguliers, les dépenses ordonnancées, jusqu'à concurrence du montant spécial de chaque article du budget ou d'un crédit *supplémentaire*, de faire tous actes conservatoires ou autres interruptifs de la prescription et des déchéances, de faire procéder à toutes saisies, de requérir, au bureau des hypothèques, l'inscription, la réinscription ou le renouvellement de tous les titres qui en sont susceptibles, d'avertir les *membres de la commission* de l'échéance des baux, des retards de paiement et de toute atteinte portée aux domaines, droits, privilèges et hypothèques *compétent à celles-ci*.

Les mandats de paiement doivent être signés par le président ou son remplaçant et par le secrétaire. En cas d'absence ou d'empêchement du secrétaire, ou bien lorsque les fonctions de secrétaire et de receveur sont exercées par la même personne, la signature du secrétaire est remplacée par celle d'un membre de la commission, à ce désigné, par la commission d'assistance.

Si le receveur se refuse ou tarde à acquitter le montant des mandats réguliers, le paiement en est poursuivi comme en matière de contributions directes sur l'exécutoire de la commission d'assistance ou, à son défaut, de la Députation permanente.

Tekst voorgesteld door de Commissie.

ART. 29.

De ontvanger mag niet onder de leden der commissiën gekozen worden. Met goedkeuring van den gemeenteraad voor de gemeentelijke commissie en van de bestendige deputatie voor de intercommunale commissie, kan aan den ontvanger eene wedde of een aan de ontvangsten geëvenredigd loon toegekend worden. Deze bezoldiging kan later slechts mits dezelfde goedkeuringen worden gewijzigd. De ontvanger moet eenen borgtocht stellen, waarvan het bedrag door de commissie bepaald en hetzij door den gemeenteraad, hetzij door de bestendige deputatie goedgekeurd wordt.

ART. 30.

De ontvanger is onder zijne verantwoordelijkheid gelast de ontvangsten te doen en, op regelmatige mandaten, de bevolen uitgaven te vereffenen tot beloop van het bijzonder bedrag van elk artikel der begrooting of van een *bijkomend* crediet, alle vrijwarende handelingen of alle andere handelingen tot stuiting van verjaring en verval te verrichten, tot alle beslaglegging te doen overgaan, de inschrijving, de hernieuwde inschrijving of de vernieuwing van alle titels, waarvoor zulks noodig is, ten kantore der hypotheken te vorderen, aan de *leden der commissie* kennis te geven van het vervallen der huurovereenkomsten, van de achterstallen en van elk feit dat de *haar toebehoorende* domeinen, rechten, voorrechten en hypotheken schaaft.

De betalingsmandaten moeten door den voorzitter of dezes plaatsvervanger en door den secretaris ondertekend worden. Is de secretaris afwezig of verhinderd of wordt het ambt van secretaris en ontvanger door eenen en denzelfden persoon bekleed, dan wordt de handteekening van den secretaris vervangen door die van een lid der commissie, dat de commissie daartoe aanwijst.

Indien de ontvanger weigert of verzuimt het bedrag van regelmatige mandaten te voldoen, wordt de betaling er van vervolgd zooals in zake rechtstreeksche belastingen, nadat zij door de commissie van onderstand of, zoo niet, door de bestendige deputatie van den provincialen raad invorderbaar zijn verklaard.

Projet de loi amendé par le Sénat.

ART. 34.

Le cumul des fonctions de secrétaire et de receveur est interdit. A titre exceptionnel il pourra être autorisé soit par le conseil communal sous réserve d'approbation par la députation permanente, soit par la députation permanente selon qu'il s'agit d'une commission communale ou d'une commission intercommunale.

ART. 35.

Les fonctions de secrétaire et de receveur sont incompatibles avec celles de conseiller communal, de médecin, de pharmacien, de sage-femme et d'employé rémunérés par la commission. Aucun agent de l'assistance publique, ni membre exerçant les fonctions de secrétaire, de receveur, de distributeur de secours ou de contrôleur des indigents, ne peut être commerçant détaillant.

Il est interdit d'exercer dans les locaux des institutions charitables aucun commerce ou négoce, de tenir aucun débit à but lucratif pour compte de tiers ou non attachés à ces institutions.

Le secrétaire, le receveur et les agents de l'assistance ne peuvent être parents ou alliés jusqu'au deuxième degré des membres de la commission.

Wetsontwerp gewijzigd door den Senaat.

ART. 34.

Het gelijktijdig uitoefenen der ambten van secretaris en ontvanger is verboden. Bij uitzondering kan daartoe machtiging worden verleend hetzij door den gemeenteraad, behoudens goedkeuring der bestendige deputatie, naar gelang het eene gemeentelijke of eene intercommunale commissie geldt.

ART. 35.

De ambten van secretaris en ontvanger zijn onverenbaar met die van gemeenteraadslid, van geneesheer, apotheker, vroedvrouw en beambte bezoldigd door de commissie. Geen enkel bediende van den openbaren onderstand, geen lid optredend als secretaris, als ontvanger, als uitdeeler van onderstandsmiddelen of als controleur van de behoeftigen mag handelaar-winkelier zijn.

Het is verboden, in de lokalen der liefdadigheidsinstellingen eenigen handel te drijven of eenigen verkoop met winstbejag te houden voor rekening van derden, of van personen vreemd aan die instellingen.

De secretaris, de ontvanger en de bedienden van den onderstand mogen geen bloed- of aanverwanten van de leden der commissie zijn tot in den tweeden graad.

Texte proposé par la Commission.

Tekst voorgesteld door de Commissie.

ART. 31.

ART. 31.

Le cumul des fonctions de secrétaire et de receveur ne peut être autorisé qu'à titre exceptionnel par le conseil communal, et moyennant approbation de la Députation permanente pour les commissions communales. Il est interdit pour les commissions intercommunales d'assistance.

Tot het gelijktijdig uitoefenen der ambten van secretaris en ontvanger kan slechts bij uitzondering machtiging verleend worden door den gemeenteraad en mits goedkeuring van de bestendige deputatie voor de gemeentelijke commissiën. Dit gelijktijdig uitoefenen is verboden voor de intercommunale commissiën van onderstand.

ART. 32.

ART. 32.

Les fonctions de secrétaire et de receveur sont incompatibles avec celles de conseiller communal, de médecin, de pharmacien et de sage-femme rémunérée par la commission d'assistance.

De ambten van secretaris en ontvanger zijn onverenbaar met die van gemeenteraadslid, van genesheer, apotheker en vroedvrouw bezoldigd door de commissie van onderstand.

Aucun agent de l'assistance publique, ni aucun membre de la commission qui remplit les fonctions de secrétaire, de receveur, de distributeur de secours ou de contrôleur des indigents, ne peut exploiter un commerce de détail.

Geen enkel bediende van den openbaren onderstand, geen enkel lid der commissie, dat het ambt van secretaris, ontvanger, uitdeeler van onderstandsmiddelen of controleur van de behoeftigen vervult, mag een kleinhandel drijven.

Il est interdit d'exercer dans les locaux des institutions d'assistance, aucun commerce ou négoce, pour compte de tiers attachés ou non à ces institutions.

Het is verboden, in de lokalen der liefdadigheidsinstellingen eenigen handel of eenige zaak te drijven voor rekening van derden, al of niet behoorende tot die instellingen.

Ne peuvent être nommés secrétaire, receveur ou agent salarié des commissions d'assistance, les parents ou alliés jusqu'au deuxième degré, des membres de celles-ci.

Bloed- of aanverwanten, tot in den tweeden graad, der leden van de commissiën van onderstand kunnen niet tot secretaris, ontvanger of bezoldigden beambte dier commissiën benoemd worden.

Projet de loi amendé par le Sénat

ART. 36.

Les médecins, pharmaciens et sages-femmes de l'assistance publique sont nommés pour un terme maximum de six ans, moyennant l'approbation du conseil communal. La commission d'assistance en fixe le nombre de manière à assurer, autant qu'il se peut, le libre choix des indigents. Elle règle les traitements.

Les médecins, pharmaciens, chirurgiens et sages-femmes peuvent être suspendus et révoqués par la commission sous réserve de l'application de la loi du 6 août 1909 sur la stabilité des emplois dans les administrations de bienfaisance.

ART. 37.

La commission d'assistance nomme, suspend et révoque sous réserve de l'application de la loi du 6 août 1909 sur la stabilité des emplois dans les administrations de bienfaisance, tous les autres employés de l'assistance publique et fixe leur traitement.

Wetsontwerp gewijzigd door den Senaat.

ART. 36.

De geneesheeren, apothekers en vroedvrouwen van den openbaren onderstand worden voor ten hoogste zes jaar benoemd mits goedkeuring van den gemeenteraad. De commissie van onderstand bepaalt hun getal derwijze dat de behoeftigen, zóoveel mogelijk, vrijelijk kunnen kiezen. Zij stelt de jaarwedden vast.

De geneesheeren, apothekers, heelmeeesters en vroedvrouwen kunnen door de commissie geschorst en afgezet worden behoudens toepassing der wet van 6 Augustus 1909 op de vastheid der bedieningen afhangende van de weldadigheidsbesturen.

ART. 37.

Al de overige beambten van den openbaren onderstand worden door de commissie van onderstand benoemd, geschorst en afgezet behoudens toepassing der wet van 6 Augustus 1909 op de vastheid der bedieningen afhangende van de weldadigheidsbesturen; zij stelt hunne jaarwedde vast.

Texte proposé par la Commission.

ART. 33.

Les médecins, pharmaciens et sages-femmes, *régulièrement établis dans la circonscription d'une commission d'assistance, sont admis aux conditions fixées par la commission, à prodiguer leurs soins aux indigents inscrits sur les listes de contrôle.*

Il peut être dérogé à cette disposition sur avis et approbation, soit du conseil communal, pour les commissions d'assistance communales, soit de la Députation permanente, pour les commissions d'assistance intercommunales. En ce qui concerne les médecins, chirurgiens, spécialistes des hôpitaux, hospices, lazarets et autres établissements d'assistance, les commissions d'assistance nomment ces praticiens et fixent leur traitement dans les limites des ressources budgétaires au moment de cette nomination.

Les médecins, pharmaciens, chirurgiens et sages-femmes, peuvent être suspendus et révoqués par la commission d'assistance sous réserve de l'application de la loi du 6 août 1909, sur la stabilité des emplois dans les administrations de bienfaisance.

ART. 34.

Les commissions d'assistance nomment, suspendent et révoquent sous réserve de l'application de la loi du 6 août 1909 sur la stabilité des emplois dans les administrations de bienfaisance, tous les autres agents de l'assistance publique et fixent leur traitement.

Tekst voorgesteld door de Commissie.

ART. 33.

Aan de geneesheeren, apothekers en vroedvrouwen, *regelmatig gevestigd in het gebied eener commissie van onderstand, is het toegelaten, onder de voorwaarden door de commissie bepaald, de behoeftigen te verzorgen, die op de contrôlelijsten zijn ingeschreven.*

Van deze bepaling kan afgeweken worden na advies en met goedkeuring hetzij van den gemeenteraad, voor de gemeentelijke commissiën van onderstand, hetzij van de bestendige deputatie, voor de intercommunale commissiën van onderstand. Wat betreft de geneesheeren, heelmeesters, specialisten der gasthuizen, godshuizen, lazaretten en andere inrichtingen van onderstand, benoemen de commissiën van onderstand die praktiseerenden en bepalen zij hunne jaarwedde binnen de grenzen der begrootingsmiddelen op het oogenblik dier benoeming.

De geneesheeren, apothekers, heelmeesters en vroedvrouwen kunnen door de Commissie van onderstand geschorst en afgezet worden behoudens toepassing der wet van 6 Augustus 1909 op de vastheid der bedieningen afhange van de weldadigheidsbesturen.

ART. 34.

Al de overige *bedienden* van den openbaren onderstand worden door de *commissiën* van onderstand benoemd, geschorst en afgezet behoudens toepassing der wet van 6 Augustus 1909 op de vastheid der bedieningen afhange van de weldadigheidsbesturen; zij stellen hunne jaarwedde vast.

Projet de la loi amendé par le Sénat.

ART. 38.

Les commissions d'assistance se réunissent au moins une fois par mois sur la convocation du président aux jour et heure fixés par le règlement d'ordre intérieur.

Cependant, le président convoque la commission chaque fois que les nécessités du service l'exigent. Néanmoins, dans les commissions communales, le président est tenu de procéder à la convocation, à la demande du bourgmestre, aux jour et heure indiqués par ce dernier.

Dans les commissions intercommunales, le président est tenu de procéder à la convocation à la demande du gouverneur, aux jour et heure indiqués par ce dernier.

ART. 39.

Les commissions et leur bureau ne peuvent délibérer que si la majorité des membres en fonctions est présente. Toutefois, après deux convocations par écrit, il peut être passé outre aux délibérations sur les objets mis pour la troisième fois à l'ordre du jour, quel que soit le nombre de membres présents.

Les délibérations sont prises à la majorité des membres présents. Dans toutes les délibérations, la voix du président de la séance est prépondérante.

Wetsontwerp gewijzigd door den Senaat

ART. 38.

De commissiën van onderstand vergaderen ten minste éénmaal in de maand, na bijeenroeping door den voorzitter, op de dagen en uren door het reglement van orde vastgesteld.

Nochtans wordt de commissie door den voorzitter bijengeroepen telkens als de dienst het vereischt. In de gemeentelijke commissiën is echter de voorzitter gehouden ze bijeen te roepen, op aanvraag van den burgemeester, op dag en uur door dezen laatste bepaald.

In de intercommunale commissiën is de voorzitter gehouden ze bijeen te roepen, op aanvraag van den gouverneur, op dag en uur door dezen laatste bepaald.

ART. 39.

De commissiën en hun bureel kunnen alleen dan beraadslagen wanneer de meerderheid der in dienst zijnde leden aanwezig zijn. Echter kunnen zij na twee schriftelijke bijeenroepingen beraadslagen, welk ook het getal der aanwezige leden zij, over de zaken die voor de derde maal op de dagorde zijn gebracht.

De besluiten worden genomen bij meerderheid van stemmen der aanwezige leden. Voor al de besluiten is de stem van den voorzitter der vergadering beslissend.

Texte proposé par la Commission.

ART. 35.

Les commissions d'assistance se réunissent au moins une fois par mois sur convocation du président, aux lieu, jour et heure fixés par le règlement d'ordre intérieur. *En outre*, le président convoque la commission, chaque fois que les nécessités du service l'exigent.

Le président de la commission communale et celui de la commission intercommunale sont respectivement tenus de convoquer celles-ci, le premier à la demande du bourgmestre, le second à la demande du Gouverneur, aux lieu, jour et heure indiqués par ceux-ci.

Le président est également obligé de convoquer la commission d'assistance à la demande d'un tiers des membres en fonctions, aux lieu, jour et heure indiqués par eux.

ART. 36.

Les commissions d'assistance de même que les bureaux permanents, ne peuvent délibérer que si la majorité des membres en fonction est présente.

Toutefois, après deux convocations par écrit, il peut être délibéré sur les objets mis pour la troisième fois à l'ordre du jour, quel que soit le nombre des membres présents.

Les délibérations sont prises à la majorité des membres présents.

En cas de parité, la voix du président de la séance est prépondérante.

Tekst voorgesteld door de Commissie.

ART. 35.

De commissiën van onderstand vergaderen ten minste éénmaal in de maand, na bijeenroeping door den voorzitter, *ter plaatse* en op de dagen en uren vastgesteld door het reglement van orde. *Bovendien* wordt de commissie door den voorzitter bijeengeropen telkens als de dienst het vereischt.

De voorzitter der gemeentelijke commissie en die der intercommunale commissie zijn onderscheidenlijk gehouden die commissiën bijeen te roepen, de eerste op aanvraag van den burgemeester, de tweede op aanvraag van den Gouverneur, *ter plaatse* en op de dagen en uren, door hen aangewezen.

De voorzitter is eveneens verplicht, de commissie van onderstand bijeen te roepen, op aanvraag van een derde der in dienst zijnde leden, *ter plaatse* en op de dagen en uren, door hen aangewezen.

ART. 36.

De commissiën van onderstand, alsmede de bestendige burealen kunnen alleen dan beraadslagen wanneer de meerderheid der in dienst zijnde leden aanwezig zijn.

Echter kunnen zij na twee schriftelijke bijeenroepingen beraadslagen, welk ook het getal der aanwezige leden zij, over de zaken die voor de derde maal op de dagorde zijn gebracht.

De besluiten worden genomen bij meerderheid van stemmen der aanwezige leden.

Bj staking van stemmen is de stem van den voorzitter der vergadering beslissend.

Projet de loi amendé par le Senat.

ART. 40.

La commission intercommunale a, dans le territoire de sa circonscription, les attributions et les obligations de la commission locale dans les communes. Toutes les dispositions légales relatives au devoir et au mode d'assistance et au domicile de secours sont applicables à l'union intercommunale.

ART. 41.

Les registres de la population et tous documents utiles sont communiqués sans déplacement, aux délégués de la commission intercommunale par les administrations communales, sous peine pour celles-ci de devoir rembourser les frais d'assistance tombés à la charge de l'union par suite de leur défaut de se soumettre à cette prescription.

ART. 42.

Les actes de la commission intercommunale sont soumis à l'approbation de la députation permanente dans les conditions qui régissent l'approbation des actes de la commission locale par l'autorité communale; le recours s'exerce, le cas échéant, directement au Roi.

Wetsontwerp gewijzigd door den Senaat.

ART. 40.

Aan de intercommunale commissie zijn, in het gebied harer omschrijving, de bevoegdheden en de verplichtingen der plaatselijke commissie in de gemeenten opgedragen. Al de wettelijke bepalingen betreffende den verplichten onderstand, de wijzen van onderstand en het domicile van onderstand zijn van toepassing op de intercommunale vereeniging.

ART. 41.

De bevolkingsregisters en alle stukken, die van nut kunnen zijn, worden, alleen ter plaatse waar zij berusten, aan de afgevaardigden der intercommunale commissie medegeedeeld door de gemeentebesturen; zoo niet, moeten deze de kosten van onderstand terugbetalen, die, wegens het niet nakomen van dit voorschrift, ten laste van de vereeniging vallen.

ART. 42.

De akten van de intercommunale commissie worden aan de goedkeuring der bestendige deputatie onderworpen naar de vereischen gesteld voor de goedkeuring van de akten der plaatselijke commissie door de gemeenteoverheid; het beroep wordt, bij voorkomend geval, rechtstreeks bij den Koning ingesteld.

Texte proposé par la Commission.

ART. 37.

La commission intercommunale d'assistance a, dans *les limites* de sa circonscription, les *mêmes* attributions et les *mêmes* obligations que la commission communale dans *les limites* de la commune. Toutes les dispositions légales relatives à *la mission* et au mode d'assistance *de la commission communale*, ainsi qu'au domicile de secours, sont applicables à *la commission intercommunale*.

ART. 38.

Les registres de la population et tous documents utiles sont communiqués, sans déplacement, aux délégués de la commission intercommunale *d'assistance* par les administrations communales *faisant partie de l'union*, à peine pour celles-ci, *en cas d'inobservance*, de devoir rembourser les frais d'assistance tombés *de ce chef* à charge de la *Commission*.

ART. 39.

Les *délibérations* de la commission intercommunale *d'assistance* sont soumises à l'approbation de la députation permanente dans les cas où *les délibérations* de la commission communale sont soumises à celles du conseil communal. Le recours est adressé directement au Roi.

Tekst voorgesteld door de Commissie.

ART. 37.

Aan de intercommunale commissie van onderstand zijn, *binnen* hare omschrijving, *dezelfde* bevoegdheden en *dezelfde* verplichtingen opgedragen als aan de gemeentelijke commissie *binnen* de gemeente. Al de wetsbepalingen betreffende *de zending* en de wijze van onderstand *der gemeentelijke commissie*, *alsmede* betreffende het domicile van onderstand zijn van toepassing op de intercommunale *commissie*.

ART. 38.

De bevolkingsregisters en alle stukken, die van nut kunnen zijn, worden, alleen ter plaatse waar zij berusten, aan de afgevaardigden der intercommunale commissie *van onderstand* medegedeeld door de gemeentebesturen *die deel uitmaken van de vereeniging*; zoo niet, moeten deze besturen, *bij niet-naleving van dit voorschrift*, de kosten van onderstand terugbetalen, die *uit dien hoofde* ten laste van de commissie vallen.

ART. 39.

De *beraadslagingen* van de intercommunale commissie *van onderstand* worden aan de goedkeuring der bestendige deputatie onderworpen in de gevallen *waar de beraadslagingen* der gemeentelijke commissie worden *onderworpen aan die van den gemeenteraad*. Het beroep wordt rechtstreeks aan den Koning *toegezonden*.

Projet de loi amendé par le Sénat.

ART. 43.

Toutes les charges de la commission intercommunale excédant ses ressources propres, sont supportées par les communes réunies au prorata de leur quote-part dans le fonds communal. La quote-part de chaque commune est fixée annuellement par la députation permanente, sauf recours au Roi.

La contribution imposée à chaque commune est une dépense obligatoire qui peut être portée d'office au budget.

ART. 44.

Les établissements de bienfaisance publique compris dans une union remettront à la commission intercommunale, dans le délai fixé par l'arrêté royal constitutif, la gestion et la jouissance de leurs biens et capitaux. La commission en percevra les revenus et les produits qui viendront en déduction de la cotisation imposée à la commune. Les apports de chaque commune seront établis par un inventaire dont la forme sera réglée par un arrêté royal.

ART. 45.

L'union intercommunale peut être dissoute par le Roi, à la demande d'une ou de plusieurs communes, ou sur la proposition de la députation permanente, les conseils communaux et la commission intercommunale entendus.

Dans les mêmes conditions, des communes peuvent être séparées de l'union ou lui être incorporées.

Wetsontwerp gewijzigd door den Senaat.

ART. 43.

Al de lasten van de intercommunale commissie, die hare eigen middelen overschrijden, worden door de vereenigde gemeenten gedragen naar verhouding van hun aandeel in het gemeentefonds. Elk jaar bepaalt de bestendige deputatie het aandeel van elke gemeente, behoudens beroep bij den Koning.

De aan elke gemeente opgelegde bijdrage is eene verplichte uitgave, welke van ambtswege op de begrooting kan worden gebracht.

ART. 44.

De inrichtingen van openbare weldadigheid, behoorende tot eene vereeniging, dragen, binnen den termijn bepaald door het Koninklijk besluit van oprichting, het beheer en het genot hunner goederen en kapitalen aan de intercommunale commissie over. Deze ontvangt de inkomsten en de opbrengsten daarvan, welke in mindering komen van de bijdrage aan de gemeente opgelegd. De inbrengsten van elke gemeente worden vastgesteld door eenen inventaris, waarvan de vorm bij Koninklijk besluit wordt geregeld.

ART. 45.

De intercommunale vereeniging kan door den Koning worden ontbonden op aanvraag van eene of meer gemeenten of op voorstel van de bestendige deputatie, nadat de gemeenteraden en de intercommunale commissie zijn gehoord.

Op gelijke wijze kunnen gemeenten worden gescheiden van de vereeniging of bij deze gevoegd.

Texte proposé par la Commission.

Tekst voorgesteld door de Commissie.

ART. 40.

ART. 40.

Toutes les charges de la commission intercommunale *d'assistance* excédant ses ressources propres, sont supportées par les communes réunies au prorata de leur quote-part dans le fonds *des communes*. La quote-part de chaque commune est fixée annuellement par la députation permanente sauf recours au Roi.

La contribution imposée à chaque commune est une dépense obligatoire qui peut être portée d'office au budget.

Al de lasten van de intercommunale commissie *van onderstand*, die hare eigen middelen overschrijden, worden door de vereenigde gemeenten gedragen naar verhouding van hun aandeel in het fonds *der gemeenten*. Elk jaar bepaalt de bestendige deputation het aandeel van iedere gemeente, behoudens beroep bij den Koning.

De aan elke gemeente opgelegde bijdrage is eene verplichtuitgave, welke van ambtswege op de begrooting kan worden gebracht.

ART. 41.

ART. 41.

Les institutions *d'assistance* qui dépendent de communes ayant constitué une commission intercommunale, remettent à celle-ci, dans le délai fixé par l'arrêté royal constitutif, la gestion et la jouissance de leurs biens, et capitaux. La commission *intercommunale* en perçoit les revenus et les produits qui viennent en déduction de la cotisation imposée à la commune. Les apports de chaque commune sont établis par un inventaire, dont la forme est réglée par le Roi.

De instellingen *van onderstand* afhankelijk van gemeenten, die eene *intercommunale commissie* hebben opgericht, dragen daaraan, binnen den termijn bepaald door het Koninklijk besluit van oprichting, het beheer en het genot hunner goederen en kapitalen over. De *intercommunale commissie* ontvangt de inkomsten en de opbrengsten daarvan, welke in mindering komen van de bijdrage, aan de gemeente opgelegd. De inbrengsten van elke gemeente worden vastgesteld door eenen inventaris, waarvan de vorm bij Koninklijk besluit wordt geregeld.

Les transferts ne peuvent préjudicier aux droits acquis et aux affectations des biens légalement établis.

De overdrachten mogen de verworven rechten en de wettelijk gevestigde bestemmingen van goederen niet schaden.

ART. 42.

ART. 42.

L'union intercommunale *d'assistance* peut être dissoute par le Roi, à la demande d'une ou de plusieurs communes qui en font partie, ou sur la proposition de la Députation permanente, les conseils communaux et la commission intercommunale préalablement entendus. Des communes peuvent se retirer de l'union ou y participer en suivant les mêmes formalités

De intercommunale vereeniging *van onderstand* kan door den Koning worden onthouden op aanvraag van eene of meer gemeenten, die daarvan deel uitmaken, of op voorstel van de bestendige deputation, nadat de gemeenteraden en de intercommunale commissie vooraaf zijn gehoord. Gemeenten kunnen uit de vereeniging treden of zich daurbij aansluiten mits inachtneming van dezelfde vormvereischen.

Projet de loi amendé par le Senat.

ART. 46.

En cas de dissolution ou de séparation, chaque commune prélève dans l'actif de l'union son apport en nature, et, à défaut de cet apport, une part proportionnelle à celui-ci. Le reste de l'actif sera partagé au prorata des cotisations des cinq dernières années.

ART. 47.

Le partage des biens et capitaux et la répartition de l'actif et du passif de l'union seront réglés par l'arrêté royal de dissolution, la députation permanente et les conseils communaux entendus. Il sera tenu compte des charges et des affectations spéciales légalement établies.

ART. 48.

Chaque commission d'assistance, en cas de dissolution ou de séparation a le droit de racheter, à dire d'experts, les établissements de bienfaisance appartenant à l'union qui sont situés sur son territoire. Si cette reprise n'a pas lieu, en cas de dissolution, les établissements sont vendus aux enchères, si la députation permanente et le Gouvernement n'y font opposition, et le prix en est joint à la masse à partager.

Wetsontwerp gewijzigd door den Senaat.

ART. 46.

Bij ontbinding of scheiding wordt aan elke commissie, op het actief der vereeniging, haar inbreng in natura en, bij gebreke daarvan, een aan haar inbreng evenredig deel toegekend. Het overige van het actief wordt naar verhouding van de bijdragen der jongste vijf jaren verdeeld.

ART. 47.

De deeling der goederen en kapitalen en de verdeeling van het actief en van het passief der vereeniging worden geregeld door het Koninklijk besluit tot ontbinding, nadat de bestendige deputatie en de gemeenteraden zijn gehoord. Met de wettelijk gevestigde bijzondere lasten en bestemmingen wordt rekening gehouden.

ART. 48.

Bij ontbinding of scheiding heeft iedere commissie van onderstand het recht de aan de vereeniging toebehorende gestichten van weldadigheid, welke op haar grondgebied zijn gelegen, volgens schatting der zaakkundigen terug te nemen. Heeft deze terugneming niet plaats, dan worden, bij ontbinding, deze gestichten in veiling gebracht, indien de bestendige deputatie en de Regceering er zich niet tegen verzetten, en de prijs aan de te deelen massa toegevoegd.

Texte proposé par la Commission.

ART. 43.

En cas de dissolution ou de séparation, après apurement du passif, chaque commission communale d'assistance prélève sur l'actif de l'union intercommunale son apport en nature. Si l'apport a été aliéné ou transformé ou si les ressources sont insuffisantes pour indemniser entièrement les ayants-droit, chaque commission communale reçoit une valeur égale ou proportionnelle à son apport. Le reste de l'actif, s'il en existe, est partagé au prorata des cotisations des communes pendant les cinq dernières années.

ART. 44.

Le partage des biens et capitaux et la répartition de l'actif et du passif de l'union intercommunale d'assistance sont réglés conformément à l'article précédent, par l'arrêté royal de dissolution, la Députation permanente et les conseils communaux intéressés préalablement entendus. Les charges et affectations spéciales légalement établies doivent être respectées.

ART. 45.

Chaque commission communale d'assistance, en cas de dissolution, de séparation ou de retraite, a le droit de racheter, à dire d'experts, les établissements appartenant à la commission intercommunale. En cas de concurrence ou d'opposition des autres commissions, la Députation permanente statue, sauf recours au Roi. En cas de dissolution et à défaut d'offres de rachat, ces établissements sont vendus publiquement, à moins que la Députation permanente ou le Gouvernement ne décident de les acquérir aux prix d'expertise.

Tekst voorgesteld door de Commissie.

ART. 43.

Bij ontbinding of scheiding, na vaststelling van het passief, wordt aan elke gemeentelijke commissie van onderstand, op het actief der intercommunale vereeniging, haar inbreng in natura toegekend. Indien de inbreng vervreemd of omgezet werd of indien de gelden ontoereikend zijn om de rechthebbenden voluit te voldoen, ontvangt elke gemeentelijke commissie eene waarde gelijk of geëvenredigd aan haren inbreng. Het overige van het actief, indien er een is, wordt verdeeld naar verhouding van de bijdragen der gemeenten gedurende de jongste vijf jaren.

ART. 44.

De deeling der goederen en kapitalen en de verdeling van het actief en van het passief der intercommunale vereeniging van onderstand worden overeenkomstig het vorig artikel geregeld door het Koninklijk besluit tot ontbinding, nadat de bestendige deputatie en de betrokken gemeenteraden vooraf zijn gehoord. Aan de wettelijk gevestigde bijzondere lasten en bestemmingen moet voldaan worden.

ART. 45.

Bij ontbinding, scheiding of uittreding heeft iedere gemeentelijke commissie van onderstand het recht, de aan de intercommunale commissie toebehoorende gestichten volgens schatting der zaakkundigen terug te nemen. Bij gelijkoptreden of verzet van de overig commissiën wordt door de bestendige deputatie uitspraak gedaan behoudens beroep bij den Koning. Bij ontbinding, en bij gebrek aan aanbiedingen van terugneming, worden die gestichten openbaar verkocht, tenzij de bestendige deputatie of de Regeering beslissen ze tegen de prijzen der schatting aan te koopen.

Projet de loi amendé par le Sénat.

CHAPITRE III.

Administration.

I. — *Gestion des biens et administration.*

ART. 49.

Les biens des commissions d'assistance publique sont régis et administrés dans la forme déterminée par la loi pour les biens communaux, sous la réserve des dispositions suivantes.

ART. 50.

L'aliénation, le partage, l'échange de biens immobiliers, les locations de ces biens pour un terme de plus de neuf ans et les baux emphytéotiques sont soumis, pour les commissions communales, à l'avis du conseil communal et à l'autorisation de la députation permanente; pour les commissions intercommunales, à l'autorisation de la députation permanente; Toutefois, si la valeur du bien aliéné ou loué excède 20,000 francs, la décision devra également être soumise à l'autorisation du Roi.

L'aliénation ou la location devra avoir lieu publiquement, à moins que l'acte d'autorisation ne permette une aliénation ou une location de gré à gré.

L'aliénation des biens immobiliers ne peut être imposée par les autorités supérieures qu'en vertu d'une loi, sauf le cas d'expropriation pour cause d'utilité publique.

Wetsontwerp gewijzigd door den Senaat.

HOOFDSTUK III.

Beheer.

I. — *Beheer der goederen en bestuur.*

ART. 49.

De goederen van de commissiën van openbaren onderstand worden beheerd en bestuurd op de wijze door de wet vastgesteld voor de gemeente-goederen, onder voorbehoud van de volgende bepalingen

ART. 50.

De vervreemding, de deeling en de ruiling van onroerende goederen, de verhuringen dezer goederen voor eenen termijn van meer dan negen jaar, alsmede de erfpachten worden onderworpen, voor de gemeentelijke commissiën, aan het advies van den gemeenteraad en aan de machtiging van de bestendige deputatie; voor de intercommunale commissiën, aan de machtiging door de bestendige deputatie. Indien echter de waarde van het vervreemd of verhuurd goed 20,000 fr. overschrijdt, moet de beslissing eveneens onderworpen worden aan 's Konings machtiging.

De vervreemding of de verhuring moet in het openbaar geschieden, tenzij de akte, waarbij machtiging wordt verleend, onderhandsche vervreemding of verhuring toelaat.

Tot het vervreemden van de onroerende goederen kan door de hoogere overheden slechts krachtens eene wet last gegeven worden, behalve bij onteigening ten algemeenen nutte.

Texte proposé par la Commission.

Tekst voorgesteld door de Commissie.

CHAPITRE III.

HOOFDSTUK III.

Administration.

Beheer.

Gestion des biens et administration.

Beheer der goederen en best uur.

ART. 46.

ART. 46.

(Comme à l'article 49 ci-contre.)

(Zooals artikel 49 hiernevens.)

ART. 47.

ART. 47.

L'aliénation, le partage et l'échange de biens immobiliers sont soumis, pour la commission communale, à l'avis du conseil communal et de la Députation permanente, *ainsi qu'à l'autorisation du Roi*, pour les commissions intercommunales, à l'avis de la Députation permanente et à l'autorisation du Roi.

De vervreemding, de deeling en de ruiling van onroerende goederen worden onderworpen, voor de gemeentelijke commissie, aan het advies van den gemeenteraad en van de bestendige Deputatie, *alsmede aan de machtiging van den Koning*, en, voor de intercommunale commissiën, aan het advies van de bestendige deputatie en aan de machtiging van den Koning.

Toutefois, l'autorisation de la Députation permanente est suffisante lorsque la valeur des biens à aliéner n'excède pas 20,000 francs ou le dixième du budget des voies et moyens ordinaire, à moins que ce dixième ne dépasse 50,000 francs.

De machtiging van de bestendige deputatie volstaat echter, wanneer de waarde der te vervreemden goederen niet 20,000 frank of een tiende van de begrooting der ontvangsten overschrijdt, tenzij dit tiende meer dan 50,000 frank bedraagt.

La vente de biens immobiliers a lieu publiquement, à moins que l'acte d'autorisation ne permette une vente de gré à gré.

De verkoop van onroerende goederen geschiedt in het openbaar, tenzij de akte, waarbij machtiging wordt verleend, den onderhandschen verkoop toelaat.

L'aliénation des biens immobiliers ne peut être imposée par les autorités supérieures qu'en vertu d'une loi, sauf en cas d'expropriation pour cause d'utilité publique.

Tot het vervreemden van de onroerende goederen kan door de hoogere overheden slechts krachtens eene wet last gegeven worden, behalve bij ont-eigening ten algemeenen nutte.

Projet de loi amendé par le Sénat.

ART. 51.

Toute aliénation d'objets mobiliers, de créances, titres ou autres valeurs mobilières appartenant aux commissions d'assistance ne peut avoir lieu, pour les commissions communales, que moyennant l'avis du conseil communal et l'autorisation de la députation permanente; pour les commissions intercommunales, que moyennant l'autorisation de la députation permanente.

Toutefois, si la valeur des objets aliénés dépasse 20,000 francs, la décision devra également être soumise à l'autorisation du Roi.

La vente des effets publics nationaux ou d'autres valeurs garanties par l'Etat devra en tout cas être approuvée par le Roi.

Wetsontwerp gewijzigd door den Senaat.

ART. 51.

Het vervreemden van roerende zaken, van schuldvorderingen, titels of andere roerende waarden, aan de commissiën van onderstand toebehorende, kan slechts geschieden, voor de gemeentelijke commissiën, na advies van den gemeenteraad en na machtiging door de bestendige deputatie; voor de intercommunale commissiën, na machtiging door de bestendige deputatie.

Indien echter de waarde der te vervreemden zaken 20,000 frank overschrijdt, moet de beslissing eveneens onderworpen worden aan 's Konings machtiging.

De verkoop van 's lands openbare effecten of van andere, door den Staat gewaarborgde waarden moet in elk geval door den Koning goedgekeurd worden.

Texte proposé par la Commission.

ART. 48.

L'aliénation d'objets mobiliers, de créances, titres ou autres valeurs mobilières appartenant aux commissions d'assistance est soumise pour ce qui concerne la commission communale, à l'avis du conseil communal et de la Députation permanente, ainsi qu'à l'autorisation du Roi, pour ce qui concerne la commission intercommunale, à l'avis de la Députation permanente et à l'autorisation du Roi.

Toutefois, l'autorisation de la Députation permanente est suffisante lorsque la valeur n'excède pas 20,000 fr. ou le dixième du budgets des voies et moyens ordinaire, à moins que ce dixième ne dépasse 50,000 francs.

La vente des effets publics nationaux ou d'autres valeurs garanties par l'État, doit en tous cas être autorisée par le Roi.

La vente des déchets produits de démolitions et objets désaffectés ou délaissés, est dispensée de toute autorisation lorsqu'elle entre dans le domaine de l'administration journalière.

Sauf le cas où l'extinction de l'obligation est constatée dans un acte authentique, les commissions d'assistance ne peuvent consentir aucune radiation, changement ou limitation d'inscriptions hypothécaires, qu'après avis du conseil communal et autorisation de la Députation permanente, en ce qui concerne la commission communale; et après autorisation de la Députation permanente, en ce qui concerne la commission intercommunale.

Tekst voorgesteld door de Commissie.

ART. 48.

Het vervreemden van roerende zaken, van schuldvorderingen, titels of andere roerende waarden, aan de commissiën van onderstand toebehoorende, wordt onderworpen, voor de gemeentelijke commissie, aan het advies van den gemeenteraad en van de bestendige deputatie, alsmede aan de machtiging van den Koning, en, voor de intercommunale commissie, aan het advies van de bestendige deputatie en aan de machtiging van den Koning.

De machtiging van de bestendige deputatie volstaat echter, wanneer de waarde niet 20,000 frank of een tiende van de begrooting der ontvangsten overschrijdt, tenzij dit tiende meer dan 50,000 frank bedraagt.

De verkoop van 's lands openbare effecten of van andere, door den Staat gewaarborgde waarden moet in elk geval door den Koning goedgekeurd worden.

Voor den verkoop van zaken overblijvende na afbraak, alsmede van niet meer gebruikte of verlaten voorwerpen, wordt geen machtiging vereischt, wanneer die behoort tot het gebied van het dagelijksch bestuur.

Behalve wanneer het te niet gaan van de verbintenis is vastgesteld in eene authentieke akte, mogen de commissiën van onderstand geene hypothecaire inschrijvingen doen schrappen, wijzigen of verminderen dan na advies van den gemeenteraad en met machtiging van de bestendige deputatie, wanneer het geldt de gemeentelijke commissie, en met machtiging van de bestendige deputatie, wanneer het geldt de intercommunale commissie.

Projet de loi amendé par le Sénat.

ART. 52.

Les acquisitions de biens, les emprunts, les transactions et les placements définitifs de capitaux sont soumis jusqu'à concurrence d'une évaluation de 20.000 francs : pour les commissions communales, à l'avis des conseils communaux et à l'approbation de la députation permanente ; pour les commissions intercommunales, à l'approbation de la députation permanente.

Toutefois, si l'évaluation, dépasse 20,000 francs, ces décisions sont en outre soumises à l'approbation du Roi.

Les titres de valeurs mobilières doivent être, quand il est possible, convertis en inscriptions nominatives.

ART. 53.

Parmi les placements de capitaux autorisés pour les commissions d'assistance, sont compris la construction et l'acquisition de maisons à bon marché, les participations au capital de sociétés poursuivant des buts sociaux ; tels que : sociétés pour la construction d'habitations à bon marché, jardins ouvriers ou section de l'œuvre du « Coin de terre », l'acquisition de forêts ou de terrains à boiser dans les conditions prévues par la loi du 26 juillet 1899.

Wetsontwerp gewijzigd door den Senaat.

ART. 52.

De verkrijgingen van goederen, de leeningen, de dadingen en de vaste beleggingen van kapitalen worden ten beloope van eene op 20,000 frank begroote som onderworpen, voor de gemeentelijke commissiën, aan het advies der gemeenteraden en aan de goedkeuring der bestendige deputatie ; voor de intercommunale commissiën, aan de goedkeuring van de bestendige deputatie.

Overschrijdt de begroote som 20,000 frank, dan worden die beslissingen bovendien onderworpen aan 's Konings goedkeuring.

De titels van roerende waarden moeten, zoo mogelijk, omgezet worden in inschrijvingen op naam.

ART. 53.

Tot de beleggingen van kapitalen, voor de commissiën van onderstand toegelaten, behooren het bouwen en het aankopen van goedkoope woningen, de bijdragen in het kapitaal van maatschappijen met sociale doeleinden, zooals maatschappijen tot het bouwen van goedkoope woningen, arbeiderstuinen of afdelingen van het werk van het « Hockje Grond », het aankopen van bosschen of te beboschen gronden onder de voorwaarden voorzien bij de wet van 26 Juli 1899.

Texte proposé par la Commission.

Tekst voorgesteld door de Commissie.

ART. 49.

ART. 49.

Les acquisitions de biens, les emprunts, les transactions et les placements définitifs de capitaux sont soumis, pour la commission communale, à *l'avis du conseil communal et de la Députation permanente, ainsi qu'à l'autorisation du Roi*; pour la commission intercommunale, à *l'avis de la Députation permanente et à l'autorisation du Roi*.

De verkrijgingen van goederen, de leeningen, de dadingen en de vaste beleggingen van kapitalen worden onderworpen, voor de gemeentelijke commissie, *aan het advies van den gemeenteraad en van de bestendige deputatie, alsmede aan de machtiging van den Koning*; voor de intercommunale commissie, *aan het advies der bestendige deputatie en aan de machtiging van den Koning*.

Toutefois, l'autorisation de la Députation permanente est suffisante, lorsque la valeur n'excède pas 20,000 fr. ou le dixième du budget des voies et moyens ordinaire, à moins que ce dixième ne dépasse 50,000 francs.

De machtiging van de bestendige deputatie volstaat echter, wanneer de waarde niet 20,000 frank of een tiende van de begrooting der ontvangsten overschrijdt, tenzij dit tiende meer dan 50,000 frank bedraagt.

Les titres de valeurs mobilières doivent, quand il est possible, être convertis en inscriptions nominatives.

De titels van roerende waarden moeten, zoo mogelijk, omgezet worden in inschrijvingen op naam.

ART. 50.

ART. 50.

Les commissions d'assistance sont autorisées à employer leurs capitaux, notamment à la construction et à l'acquisition de maisons à bon marché, à des participations dans des sociétés poursuivant des buts sociaux tels que création ou exploitation de jardins ouvriers ou de sections de l'Œuvre du Coin de Terre, ainsi qu'à l'acquisition de forêts ou de terrains à boiser dans les conditions prévues par la loi du 26 juillet 1899.

Aan de commissiën van onderstand is het toegelaten hunne kapitalen te gebruiken, namelijk tot het bouwen en het aankopen van goedkope woningen, tot bijdragen in maatschappijen met sociale doeleinden, zooals de aanleg of de exploitatie van arbeiderstuinen of afdeelingen van het « Werk van het Hoekje Grond », alsmede tot het aankopen van bosschen of te bebosschen gronden onder de voorwaarden voorzien bij de wet van 26 Juli 1899.

Projet de loi amendé par le Sénat.

ART. 54.

Les donations et les legs faits aux commissions d'assistance seront soumis, pour les commissions communales, à l'avis du conseil communal et à l'approbation de la députation permanente : pour les commissions intercommunales, à l'approbation de la députation permanente.

Toutefois, si la valeur de ces donations et legs excède 20,000 francs, l'acceptation en devra en outre être soumise à l'approbation du Roi.

Les commissions sont autorisées à faire quêter et à placer des troncs dans tous les lieux et édifices publics.

Elles peuvent également faire procéder à des collectes à domicile.

Wetsontwerp gewijzigd door den Senaat.

ART. 54.

De schenkingen en de legaten gedaan aan de commissiën van onderstand zijn onderworpen, voor de gemeentelijke commissiën, aan het advies van den gemeenteraad en aan de goedkeuring van de bestendige deputatie; voor de internationale commissiën, aan de goedkeuring van de bestendige deputatie.

Indien echter het bedrag van deze schenkingen en legaten 20,000 frank overschrijdt, moet de aanvaarding daarvan bovendien onderworpen worden aan 's Konings goedkeuring.

De commissiën zijn gemachtigd, in alle openbare plaatsen en gebouwen geld te doen inzamelen en bussen te plaatsen.

Zij kunnen ook geldinzamelingen aan huis laten doen.

Texte proposé par la Commission.

ART. 51.

Les donations et les legs faits aux commissions d'assistance sont soumis, pour *la* commission communale, à l'avis du conseil communal et à l'approbation de la Députation permanente; pour *la* commission intercommunale à l'approbation de la Députation permanente.

Toutefois, si la valeur de ces donations ou legs excède 50,000 francs l'acceptation doit, en outre, être soumise à l'approbation du Roi.

Les notaires ou autres officiers ministériels, ainsi que les receveurs des droits de succession ont l'obligation de donner avis aux commissions d'assistance des dispositions faites en faveur de celles-ci, et dont ils ont connaissance à raison de leurs fonctions.

Les commissions d'assistance sont autorisées à faire quêter et à placer des troncs dans les lieux et édifices publics.

Elles peuvent également faire procéder à des collectes à domicile.

Tekst voorgesteld door de Commissie.

ART. 51.

De schenkingen en de legaten gedaan aan de commissiën van onderstand zijn onderworpen, voor de gemeentelijke commissie, aan het advies van den gemeenteraad en aan de goedkeuring van de bestendige deputatie; voor de intercommunale commissie, aan de goedkeuring van de bestendige deputatie.

Indien echter het bedrag van die schenkingen of legaten 20,000 frank overschrijdt, moet de aanvaarding bovendien onderworpen worden aan 's Konings goedkeuring.

De notarissen of andere ministerieele ambtenaren, alsmede de ontvangers van de successierechten zijn verplicht, aan de commissiën van onderstand kennis te geven van de beschikkingen te hunnen behoeve, waarvan zij wegens hun ambt kennis hebben.

De commissiën van onderstand zijn gemachtigd, in alle openbare plaatsen en gebouwen geld te doen inzamelen en bussen te plaatsen.

Zij kunnen ook geldinzamelingen aan huis laten doen.

Projet de loi amendé par le Sénat

ART. 55.

Les locations de biens peuvent être faites par voie d'enchères publiques ou de gré à gré. Néanmoins, les premières locations et les locations de biens libres ou délaissés doivent se faire par adjudication publique. Le mode choisi par la commission, le cahier des charges et les locations elles-mêmes, sont soumis à l'avis du conseil communal et à l'approbation de la députation permanente.

ART. 56.

Tous travaux de construction, de reconstruction, d'entretien, relatifs soit à des bâtiments hospitaliers, soit à d'autres bâtiments appartenant à la commission d'assistance sont soumis à l'autorisation de la députation permanente, sauf recours au Roi dans le cas où la dépense excède 20,000 francs.

Le recours est ouvert au gouverneur, à la commune et à l'administration intéressée dans la huitaine du jour où la décision a été portée à leur connaissance.

Aucune autorisation n'est nécessaire si la dépense n'excède pas 5,000 francs.

Wetsontwerp gewijzigd door den Senaat.

ART. 55.

Het verhuren van goederen kan geschieden bij openbaar aanbod of uit de hand. Evenwel moeten de eerste verhuringen en de verhuringen van vrije of verlaten goederen bij openbare aanbesteding geschieden. De wijze door de commissie gekozen, het lastkohier en de verhuringen zelf worden aan den gemeenteraad tot advies en aan de bestendige deputatie ter goedkeuring onderworpen.

ART. 56.

Voor elk werk tot aanbouw, heropbouw, onderhoud, hetzij van godsen gasthuizen, hetzij van andere aan de commissie van onderstand toebehoorende gebouwen moet door de bestendige deputatie machtiging verleend worden, behoudens beroep bij den Koning ingeval de uitgave 20,000 frank overschrijdt.

De gouverneur, de gemeente en het betrokken bestuur kunnen in beroep komen binnen acht dagen na den dag waarop de beslissing te hunner kennis wordt gebracht.

Er is geen machtiging vereischt, indien de uitgave niet 5,000 frank overschrijdt.

Texte proposé par la Commission.

ART. 52.

Il est procédé à la location de biens appartenant aux commissions d'assistance par voie d'enchères publiques ou de gré à gré. Néanmoins, la première location consentie par les commissions d'assistance et les locations de biens pour lesquels aucun bail n'est en cours, doivent se faire par adjudication publique.

Le mode de location choisi par les commissions d'assistance, le cahier des charges des adjudications publiques et les résultats de celles-ci, les clauses et conditions des locations de gré à gré, sont soumis, pour les commissions communales, à l'avis du conseil communal, et à l'approbation de la Députation permanente pour les commissions intercommunales, à la Députation permanente.

Les baux de location pour un terme de plus de neuf ans et les baux emphytéotiques sont soumis, en outre, à l'approbation du Roi.

Les résiliations des baux sont soumises aux mêmes approbations si elles ne résultent pas des stipulations de la convention de bail elle-même.

ART. 53.

Tous travaux de construction, de reconstruction ou d'entretien de bâtiments hospitaliers ou autres appartenant aux commissions d'assistance, dont le coût excède 5,000 francs, sont soumis à l'avis du conseil communal et à l'autorisation de la Députation permanente pour les commissions communales, à l'autorisation de la Députation permanente pour les commissions intercommunales.

Dans le cas où la dépense excède 20,000 francs, le recours au Roi contre la décision de la Députation permanente est ouvert au Gouverneur, au conseil communal et à la commission d'assistance. Il doit être formé dans la quinzaine du jour où la décision a été portée à leur connaissance.

Tekst voorgesteld door de Commissie.

ART. 52.

Tot de verhuring van goederen toebehoorende aan de commissiën van onderstand wordt overgegaan bij openbaar aanbod of uit de hand. Evenwel moeten de eerste verhuring, gesloten door de commissiën van onderstand, en de verhuringen van goederen, waarvoor geen huur van kracht is, bij openbare aanbesteding geschieden.

De wijze van verhuring, door de commissiën van onderstand gekozen, het lastkohier der openbare aanbestedingen en dezer uitslagen, de bedingen en voorwaarden der verhuringen uit de hand worden onderworpen, voor de gemeentelijke commissiën, aan het advies van den gemeenteraad en aan de goedkeuring van de bestendige deputatie, en, voor de intercommunale commissiën, aan de goedkeuring van de bestendige deputatie.

De verhuringen voor meer dan negen jaar en de erfpachten worden bovendien onderworpen aan de goedkeuring van den Koning.

Elke huurverbreking wordt aan dezelfde goedkeuringen onderworpen, indien zij niet voortvloeit uit de bedingen der huurovereenkomst zelve.

ART. 53.

Elk werk tot aanbouw, heropbouw, onderhoud, hetzij van gods- en gasthuizen, hetzij van andere, aan de commissiën van onderstand toebehoorende gebouwen, waarvan de kosten 5,000 fr. overschrijden, worden onderworpen aan het advies van den gemeenteraad en aan de machtiging van de bestendige deputatie, voor de gemeentelijke commissiën, en aan de machtiging van de bestendige deputatie, voor de intercommunale commissiën.

Ingeval de uitgave 20,000 frank overschrijdt, kunnen de Gouverneur, de gemeenteraad en de commissie van onderstand bij den Koning in beroep komen van de beslissing der bestendige deputatie. Het beroep moet ingesteld worden binnen vijftien dagen na den dag, waarop de beslissing te hunner kennis wordt gebracht.

Projet de loi amendé par le Sénat.

ART. 57.

Tout marché pour fourniture d'aliments ou autres objets nécessaires aux services gérés par la commission donnera lieu à une adjudication publique.

Des dérogations à cette règle peuvent être autorisées par la députation permanente du conseil provincial.

Les menues dépenses journalières se font sans autorisation préalable.

ART. 58.

Les membres des commissions d'assistance ne peuvent prendre part directement ou indirectement à une adjudication quelconque pour le compte de celles-ci, ni être adjudicataires, ni locataires, ni fermiers de gré à gré.

ART. 59.

Les actions judiciaires en demandant et en défendant sont exercées conformément aux instructions de la commission, au nom de celle-ci, poursuites et diligences du receveur. Aucune autorisation n'est nécessaire à la commission pour se défendre en justice ou pour intenter les actions en référé et les actions possessoires, ainsi que les actions en recouvrement des loyers, fermages et revenus et des frais d'assistance. Toutes les autres actions dans lesquelles la commission intervient comme demanderesse ne peuvent être intentées que moyennant l'autorisation du conseil communal, ou de la Députation permanente s'il s'agit d'une commission intercommunale.

Wetsontwerp gewijzigd door den Senaat.

ART. 57.

Elke koop van voedingsmiddelen of andere artikelen noodig voor de diensten, door de commissie beheerd, moet door openbare aanbesteding geschieden.

De bestendige deputatie van den provincialen raad kan machtiging verleen en om van dezen regel af te wijken.

Voor de kleine gewone uitgaven wordt geene voorafgaande machtiging vereischt.

ART. 58.

De leden der commissiën van onderstand mogen noch rechtstreeks noch onrechtstreeks deelnemen aan eenige aanbesteding voor rekening der commissiën; zij mogen evenmin aannemers, huurders of pachters uit de hand zijn.

ART. 59.

De rechtsgedingen als eischer en als verweerder worden overeenkomstig de onderrichtingen van de commissie, in haren naam, gevoerd op vervolging en benaerstiging van den ontvanger. De commissie behoeft geene machtiging om zich in rechten te verweren of om de vorderingen in kortgeding en de bezitvorderingen in te stellen, evenals deze tot invordering van huishuren, landhuren en inkomsten en onderstandskosten. Alle andere vorderingen, waarin de commissie optreedt als eischeres, kunnen slechts ingesteld worden mits machtiging door den gemeenteraad of, wanneer het eene intercommunale commissie geldt, door de bestendige deputatie.

Texte proposé par la Commission.

ART. 54.

A l'exception des menus travaux d'entretien et des acquisitions de minime importance, nécessités par le service journalier, tous les travaux visés à l'article précédent ainsi que tout marché pour fourniture d'aliments ou autres objets nécessaires aux services gérés par les commissions d'assistance se font par la voie d'adjudication publique, laquelle devra être soumise à l'avis du conseil communal pour les commissions communales, et à l'approbation de la Députation permanente pour les commissions intercommunales d'assistance.

ART. 55.

Les membres des commissions d'assistance ne peuvent prendre part directement ou indirectement à aucun marché, adjudication, fourniture, vente ou achat intéressant celles-ci. Ils ne peuvent en louer ni affermer les biens. Il en est de même des fonctionnaires et agents rétribués des commissions d'assistance, ainsi que des distributeurs de secours et des contrôleurs des indigents.

ART. 56.

Les actions judiciaires en demandant sont exercées, conformément aux instructions des commissions d'assistance, au nom de celles-ci, poursuites et diligences du receveur. Tous actes judiciaires dirigés contre les commissions d'assistance ou intéressant celles-ci, sont signifiés en la personne du receveur.

Aucune autorisation n'est nécessaire aux commissions d'assistance pour se défendre en justice, agir en référé ou intenter les actions possessoires, les actions en recouvrement de loyers, fermages, revenus ou les demandes en récupération de frais d'assistance.

Les commissions d'assistance ne peuvent intenter les autres actions que moyennant l'autorisation du conseil communal, s'il s'agit d'une commission communale, ou de la Députation permanente, s'il s'agit d'une commission intercommunale.

Tekst voorgesteld door de Commissie.

ART. 54.

Ter uitzondering van de kleine werken van onderhoud en van de aankopen van gering belang, welke de gewone dienst medebrengt, worden al de bij het vorig artikel voorziene werken, alsmede elke koop van voedingsmiddelen of andere artikelen noodig voor de diensten, door de commissie beheerd, openbaar aanbesteed; deze aanbesteding moet onderworpen worden aan het advies van den gemeenteraad, voor de gemeentelijke commissie, en aan de goedkeuring van de bestendige deputatie, voor de intercommunale commissie van onderstand.

ART. 55.

De leden der commissie van onderstand mogen noch rechtstreeks, noch onrechtstreeks deelnemen aan eenigen koop, eenige aanbesteding, levering, verkoop of aankoop, die haar aangebelangen. Zij mogen de goederen daarvan noch in huur, noch in pacht nemen. Dit geldt eveneens voor de bezoldigde ambtenaren en bedienden der commissie van onderstand, alsmede voor de uitdeelaars van onderstandsmiddelen en de controleurs der behoeftigen.

ART. 56.

De rechtsgedingen als eischer en als verweerder worden, overeenkomstig de onderrichtingen van de commissie van onderstand, in haren naam gevoerd op vervolging en benaarsliging van den ontvanger. Alle gerechtelijke akten, die zijn gericht tegen de commissie van onderstand of deze aangebelangen, worden beteekend aan den persoon van den ontvanger.

De commissie van onderstand behoeven geenemachtiging om zich in rechten te verweren, om in kortgeding op te treden of om de bezitvorderingen, de vorderingen tot invordering van huishuren, andhuren en inkomsten of de eischen of terugbetaling van onderstandskosten in te stellen.

Alle andere vorderingen kunnen door de commissie van onderstand slechts ingesteld worden mits machtiging door den gemeenteraad, wanneer het eene gemeentelijke commissie geldt, of door de bestendige deputatie, wanneer het eene intercommunale commissie geldt.

—
Texte proposé par le Sénat.

—
Wetsontwerp gewijzigd door den Senaat.

Texte proposé par la Commission.

Tekst voorgesteld door de Commissie.

ART. 57.

Les effets mobiliers apportés par les pensionnaires décédés dans les hôpitaux et hospices et qui ont été traités ou hébergés gratuitement, appartiennent à la commission d'assistance, à l'exclusion des héritiers ou légataires et de l'Etat, en cas de deshérence.

Les héritiers et légataires des malades dont les frais de traitement et d'entretien ont été acquittés, peuvent exercer leurs droits sur tous les effets apportés dans les hôpitaux et hospices. En cas de deshérence, les mêmes effets appartiennent à la commission d'assistance de préférence à l'Etat.

ART. 58.

A la fin de chaque trimestre, la commission d'assistance, qui peut déléguer à cet effet un de ses membres est tenue de procéder à la vérification de la caisse et des écritures du receveur et de dresser, d'après une formule imposée, le procès-verbal de ces constatations.

Ce procès-verbal est soumis au visa du conseil communal et adressé au commissaire d'arrondissement dans les communes non émancipées et à la députation permanente dans les autres communes.

Les commissions intercommunales transmettent copie de ce procès-verbal à la députation permanente.

ART. 57.

De roerende voorwerpen, in de gasthuizen en godshuizen meegebracht door de verpleegden die aldus overleden zijn en er kosteloos ve pleegd of opgenomen werden, zijn het eigendom van de commissie van onderstand, met uitsluiting van de erfgenamen of legatarissen en, bij gebrek aan erfgenamen of legatarissen, van het Staatsdomein.

De erfgenamen en legatarissen der zieken, wier kosten van verpleging en onderhoud werden betaald, kunnen hunne rechten doen gelden op al de voorwerpen, in de gasthuizen en godshuizen meegebracht. Bij gebrek aan erfgenamen behooren diezelfde voorwerpen aan de commissie van onderstand met uitsluiting van den Staat.

ART. 58

Op het einde van elk trimester is de commissie van onderstand, die een harer leden daartoe kan aanstellen, gehouden, de kas en de boeken van den ontvanger op te nemen en het proces-verbaal d'er opneming op te maken naar een opgelegd formulier.

Dit proces verbaal wordt aan den gemeenteraad tot risa voorgelegd en overgemaakt aanden arrondissements-commissaris in de niet ontvoogde gemeenten en aan de bestendige deputatie in de overige gemeente.

De intercommunalecommissiën zenden een afschrift van dit proces-verbaal aan de bestendige deputatie.

Projet amendé par le Sénat.

Art. 60.

Les budgets de la commission communale d'assistance publique sont soumis à l'approbation du conseil communal; ceux de la commission intercommunale sont soumis à l'avis des conseils communaux intéressés et à l'approbation de la Députation permanente; ils leur sont transmis avant le 15 août de chaque année.

Art. 61.

Les comptes de la commission communale d'assistance sont, de même, soumis à l'approbation du conseil communal; ceux de la commission intercommunale sont soumis à l'avis des conseils communaux intéressés et à l'approbation de la Députation permanente; ils leur seront transmis avant le 15 avril qui suit la clôture de chaque exercice.

Wetsontwerp gewijzigd door den Senaat.

Art. 60.

De begrootingen der gemeentelijke commissie van openbaren onderstand worden onderworpen aan de goedkeuring van den gemeenteraad; die van de intercommunale commissie worden onderworpen aan het advies van de betrokken gemeenteraden en aan de goedkeuring der bestendige deputatie; zij worden hun overgemaakt vóór den 15^{en} Augustus van ieder jaar.

Art. 61.

Evenzoo worden de rekeningen der gemeentelijke commissie van onderstand onderworpen aan de goedkeuring van den gemeenteraad; die der intercommunale commissie worden onderworpen aan het advies van de betrokken gemeenteraden en aan de goedkeuring van de bestendige deputatie; zij worden hun overgemaakt vóór den 15^{en} April volgende op het sluiten van elk dienstjaar.

Texte proposé par la Commission.

Tekst voorgesteld door de Commissie.

ART. 59.

ART. 59.

Le budget de la commission communale d'assistance est soumis à l'approbation du conseil communal ; celui de la commission intercommunale, à l'avis des conseils communaux intéressés et à l'approbation de la députation permanente.

De begrooting der gemeentelijke commissie van onderstand wordt onderworpen aan de goedkeuring van den gemeenteraad ; die van de intercommunale commissie, aan het advies van de betrokken gemeenteraden en aan de goedkeuring der bestendige deputatie.

Le budget de la commission communale est transmis au conseil communal ; celui de la commission intercommunale aux conseils communaux intéressés et à la députation permanente avant le 15 septembre de l'année précédant l'exercice.

De begrooting der gemeentelijke commissie wordt aan den gemeenteraad overgemaakt ; die van de intercommunale commissie, aan de betrokken gemeenteraden en aan de bestendige deputatie vóór 15 September van het jaar, dat aan het dienstjaar voorafgaat.

ART. 60.

ART. 60.

Le compte de la commission communale d'assistance est soumis à l'approbation du conseil communal ; celui de la commission intercommunale à l'avis des conseils communaux intéressés et à l'approbation de la députation permanente.

De rekening der gemeentelijke commissie van onderstand wordt onderworpen aan de goedkeuring van den gemeenteraad ; die der intercommunale commissie, aan het advies van de betrokken gemeenteraden en aan de goedkeuring van de bestendige deputatie.

Le compte de la commission communale est transmis au conseil communal, celui de la commission intercommunale aux conseils communaux intéressés, et à la députation permanente, avant le 15 avril de l'année qui suit la clôture de l'exercice, sauf dérogation accordée par la députation permanente.

De rekening der gemeentelijke commissie wordt aan den gemeenteraad overgemaakt, die van de intercommunale commissie, aan de betrokken gemeenteraden en aan de bestendige deputatie, vóór 15 April van het jaar volgende op het sluiten van het dienstjaar, behoudens afwijking toegestaan door de bestendige deputatie.

Projet de loi amendé par le Sénat.

ART. 62.

En cas de désaccord, la Députation permanente statue sur les budgets et les comptes des commissions communales ; le Roi, sur les budgets et les comptes des commissions intercommunales.

En tout cas, une expédition des budgets et des comptes des commissions communales doit être transmise à la Députation permanente.

ART. 63.

Dans tous les cas où la commission d'assistance publique refuserait de porter au budget les dépenses obligatoires que la loi met à sa charge, la Députation permanente, après avoir entendu la commission, les y inscrira d'office, sauf recours au Roi.

Wetsontwerp gewijzigd door den Senaat.

ART. 62.

Is er geschil, dan wordt over de begrootingen en de rekeningen der gemeentelijke commissiën beslist door de Bestendige deputatie en, over de begrootingen en de rekeningen der intercommunale commissiën, door den Koning.

In ieder geval moet een afschrift van de begrootingen en de rekeningen der gemeentelijke commissiën aan de bestendige deputatie overgemaakt worden.

ART. 63.

In al de gevallen, waar de commissie van openbaren onderstand mocht weigeren de verplichte uitgaven, haar door de wet opgelegd, op de begrooting te brengen, schrijft de bestendige deputatie, na de commissie te hebben gehoord, ze van ambtswege in; behoudens beroep bij den Koning.

Texte proposé par la Commission.

ART. 61.

En cas de désaccord entre le conseil communal et la commission communale d'assistance, sur le budget ou le compte, il est statué par la députation permanente. Néanmoins pour les communes non émancipées, le budget et le compte des commissions communales d'assistance doivent en tout cas être soumis à l'approbation de la députation permanente.

En cas de désaccord entre la députation permanente et la commission intercommunale d'assistance sur le budget ou le compte, il est statué par le Roi.

Le recours devra être introduit dans les trente jours de la notification de la décision du conseil communal ou de la députation permanente.

Une expédition du budget et du compte de la commission communale doit être transmise, chaque année, à la Députation permanente.

ART. 62.

Si les commissions d'assistance refusent de porter au budget des dépenses obligatoires que la loi met à leur charge, la Députation permanente les y inscrit d'office, la commission entendue et sauf recours au Roi.

Tekst voorgesteld door de Commissie.

ART. 61.

Zijn de gemeenteraad en de gemeentelijke commissie van onderstand het niet eens over de begrooting of de rekening, dan beslist de bestendige deputatie. Evenwel moeten, voor de niet ontvoogde gemeenten, de begrooting en de rekening der gemeentelijke commissiën van onderstand in elk geval aan de goedkeuring der bestendige deputatie onderworpen worden.

Zijn de bestendige deputatie en de intercommunale commissie van onderstand het niet eens over de begrooting of de rekening, dan beslist de Koning.

Het beroep moet ingediend worden binnen dertig dagen na de beteekening der beslissing van den gemeenteraad of van de bestendige deputatie.

Een afschrift van de begrooting en van de rekening der gemeentelijke commissie moet elk jaar overgemaakt worden aan de bestendige deputatie.

ART. 62.

Indien de commissiën van onderstand weigeren, de verplichte uitgaven, haar door de wet opgelegd, op de begrooting te brengen, dan schrijft de bestendige deputatie, na de commissie te hebben gehoord, ze van ambtswege in, behoudens beroep bij den Koning.

Projet de loi amendé par le Sénat.

ART. 64.

Si les recettes portées au budget sont insuffisantes pour payer une dette exigible ou résultant d'une décision en dernier ressort de la juridiction administrative ou judiciaire, la commission d'assistance publique proposera les moyens d'y suppléer. A son défaut et après deux avertissements constatés par la correspondance, il y sera pourvu par la Députation permanente qui insérera dans ce but un subside suffisant au budget de la commune ou des communes qui doivent fournir les ressources nécessaires.

ART. 65.

Si la Députation permanente refuse d'inscrire d'office une allocation au budget de la commune ou des communes, il y sera statué par le Roi.

ART. 66.

Dans le cas où il y aurait refus ou retard d'ordonnancer les dépenses que la loi met à la charge de la commission d'assistance publique, la Députation permanente, la commission entendue, délibère et ordonne le paiement. Cette décision tient lieu de mandat et le receveur de la commission est tenu d'acquitter la dépense.

Wetsonwerp gewijzigd door den Senaat.

ART. 64.

Zijn de op de begrooting gebrachte ontvangsten ontoereikend tot betaling eener schuld die eischbaar is of voortspuit uit eene in hoogsten aanleg gegeven beslissing van de bestuurlijke of rechterlijke macht, dan stelt de commissie van openbaren onderstand de middelen voor om daarin te voorzien. Bij gebreke daarvan en na twee, uit de briefwisseling blijkende waarschuwingen wordt daarin voorzien door de bestendige deputatie, die daartoe een toereikend crediet uittrekt op de begrooting der gemeente of der gemeenten die de noodige geldmiddelen moeten leveren.

ART. 65.

Weigert de bestendige deputatie een crediet van ambtswege op de begrooting der gemeente of der gemeenten te brengen, dan wordt daarover door den Koning beslist.

ART. 66.

Ingeval het bevel tot betaling van de uitgaven, welke de wet ten laste van de commissie van openbaren onderstand legt, geweigerd of vertraagd wordt, beraadslaagt de bestendige deputatie en beveelt zij de betaling, na de commissie te hebben gehoord. Deze beslissing geldt als mandaat en de ontvanger der commissie is gehouden de uitgave te vereffenen.

Texte proposé par la Commission.

ART. 63.

Si les recettes portées au budget sont insuffisantes pour payer une dette exigible, les commissions d'assistance proposent les moyens d'y suppléer. A leur défaut et après deux avertissements par écrit, il y est pourvu par la Députation permanente, qui inscrit à cet effet, un subside suffisant au budget de la commune ou des communes qui doivent fournir les ressources nécessaires.

ART. 64.

Si la Députation permanente refuse d'opérer cette inscription, il y est pourvu par le Roi.

ART. 65.

En cas de refus ou de retard d'ordonnement des dépenses que la loi met à la charge des commissions d'assistance, la Députation permanente, la commission intéressé entendue, en ordonne le paiement. Cet ordre tient lieu de mandat et le receveur de la commission est tenu d'acquitter la dépense.

Tekst voorgesteld door de Commissie.

ART. 63.

Zijn de op de begrooting gebrachte ontvangsten ontoereikend tot betaling eener eischbare schuld, dan stellen de commissiën van openbaren onderstand de middelen voor om daarin te voorzien. Bij gebreke daarvan en na twee schriftelijke waarschuwingen wordt daarin voorzien door de bestendige deputatie, die daartoe een toereikend crediet uittrekt op de begrooting der gemeente of der gemeente die de noodige gemiddelen moeten leveren.

ART. 64.

Weigert de bestendige deputatie dit crediet in te schrijven, dan wordt daarin door den Koning voorzien.

ART. 65.

Ingeval het bevel tot betaling van de uitgaven, welke de wet ten laste van de commissiën van onderstand legt, geweigerd of vertraagd wordt, beveelt de bestendige deputatie de betaling daarvan. Dit bevel geldt als mandaat en de ontvanger der commissie is gehouden de uitgave te vereffenen.

Projet de loi amendé par le Sénat.

II. — *Modes des secours.*

ART. 67.

Les commissions d'assistance publique ont pour mission de secourir les indigents et d'assurer le service hospitalier.

Elles prononcent sur l'allocation de secours ainsi que sur l'admission des indigents dans les établissements d'assistance et sur leur renvoi.

Elles ont également pour mission de combattre la misère par des mesures préventives, dans les cas déterminés par la loi, le conseil supérieur de l'assistance entendu.

ART. 68.

Les commissions d'assistance doivent, lorsqu'il en est besoin, constituer des comités spéciaux et déléguer à ces comités et le cas échéant à des personnes dévouées, le soin de visiter les indigents et de leur distribuer les secours. Si elles négligent de le faire, ces comités devront être constitués par les soins de la députation permanente, après avis de l'inspection, la commission d'assistance ayant été au préalable entendue.

ART. 69.

Les secours ne peuvent être accordés qu'aux indigents, c'est-à-dire aux personnes qui ne peuvent subvenir à leurs besoins.

Tout secours est fourni sous la forme et dans la mesure qui sont le plus propres à remettre l'indigent en état de pourvoir à l'entretien de sa personne et de sa famille.

En faveur des pauvres capables de travailler, le secours sera donné le plus possible sous forme de salaire pour travail fourni.

Wetsontwerp gewijzigd door den Senaat.

II. — *Wijzen van onderstand.*

ART. 67.

De commissiën van openbaren onderstand hebben tot zending, de behoeftigen te ondersteunen en den dienst der ziekenverpleging te verzekeren.

Zij beslissen over het verleen van onderstand, alsmede over het opnemen van de behoeftigen in de instellingen van onderstand en over hunne wegzending.

Zij hebben insgelijks tot zending de ellende te bestrijden door voorbehoedende maatregelen, in de gevallen bepaald door de wet, nadat de hooge raad van onderstand is gehoord.

ART. 68.

Indien zulks noodig is, moeten de commissiën van onderstand bijzondere comiteiten tot stand brengen en aan deze comiteiten en, bij voorkomend geval, aan hulpvaardige personen de zorg opdragen om de behoeftigen te bezoeken en hun de onderstandsmiddelen uit te deelen. Laten zij na dit te doen, dan moeten die comiteiten door de bestendige deputatie tot stand gebracht worden na het advies van den dienst van toezicht te hebben ingewonnen, en nadat de commissie van onderstand vooraf gehoord werd.

ART. 69.

Onderstand mag slechts aan behoeftigen verleend worden, met name aan personen die niet in hun onderhoud kunnen voorzien.

Elke onderstand wordt verleend in den vorm en in de mate, die het best geschikt zijn om den behoeftige weer in staat te stellen, in zijn onderhoud en in dat van zijn gezin te voorzien.

Aan de armen, die in staat zijn te werken, wordt de onderstand zooveel mogelijk verleend bij wijze van loon voor gedaan werk.

Texte proposé par la Commission.

II. — *Mode des secours.*

ART. 66.

Les commissions d'assistance ont pour mission de secourir les indigents et d'assurer le service hospitalier.

Elles statuent sur l'allocation des secours, ainsi que sur l'admission des indigents dans les établissements d'assistance et sur leur renvoi.

Elles ont également pour mission de combattre la misère par des mesures préventives dans les cas déterminés par la loi, le Conseil supérieur de l'assistance entendu.

ART. 67.

Les commissions d'assistance doivent, lorsqu'il en est besoin, constituer des comités spéciaux et déléguer à ces comités et, le cas échéant, à des personnes dévouées, le soin de visiter les indigents et de leur distribuer les secours.

Si elles négligent de le faire, ces comités sont constitués par les soins de la Députation permanente, la commission d'assistance entendue.

ART. 68.

Les secours ne peuvent être accordés qu'aux indigents, c'est-à-dire aux personnes *incapables* de subvenir à leurs besoins.

Tout secours est fourni sous la forme et dans la mesure qui sont le plus propres à remettre l'indigent en état de pourvoir à son entretien et à celui de sa famille.

Les pauvres capables de travailler reçoivent, *de préférence*, des secours sous forme de salaire pour travail fourni.

Tekst voorgesteld door de Commissie.

II. — *Wijzen van onderstand.*

ART. 66.

De commissiën van onderstand hebben tot zending de behoeftigen te ondersteunen en den dienst der ziekenverpleging te verzekeren.

Zij beslissen over het verleen van de onderstandsmiddelen, alsmede over het opnemen van de behoeftigen in de inrichtingen van onderstand en over hunne wegzending.

Zij hebben insgelijks tot zending, de ellende door voorbehoedende maatregelen te bestrijden in de gevallen bepaald door de wet, nadat de Hooge Raad van Onderstand is gehoord.

ART. 67.

Indien zulks noodig is, moeten de commissiën van onderstand bijzondere comiteiten tot stand brengen en aan deze comiteiten en, bij voorkomend geval, aan hulpvaardige personen de zorg opdragen om de behoeftigen te bezoeken en hun de onderstandsmiddelen uit te deelen.

Laten zij na dit te doen, dan worden die comiteiten door de bestendige deputatie tot stand gebracht nadat de commissie van onderstand werd gehoord.

ART. 68.

Onderstand mag slechts aan behoeftigen verleend worden, met name aan personen die *onbekwaam zijn om* in hun onderhoud te voorzien.

Elke onderstand wordt verleend in den vorm en in de mate, die het best geschikt zijn om den behoeftige weer in staat te stellen, in zijn onderhoud en in dat van zijn gezin te voorzien.

Aan de armen, die in staat zijn te werken, wordt de onderstand, *bij voorkeur*, verleend bij wijze van loon voor gedaan werk.

Projet de loi amendé par le Sénat.

ART. 70.

Les commissions sont tenues :

1° De subventionner les crèches existantes et inspectées par l'État et, lorsque pareils établissements font défaut, de créer dans chaque centre industriel une ou plusieurs crèches, selon les besoins de la population;

2° De secourir, dans la mesure du besoin, toute femme ayant à sa charge un ou plusieurs enfants en dessous de 16 ans.

ART. 71.

Les commissions d'assistance sont tenues d'assurer les soins médicaux aux indigents qui se trouvent sur leur territoire : a) en organisant un service médico-pharmaceutique à domicile ; b) en organisant un service hospitalier, une maternité, un lazaret d'isolement dans leurs établissements de bienfaisance ou en traitant avec une autre commission d'assistance et même, avec l'autorisation du Roi, avec les administrateurs d'établissements privés.

Après avoir pris l'avis du Conseil supérieur de l'Assistance, le Roi déterminera les conditions que ces divers services et établissements devront remplir.

Wetsontwerp gewijzigd door den Senaat.

ART. 70.

De commissiën van onderstand zijn gehouden :

1° Toelagen te verleen en aan de bestaande kinderbewaarplaatsen, waarop de Staat toezicht houdt, en, bij gebreke van dergelijke inrichtingen, in elk nijverheidscentrum éene of meer kinderbewaarplaatsen op te richten volgens de behoeften van de bevolking.

2° Onderstand te verleen en, voor zoover het noodig is, aan elke vrouw die één of meer kinderen beneden 16 jaar te haren laste heeft.

ART. 71.

De commissiën van onderstand zijn gehouden, aan de behoeftigen, die zich in hun gebied bevinden, de geneeskundige behandeling te verzekeren : a) door een genees- en artsnijkundigen dienst voor de huiszittende behoeftigen in te richten ; b) door eenen verplegingsdienst, eene kraamvrouweninrichting, een isoleerlazaret tot stand te brengen in hunne weldadigheidsgestichten of door zich te verstaan met eene andere commissie van onderstand en zelfs, mits machtiging door den Koning, met de beheerders van private gestichten.

Na het advies van den Hoogen Raad van Onderstand te hebben ingewonnen, bepaalt de Koning aan welke vereischten die onderscheidene diensten en inrichtingen moeten voldoen.

Texte proposé par la Commission.

ART. 69.

Les commissions d'assistance sont tenues :

1^o de subventionner, dans la mesure de leurs besoins, les crèches existantes et inspectées par l'État ;

2^o de secourir dans la mesure de ses besoins, toute femme ayant à sa charge exclusive, un ou plusieurs enfants en dessous de 16 ans.

ART. 70.

Les commissions d'assistance sont également tenues d'assurer les soins médicaux aux indigents qui se trouvent sur leur territoire ;

a) en organisant un service médico-pharmaceutique à domicile ;

b) en créant un service hospitalier, une maternité, un lazaret d'isolement dans leurs établissements, ou en concluant, dans ce but, une convention soit avec une autre commission d'assistance, soit même moyennant l'autorisation du Roi, avec les administrateurs d'établissements privés.

Le Roi détermine, le Conseil Supérieur de l'assistance entendu, les conditions que ces services et établissements doivent remplir.

Tekst voorgesteld door de Commissie.

ART. 69.

De commissiën van onderstand zijn gehouden :

1^o Aan de bestaande kinderbewaarplaatsen, waarop de Staat toezicht houdt, toelagen te verleen in zoverre zij dit noodig hebben ;

2^o Onderstand te verleen, voor zover zij het noodig heeft, aan elke vrouw die één of meer kinderen beneden 16 jaar te haren laste heeft.

ART. 70.

De commissiën van onderstand zijn insgelijks gehouden, aan de behoeftigen, die zich in hun gebied bevinden, de geneeskundige behandeling te verzekeren :

a) door een genees- en artsnijkundigen dienst voor de huiszittende behoeftigen in te richten ;

b) door eenen verplegingsdienst, eene kraamvrouweninrichting, een isolerlazaret tot stand te brengen in hunne gestichten tot stand te brengen of door daartoe eene overeenkomst te sluiten hetzij met eene andere commissie van onderstand, hetzij zelfs, mits machtiging door den Koning, met de beheerders van private gestichten.

Na den Hoogen Raad van Onderstand te hebben gehoord, bepaalt de Koning aan welke vereischten die onderscheidene diensten en inrichtingen moeten voldoen.

Projet de loi amendé par le Sénat.

ART. 72.

Les commissions d'assistance peuvent accorder des subsides ou des avances remboursables aux institutions de prévoyance.

Le montant de ces subsides sera déterminé proportionnellement au total des cotisations versées par les membres effectifs de l'institution de prévoyance pendant l'année précédant l'exercice budgétaire sur lequel les subsides sont imputés. Ils seront accordés à titre égal aux institutions poursuivant le même but de prévoyance et qui appartiennent au ressort de la commission d'assistance, sans qu'il soit fait de distinction d'ordre religieux, philosophique ou politique.

Les commissions d'assistance peuvent également participer à la formation et à l'activité d'œuvres d'éducation morale, intellectuelle et professionnelle.

Wetsontwerp gewijzigd door den Senaat.

ART. 72.

De commissiën van onderstand kunnen toelagen of terugbetaalbare voorschotten verleenen aan de voorzorgsinstellingen.

Het bedrag dier toelagen wordt bepaald naar evenredigheid van het geheel bedrag der bijdragen, door de werkende leden der voorzorgsinstelling gestort gedurende het jaar dat voorafgaat aan het begrootingsjaar, waarop de toelagen worden aangerekend. Zij worden in gelijke mate verleend aan de instellingen die naar hetzelfde doel van voorzorg streven en tot het gebied der commissie van onderstand behooren, zonder dat enig onderscheid in godsdienstig, filosofisch of politiek opzicht wordt gemaakt.

De commissiën van onderstand kunnen eveneens bijdragen tot de oprichting en tot de werkzaamheden van werken van zedelijke, verstandelijke en professioneele opleiding.

Texte proposé par la Commission.

ART. 71.

Les commissions d'assistance peuvent accorder des subsides ou des avances remboursables aux institutions de prévoyance.

Le montant de ces subsides est déterminé proportionnellement au total des cotisations versées par les membres effectifs *indigents* de l'institution de prévoyance pendant l'année précédant l'exercice budgétaire sur lequel les subsides sont imputés.

Ils sont accordés aux institutions poursuivant le même but de prévoyance, sans qu'il soit fait de distinction d'ordre religieux, philosophique ou politique.

Néanmoins, les administrations communales gardent la faculté de prendre des mesures d'assistance sociale en vue de combattre ou de prévenir l'ignorance, l'immoralité, le chômage involontaire, l'insalubrité des logements, les maladies contagieuses et le vagabondage. Elles secondent le Gouvernement dans l'application des lois d'assurance et de prévoyance sociales.

ART. 72.

Toutes décisions allouant des subsides, avances, participations ou subventions quelconques, sont soumises, pour la commission communale, à l'avis du conseil communal et de la Députation permanente, ainsi qu'à l'approbation du Roi; pour la commission intercommunale, à l'avis de la Députation permanente et à l'approbation du Roi.

Les dépenses pour subventions doivent figurer au budget en un article séparé.

Tekst voorgesteld door de Commissie.

ART. 71.

De commissiën van onderstand kunnen toelagen of terugbetaalbare voorschotten verleenen aan de verzorgingsinstellingen.

Het bedrag dier toelagen wordt bepaald naar evenredigheid van het geheel bedrag der bijdragen, door de *behoefstige* werkende leden der verzorgingsinstelling gestort gedurende het jaar dat voorafgaat aan het begrotingsjaar, waarop de toelagen worden aangerekend.

Zij worden verleend aan de instellingen die naar hetzelfde doel van verzorging streven, zonder dat eenig onderscheid in godsdienstig, filosofisch of politiek opzicht wordt gemaakt.

De gemeentebesturen blijven niettemin vrij maatregelen van socialen onderstand te nemen tot bestrijding of voorkoming van onwetendheid, onzedelijkheid, onvrijwillige werkloosheid, ongezonde woningen, besmettelijke ziekten en landlooperij. Zij staan de Regeering ter zijde bij de toepassing der wetten van sociale verzekering en voorzorg.

ART. 72.

Elke beslissing tot verleening der toelagen, voorschotten, bijdragen of tegemoetkomingen van welken aard ook, wordt onderworpen, voor de gemeentelijke commissie, aan het advies van den gemeenteraad en van de bestendige deputatie, alsmede aan de goedkeuring van den Koning; voor de intercommunale commissie, aan het advies van de bestendige deputatie en aan de goedkeuring van den Koning.

De uitgaven wegens tegemoetkomingen moeten op de begrooting in een afzonderlijk artikel uitgetrokken worden.

Projet de loi amendé par le Sénat.

ART. 73.

Le concours des commissions d'assistance ne peut être accordé aux diverses institutions que si celles-ci et leurs agents respectent de la façon la plus complète les convictions religieuses, philosophiques et politiques de ceux en faveur desquels s'exerce leur intervention.

Les orphelinats sont soumis à cet égard aux règles établies pour l'enseignement primaire.

Toutes décisions allouant des subsides, avances, participations ou subventions quelconques seront soumises, pour les commissions communales, à l'avis du conseil communal et de la députation permanente, ainsi qu'à l'approbation du Roi; pour les commissions intercommunales, à l'avis de la députation permanente et à l'approbation du Roi.

Les dépenses pour subventions doivent figurer au budget en un article séparé.

Wetsontwerp gewijzigd door den Senaat.

ART. 73.

De medewerking der commissiën van onderstand mag alleen dan aan de verscheidene instellingen verleend worden wanneer zij en hunne aangestelde de godsdienstige, philosophische en politieke meeningen van hen, ten bate van welke zij tusschenbeide komen, in de ruimste mate oerbiedigen.

Voor de weeshuizen gelden hieromtrent de regelen bepaald voor het lager onderwijs.

Elke beslissing tot verleening van toelagen, voorschotten, bijdragen of tegemoetkomingen van welken aard ook worden onderworpen, voor de gemeentelijke commissiën, aan het advies van den gemeenteraad en van de bestendige deputatie, alsmede aan 's Konings goedkeuring; voor de intercommunale commissiën, aan het advies van de bestendige deputatie en aan 's Konings goedkeuring.

De uitgaven wegens toelagen moeten op de begrooting in een bijzonder artikel uitgetrokken worden.

Texte proposé par la Commission.

ART. 73.

Le concours des commissions d'assistance ne peut être accordé aux institutions énumérées à l'article 71 que si celles-ci et leurs agents respectent, de la façon la plus complète, les convictions religieuses, philosophiques et politiques de ceux en faveur desquels s'exerce leur intervention.

Les orphelinats *subsidiés* sont soumis à cet égard aux règles établies pour l'enseignement primaire.

(Les deux derniers alinéas de l'article 73 du texte amendé par le Sénat constituent l'article 72 du texte proposé par la Commission.)

Tekst voorgesteld door de Commissie.

ART. 73.

De medewerking der commissiën van onderstand mag alleen dan aan de *bij de artikel 71 vermelde* instellingen verleend worden wanneer zij, alsmede hunne aangestelden de godsdienstige, philosophische en politieke meeningen van hen, ten bate van welke zij tusschenbeide komen, in de ruimste mate eerbiedigen.

Voor de weeshuizen, *waaraan toelagen worden verleend*, gelden hieromtrent de regelen bepaald voor het lager onderwijs.

(De laatste twee alinea's van artikel 73 van den tekst, door den Senaat gewijzigd, zijn opgenomen als artikel 72 van den tekst voorgesteld door de Commissie).

Projet de loi amendé par le Sénat.

ART. 74.

S'il est constaté que les institutions et les agents de celles-ci enfreignent la prescription contenue dans le premier alinéa de l'article 73, les subventions accordées peuvent être retirées à l'œuvre par la commission d'assistance. L'institution peut prendre son recours au Roi dans les trente jours de la notification de la décision. Le Roi peut également d'office déclarer qu'il y a lieu à retrait des subsides. L'arrêté royal motivé, à intervenir dans l'un et l'autre cas, est inséré au *Moniteur*.

Toute œuvre ou institution ayant reçu un subside d'une commission d'assistance est tenue de fournir à celle-ci la justification de son emploi.

Les commissions d'assistance favoriseront l'affiliation de leurs secours à des institutions de prévoyance en leur laissant la liberté du choix de l'institution et en exigeant de leur part, dans la mesure du possible, une intervention personnelle dans le paiement de la cotisation d'affilié.

ART. 75.

La commission d'assistance peut admettre dans un hospice, pour y être entretenues leur vie durant, les personnes qui versent entre ses mains et à fonds perdus le capital nécessaire à leur entretien. Toute convention conclue à cette fin est soumise pour les commissions communales à l'avis du conseil communal et de la députation permanente et à l'approbation du Roi.

Wetsontwerp gewijzigd door den Senaat.

ART. 74.

Wordt er vastgesteld dat de instellingen en dezer aangestelden het voorschrift, in het eerste lid van artikel 73 vermeld, overtreden, dan kunnen de verleende tegemoetkomingen door de commissie van onderstand aan het werk onttrokken worden. De instelling kan in beroep komen bij den Koning binnen dertig dagen na de kennisgeving van de beslissing. De Koning kan ook van ambtswege verklaren dat de toelagen dienen te worden ingetrokken. Het met redenen omkleed Koninklijk besluit, dat in beide gevallen moet genomen worden, wordt in het *Staatsblad* bekendgemaakt.

Elk werk of elke instelling, die eene toelage van eene commissie van onderstand heeft ontvangen, is verplicht haar rekenschap te geven van het gebruik dier toelage.

De commissiën van onderstand zullen de aansluiting hunner bedeeden bij verzorgingsinstellingen bevorderen; zij laten hun tevens de vrije keuze der instellingen eischen van hunnentwege, in zooverre het mogelijk is, dat zij persoonlijk bijdragen in de betaling van het aandeel als aangeslotenen.

ART. 75.

De commissie van onderstand kan tot levenslang onderhoud in een godshuis de personen opnemen, die het voor hun onderhoud noodige kapitaal, met afstand der hoofdsom, te harer beschikking stellen. Elke daartoe gesloten overeenkomst moet onderworpen worden, voor de gemeentelijke commissiën, aan het advies van den gemeenteraad en van de bestendige deputatie, alsmede aan 's Konings goedkeuring; voor de intercommunale commissiën, aan het advies van de bestendige deputatie en aan 's Konings goedkeuring.

Texte proposé par la Commission.

ART. 73 (suite).

S'il est constaté que les institutions ou les agents de celles-ci enfreignent la prescription contenue dans *le premier alinéa*, les subventions accordées peuvent être retirées par les commissions d'assistance.

L'institution peut prendre son recours au Roi dans les trente jours de la notification de la décision.

Le Roi peut déclarer d'office, qu'il y a lieu à retrait des subsides. L'arrêté royal motivé, à intervenir dans l'un ou l'autre cas, est inséré au *Moniteur*.

Toute œuvre ou institution ayant reçu un subside d'une commission d'assistance, est tenue de fournir à celle-ci la justification de son emploi.

ART. 74.

Les commissions d'assistance favorisent l'affiliation des personnes secourues à des institutions de prévoyance en leur laissant le libre choix de l'institution et en exigeant, dans la mesure du possible, une contribution personnelle de l'affilié au paiement de sa cotisation.

ART. 75.

Les commissions d'assistance peuvent admettre dans un hospice, pour y être entretenues leur vie durant, les personnes qui versent, à fonds perdus, le capital nécessaire à leur entretien.

Toute convention conclue à cette fin est soumise, pour la commission communale, à l'avis du conseil communal et à l'approbation de la députation permanente; pour la commission intercommunale, à l'approbation de la députation permanente.

Tekst voorgesteld door de Commissie.

ART. 73 (vervolg).

Wordt er vastgesteld dat de instellingen of dezer aangestelden het voorschrift, in het eerste lid vermeld, overtreden, dan kunnen de verleende tegemoetkomingen door de commissiën van onderstand onttrokken worden.

De instelling kan in beroep komen bij den Koning binnen dertig dagen na de kennisgeving van de beslissing.

De Koning kan ook van ambtswege verklaren dat de toelagen dienen te worden ingetrokken. Het met redenen omkleed Koninklijk besluit, dat in beide gevallen moet genomen worden, wordt in het *Staatsblad* bekendgemaakt.

Elk werk of elke instelling, die eene toelage van eene commissie van onderstand heeft ontvangen, is verplicht haar rekenschap te geven van het gebruik dier toelage.

ART. 74.

De commissiën van onderstand bevorderen de aansluiting van de bedeelde personen bij verzorgingsinstellingen; zij laten hun tevens de vrije keuze der instelling en eischen van hunnentwege, in zooverre het mogelijk is, dat zij persoonlijk bijdragen in de betaling van het aandeel als aangeslotene.

ART. 75.

De commissiën van onderstand kunnen tot levenslang onderhoud in een godshuis de personen opnemen, die het voor hun onderhoud noodige kapitaal, met afstand der hoofdsom, te harer beschikking stellen.

Elke daartoe gesloten overeenkomst wordt onderworpen, voor de gemeentelijke commissie, aan het advies van den gemeenteraad en de goedkeuring van de bestendige deputatie; voor de intercommunale commissie, aan het advies van de bestendige deputatie en aan 's Konings goedkeuring.

Projet de loi amendé par le Sénat.

III. — *Tutelle des enfants.*

ART. 76.

La condition des enfants trouvés, abandonnés et orphelins pauvres dont l'éducation est confiée à la commission locale d'assistance est réglée par les dispositions suivantes :

Les enfants trouvés sont ceux qui, nés de père et mère inconnus, ont été trouvés exposés dans un lieu quelconque.

Les enfants abandonnés sont ceux qui, nés de père et de mère connus, et d'abord élevés par eux, ou par d'autres personnes à leur décharge, en sont délaissés sans qu'on sache ce que les père et mère sont devenus ou sans qu'on puisse recourir à eux.

Les orphelins pauvres sont les mineurs qui, n'ayant plus ni père ni mère n'ont aucun moyen d'existence.

ART. 77.

Sera puni d'un emprisonnement de huit jours à trois mois, celui qui, dans une intention coupable ou intéressée, amènera ailleurs qu'au siège de la commission d'assistance la plus voisine un enfant trouvé, un enfant abandonné ou un orphelin pauvre dépourvu de tuteur. Celui qui l'en aura chargé sera puni de la même peine.

Wetsontwerp gewijzigd door den Senaat.

III. — *Voogdij der kinderen.*

ART. 76.

De toestand der vondelingen, der verlaten kinderen en der behoeftige weezen, wier opvoeding toevertrouwd is aan de plaatselijke commissie van onderstand, wordt door de volgende bepalingen geregeld :

Vondelingen zijn kinderen die, uit onbekende vader en moeder geboren, gevonden werden in eenige plaats, waar zij te vondeling werden gelegd.

Verlaten kinderen zijn kinderen die, geboren uit gekende vader en moeder, eerst door hunne ouders of door andere daarmee belaste personen opgevoed werden en naderhand door hen verlaten worden zonder dat men weet wat er van den vader en de moeder geworden is of dat men zich tot hen kan wenden.

Arme weezen zijn de minderjarigen die, geen vader en geen moeder meer hebbende, zonder middelen van bestaan zijn.

ART. 77.

Hij die, met eene strafbare of baatzuchtige bedoeling, een vondeling, een verlaten kind of een behoeftige wees zonder voogd elders heenbrengt dan naar den zetel van de dichtstbij gelegen commissie van onderstand, wordt gestraft met gevangenisstraf van acht dagen tot drie maanden. Met dezelfde straf wordt gestraft hij, die hem daartoe last heeft gegeven.

Texte proposé par la Commission.

III. — *Tutelle des enfants.*

ART. 76.

Les enfants dont l'entretien et l'éducation sont confiés aux commissions d'assistance se divisent en enfants trouvés, enfants abandonnés et orphelins pauvres.

Les enfants trouvés sont ceux qui, nés de père et mère inconnus, ont été trouvés exposés dans un lieu quelconque.

Les enfants abandonnés sont ceux qui, nés de père et mère connus, et d'abord élevés par eux, ou par d'autres personnes à leur décharge, sont délaissés, sans qu'on sache ce que le père et la mère sont devenus, ou sans qu'on puisse recourir à eux.

Les orphelins pauvres sont les mineurs qui, n'ayant plus ni père ni mère, n'ont aucun moyen d'existence.

ART. 77.

Est puni d'un emprisonnement de huit jours à trois mois, celui qui, dans une intention coupable ou intéressée, amène ailleurs qu'au siège de la commission d'assistance la plus voisine, un enfant trouvé, un enfant abandonné ou un orphelin pauvre dépourvu de tuteur. Celui qui lui en a donné mission est puni de la même peine.

Tekst voorgesteld door de Commissie.

III. — *Voogdij der kinderen.*

ART. 76.

De kinderen, wier onderhoud en opvoeding toevertrouwd zijn aan de commissiën van onderstand, worden ingedeeld in vondelingen, verlaten kinderen en behoeftige weezen.

Vondelingen zijn kinderen die, uit onbekende vader en moeder geboren, gevonden werden in eenige plaats, waar zij te vondeling werden gelegd.

Verlaten kinderen zijn kinderen die, geboren uit bekende vader en moeder, eerst door hunne ouders of door andere daarmee belaste personen opgevoed werden en naderhand door hen verlaten worden zonder dat men weet wat er van den vader en de moeder geworden is of dat men zich tot hen kan wenden.

Arme weezen zijn de minderjarigen die, geen vader en geen moeder meer hebbende, zonder middelen van bestaan zijn.

ART. 77.

Hij, die, met eene strafbare of baatzuchtige bedoeling, een vondeling, een verlaten kind of een behoeftige wees zonder voogd elders heenbrengt dan naar den zetel van de dichtstbij gelegen commissie van onderstand, wordt gestraft met eene gevangenisstraf van acht dagen tot drie maanden. Met dezelfde straf wordt gestraft hij, die hem daartoe last heeft gegeven.

Projet de loi amené par le Sénat.

ART. 78.

Les enfants confiés à la commission d'assistance, à quelque titre ou sous quelque dénomination que ce soit, seront sous la tutelle de cette commission, laquelle désignera un de ses membres pour exercer les fonctions de tuteur, et les autres formeront le conseil de tutelle.

La tutelle des enfants confiés à la commission durera jusqu'à leur majorité ou émancipation par mariage ou autrement.

ART. 79.

L'émancipation sera faite, sur l'avis des membres de la commission d'assistance par celui d'entre eux qui aura été désigné en qualité de tuteur, et qui sera tenu de comparaître à cet effet devant le juge de paix.

L'acte d'émancipation sera reçu et enregistré gratis.

ART. 80.

Si les enfants confiés à la commission d'assistance ont des biens, le receveur de la commission remplira à cet égard les mêmes fonctions que pour les biens de la commission.

Toutefois, les biens des administrateurs-tuteurs ne pourront, à raison de leurs fonctions, être passibles d'aucune hypothèque.

La garantie de la tutelle résidera dans le cautionnement du receveur chargé de la manutention des deniers et de la gestion des biens.

En cas d'émancipation, il remplira les fonctions de curateur.

Wetsontwerp gewijzigd door den Senaat.

ART. 78.

De kinderen, die, te welken titel of onder welke benaming ook, toevertrouwd worden aan de commissie van onderstand, staan onder de voogdij dezer commissie; deze wijst een harer leden aan om als voogd op te treden en de voogdijraad wordt uit de overige leden samengesteld.

De kinderen, die aan de commissie zijn toevertrouwd, blijven onder voogdij tot hunne meerderjarigheid of mondigverklaring door huwelijk of anderszins.

ART. 79.

De mondigverklaring geschiedt, op advies van de leden der commissie van onderstand, door dengene onder hen, die als voogd werd aangewezen; deze is gehouden te dien einde voor den vrederechter te verschijnen.

De akte van mondigverklaring wordt kosteloos verleden en geregistreerd.

ART. 80.

Indien de kinderen, aan de commissie van onderstand toevertrouwd, goederen bezitten, vervult de ontvanger der commissie te dien opzichte dezelfde plichten als ten opzichte van de goederen der commissie.

Op de goederen der beheerders-voogden kan echter, wegens den last dien deze vervullen, geen hypotheek gevestigd worden.

De waarborg der voogdij bestaat in den borgtocht van den ontvanger, die met het beheer der gelden en het bestuur der goederen is belast.

In geval van mondigverklaring treedt hij als curator op.

Texte proposé par la Commission.

ART. 78.

Les enfants confiés à une commission d'assistance à quelque titre ou sous quelque dénomination que ce soit, sont sous la tutelle de cette commission, laquelle désigne un de ses membres pour exercer les fonctions de tuteur; les autres forment le conseil de tutelle.

La tutelle de la commission dure jusqu'à la majorité ou l'émancipation des enfants qui lui sont confiés.

ART. 79.

L'émancipation est accordée, sur l'avis des membres de la commission d'assistance, par celui d'entre eux qui a été désigné en qualité de tuteur et qui est tenu de comparaître, à cet effet, devant le juge de paix.

ART. 80.

Si les enfants confiés à une commission d'assistance ont des biens: le receveur remplit, pour ces biens, les mêmes fonctions que pour les biens de la commission.

Les biens des administrateurs-tuteurs ne peuvent être grevés d'aucune hypothèque à raison de leurs fonctions.

La garantie de la tutelle est constituée par le cautionnement du receveur.

En cas d'émancipation de l'enfant, le receveur remplit les fonctions de curateur.

Tekst voorgesteld door de Commissie.

ART. 78.

De kinderen die, te welken titel of onder welke benaming ook, toevertrouwd worden aan eene commissie van onderstand, staan onder de voogdij dezer commissie; deze wijst een harer leden aan om als voogd op te treden en de voogdijraad wordt uit de overige leden samengesteld.

De voogdij der commissie duurt totdat de haar toevertrouwde kinderen meerderjarig of mondig verklaard worden.

ART. 79.

De mondigverklaring wordt toegestaan, op advies van de leden der commissie van onderstand, door dengene onder hen, die als voogd werd aangewezen; deze is gehouden te dien einde voor den vrederechter te verschijnen.

ART. 80.

Indien de kinderen, aan eene commissie van onderstand toevertrouwd, goederen bezitten, vervult de ontvanger, voor die goederen, dezelfde plichten als voor de goederen der commissie.

Op de goederen der beheerdersvoogden kan echter, wegens den last dien deze vervullen, geen hypotheek gevestigd worden.

De waarborg der voogdij bestaat in de zekerheidsstelling van den ontvanger.

In geval van mondigverklaring treedt de ontvanger als curator op.

Projet de loi amendé par le Sénat.

ART. 81.

Les capitaux qui appartiendront ou écherront aux enfants confiés à la commission, seront placés à la Caisse générale d'épargne et de retraite.

Les revenus des biens et capitaux appartenant aux enfants confiés à la commission d'assistance, seront perçus, jusqu'à leur départ, à titre d'indemnité des frais de leur nourriture et entretien.

ART. 82.

Si l'enfant confié à la commission d'assistance vient à mourir et qu'aucun héritier ne se présente, ses biens appartiendront en propriété à la commission, laquelle en pourra être envoyée en possession à la diligence du receveur et sur les conclusions du ministère public.

S'il se présente ensuite des héritiers, ils ne pourront répéter les fruits que du jour de la demande.

Les héritiers qui se présenteront pour recueillir la succession seront tenus d'indemniser la commission des aliments fournis et dépenses faites pour l'enfant décédé, pendant le temps qu'il sera resté à la charge de l'administration, sauf à faire entrer en compensation, jusqu'à due concurrence, les revenus perçus par la commission.

Wetsontwerp gewijzigd door den Senaat

ART. 81.

Het kapitaal, dat toebehoort of ten deel valt aan de kinderen die aan de commissie toevertrouwd zijn, wordt ter Algemeene Spaar- en Lijfrentekas belegd.

De inkomsten van de goederen en van het kapitaal toebehoorende aan kinderen, die aan de commissie van onderstand zijn toevertrouwd, worden, tot hun vertrek, geheven als vergoeding voor de kosten van hunne voeding en hun onderhoud.

ART. 82.

Bij overlijden van het kind, dat aan de commissie van onderstand is toevertrouwd, en indien zich geen enkele erfgenaam aanmeldt, behooren zijne goederen in eigendom aan de commissie; deze kan in bezit daarvan gesteld worden ter benaarstiging van den ontvanger en op de conclusiën van het Openbaar Ministerie.

Indien zich naderhand erfgenamen aanmelden, kunnen zij slechts de opbrengst van af den dag hunner aanvraag opeischen.

De erfgenamen die zich aanmelden om de nalatenschap in ontvangst te nemen, zijn gehouden de commissie schadeloos te stellen voor de verstrekte voeding en de gedane uitgaven voor het overleden kind gedurende den tijd dat het door het bestuur werd onderhouden, mits de inkomsten, door de commissie geheven, tot het verschuldigd bedrag daarvan worden afgedragen.

Texte proposé par la Commission.

ART. 81.

Les capitaux qui *appartiennent ou échoient* aux enfants confiés à une commission d'assistance, sont placés à la Caisse générale d'épargne et de retraite.

Les revenus des biens et capitaux appartenant aux enfants confiés à une commission d'assistance, sont perçus jusqu'à leur départ, *au profit de celle-ci*, à titre de *remboursement* des frais de leur nourriture et de leur entretien.

ART. 82.

Si l'enfant confié à une commission d'assistance vient à mourir, et qu'aucun héritier ne se présente, ses biens *appartiennent* à la commission, laquelle peut être envoyée en possession, à la diligence du receveur et sur les conclusions du ministère public.

Les héritiers qui se présenteraient *ultérieurement* ne pourront répéter les fruits que du jour de la demande.

Les héritiers qui *recueilleraient* la succession, seront tenus d'indemniser la commission d'assistance pour les dépenses lui occasionnées par l'enfant décédé, sauf à *compenser* les revenus perçus par elle.

Tekst voorgesteld door de Commissie.

ART. 81.

Het kapitaal, dat toebehoort of ten deel valt aan de kinderen die aan *eene* commissie toevertrouwd zijn, wordt ter Algemeene Spaar- en Lijfrentekas belegd.

De inkomsten van de goederen en van het kapitaal toebehoorende aan kinderen, die aan *eene* commissie van onderstand zijn toevertrouwd, worden tot hun vertrek, *ten behoeve van deze* geheven als *terugbetaling* der kosten van hunne voeding en hun onderhoud.

ART. 82.

Bij overlijden van het kind, dat aan *eene* commissie van onderstand is toevertrouwd, en indien zich geen enkele erfgenaam aanmeldt, behooren zijne goederen in eigendom aan de commissie; deze kan in bezit daarvan gesteld worden ter benaarstiging van den ontvanger en op de conclusiën van het Openbaar Ministerie.

Indien erfgenamen *zich later mochten* aanmelden, kunnen zij slechts de opbrengst vanaf den dag hunner aanvraag opeischen.

De erfgenamen, die de nalatenschap in ontvangst *mochten* nemen, zijn gehouden de commissie van onderstand schadeloos te stellen voor de uitgaven, welke het overleden kind haar heeft veroorzaakt, mits *afrekking* van de door haar gecheven inkomsten.

Projet de loi amendé par le Sénat.

ART. 83.

Le mineur placé, à quelque titre que ce soit, sous la tutelle de la commission d'assistance ne pourra, sans le consentement de cette commission, être soustrait à sa garde. Toutefois, les intéressés pourront s'adresser au tribunal suivant la procédure organisée pour la déchéance de la puissance paternelle. Ce tribunal ne statuera que sous réserve d'appel et devra s'inspirer uniquement de l'intérêt de l'enfant.

IV. — *Fondations.*

ART. 84.

Le fondateur d'un lit dans les établissements d'assistance, qui se sera réservé le droit de présenter ou de désigner l'indigent bénéficiaire de la fondation, ou le successeur du fondateur, continuera de jouir de ce droit conformément aux clauses et conditions insérées aux actes de fondation, et à la charge par eux de se conformer aux règlements approuvés par les autorités compétentes.

ART. 85.

Les fondations de lits qui pourraient être faites à l'avenir sont soumises aux mêmes avis et approbations que les autres libéralités destinées à la commission d'assistance.

Wetsontwerp gewijzigd door den Senaat

ART. 83.

De minderjarige die, te welken titel ook, onder de voogdij der commissie van onderstand is gesteld, mag, zonder toestemming van die commissie, niet aan haar toezicht onttrokken worden. De betrokkenen kunnen zich echter tot de rechtbank wenden volgens de rechtspleging ingesteld voor de ontzetting uit de ouderlijke macht. Die rechtbank doet enkel uitspraak onder voorbehoud van hooger beroep en heeft uitsluitend het belang van het kind in acht te nemen.

IV. — *Stichtingen.*

ART. 84.

Aan den stichter van een bed in de onderstandsinrichtingen, die zich het recht voorbehield den behoeftige voor het bed zijner stichting voor te dragen, of aan den opvolger van den stichter blijft dit recht toegekend overeenkomstig de bedingen en voorwaarden die in de stichtingsakten voorkomen, mits zij zich gedragen naar de reglementen door de bevoegde overheden goedgekeurd.

ART. 85.

Voor het stichten van bedden in de toekomst behoort hetzelfde advies ingewonnen en dezelfde goedkeuring verkregen te worden als voor de andere schenkingen, waarmede de commissie van onderstand wordt bedacht.

Texte proposé par la Commission.

Tekst voorgesteld door de Commissie.

ART. 83.

ART. 83.

Le mineur placé à quelque titre que ce soit, sous la tutelle *d'une* commission d'assistance, ne *peut*, sans le consentement de *celle-ci*, être soustrait à sa garde. Toutefois, les intéressés *peuvent* s'adresser au tribunal, *en observant* la procédure organisée pour la déchéance de la puissance paternelle.

De minderjarige die, te welken titel ook, onder de voogdij *eener* commissie van onderstand is gesteld, mag, zonder toestemming van die commissie, niet aan haar toezicht onttrokken worden. De betrokkenen kunnen zich echter tot de rechtbank wenden *met inachtneming* van de rechtspleging ingesteld voor de ontzetting uit de ouderlijke macht.

Le tribunal ne statue que sous réserve d'appel et doit s'inspirer uniquement de l'intérêt de l'enfant.

De rechtbank doet enkel uitspraak onder voorbehoud van hooger beroep en heeft uitsluitend het belang van het kind in acht te nemen.

IV. — *Fondations.*IV. — *Stichtingen*

ART. 84.

ART. 84.

Le fondateur d'un lit dans un établissement d'assistance qui s'est réservé le droit de présenter ou de désigner l'indigent bénéficiaire, ou le successeur du fondateur, *continue* à jouir de ce droit, conformément aux clauses et conditions des actes de fondation, à la charge de se conformer aux *lois* et règlements.

Aan den stichter van een bed in *eene* onderstandsinstelling, die zich het recht voorbehield den behoeftige voor het bed zijner stichting voor te dragen of aan te wijzen, ofwel aan den opvolger van den stichter blijft dit recht toegekend overeenkomstig de bedingen en voorwaarden die in de stichtingsakten voorkomen, mits zij de *wetten* en reglementen naleven.

ART. 85.

ART. 85.

Les fondations *nouvelles* de lits sont soumises aux mêmes avis et approbations que les autres libéralités *faites* aux commissions d'assistance.

Voor het stichten van *nieuwe* bedden behoort hetzelfde advies ingewonnen en dezelfde goedkeuring verkregen te worden als voor de andere schenkingen *ten bate* van de commissiën van onderstand.

Projet de loi amendé par le Sénat.

ART. 86.

Les fondateurs qui se sont réservé, ou qui se réserveraient par leurs actes de libéralité, le droit de concourir à l'administration des établissements publics qu'ils ont dotés et d'assister avec voix délibérative aux séances de leur conseil d'administration ou à l'examen et vérification des comptes, exerceront ces droits concurremment avec les commissions d'assistance. d'après les règles qui en seront fixées par le Gouvernement, sur l'avis de la députation permanente et les commissions d'assistance entendues et à la charge de se conformer aux lois et règlements qui régissent l'administration de l'assistance publique.

En tout cas ces fondateurs ne pourront assister qu'aux séances et à l'examen et vérification des comptes des établissements qu'ils ont créés.

ART. 87.

Les dispositions qui précèdent seront appliquées aux héritiers des fondateurs décédés qui seraient appelés par les actes de fondation à jouir des droits mentionnés ci-dessus.

V. — *Contentieux.*

ART. 88.

Tout conflit au sujet de l'application de la présente loi entre les communes, entre celles-ci et les commissions d'assistance et entre celles-ci, est soumis à la Députation permanente, sauf recours au Roi, si les communes et les commissions d'assistance appartiennent à la même province; il est statué par le Roi s'il en est autrement ou si le conflit se produit entre des Députations permanentes.

Wetsontwerp gewijzigd door den Senaat.

ART. 86.

De stichters, die zich door de begiftingsakten het recht tot medezeggenschap in het bestuur der door hen begiftigde openbare inrichtingen hebben voorbehouden of mochten voorbehouden, met het recht om de vergaderingen van hunnen beheerraad of het onderzoek en het nazicht der rekeningen bij te wonen met beraadslagende stem, oefenen deze rechten samen met de commissiën van onderstand uit, volgens de regelen door de Regeering vast te stellen, op advies der bestendige deputatie en nadat de commissiën van onderstand werden gehoord, en mits zij zich gedragen naar de wetten en reglementen die gelden voor het beheer van den openbaren onderstand.

In elk geval mogen die stichters tegenwoordig zijn alleen op de vergaderingen en bij het onderzoek en nazicht van de rekeningen der door hen gestichte inrichtingen.

ART. 87.

Voorgaande bepalingen worden toegepast op de erfgenamen van overleden stichters, die door de stichtingsakten zouden aangewezen zijn om bovengemelde rechten te genieten.

V. — *Belwiste zaken.*

ART. 88.

Ieder geschil betreffende de toepassing van deze wet, tusschen de gemeenten, tusschen deze en de commissiën van onderstand en tusschen deze laatste onderling, wordt, behoudens beroep bij den Koning, aan de bestendige deputatie onderworpen, indien de gemeenten en de commissiën van onderstand tot dezelfde provincie behooren; is dit niet het geval of ontstaat het geschil tusschen bestendige deputatiën, dan beslist de Koning.

Texte proposé par la Commission

ART. 86.

Les fondateurs qui se sont réservé ou qui se réserveront le droit de concourir à l'administration des établissements publics dotés *par eux*, et d'assister avec voix délibérative aux séances *du conseil d'administration* ou à l'examen et à la vérification des comptes, *exercent ces droits concurremment avec les commissions d'assistance, d'après les règles arrêtées par le Gouvernement, sur avis de la Députation permanente, les commissions d'assistance entendues.*

Ces fondateurs ne peuvent assister qu'aux *discussions concernant les établissements qu'ils ont dotés*, et à l'examen et à la vérification des comptes de *ceux-ci*.

ART. 87.

Les dispositions qui précèdent sont applicables aux héritiers des fondateurs décédés qui sont appelés, par les actes de fondation, à jouir des droits mentionnés ci-dessus.

V. — Contentieux.

ART. 88.

Tout conflit au sujet de l'application de la présente loi entre les communes, entre celles-ci et les commissions d'assistance, et entre *ces dernières*, est soumis à la députation permanente, sauf recours au Roi, si les communes et les commissions d'assistance sont situées dans la même province; il est statué par le Roi s'il en est autrement ou si le conflit se produit entre députations permanentes.

Tekst voorgesteld door de Commissie.

ART. 86.

De stichters, die zich het recht tot medezeggenschap in het bestuur der door hen begiftigde openbare inrichtingen hebben voorbehouden of mochten voorbehouden, met het recht om de vergaderingen van den beheerraad of het onderzoek en het nazicht der rekeningen bij te wonen met beraadslagende stem, oefenen deze rechten samen met de commissiën van onderstand uit, volgens de regelen door de Regeering *vastgesteld*, op advies der bestendige deputatie en nadat de commissiën van onderstand werden gehoord.

Die stichters mogen aanwezig zijn alleen bij de *beraadslagingen betreffende* de door hen *begiftigde* inrichtingen en bij het onderzoek en nazicht der rekeningen van die inrichtingen.

ART. 87.

Voorgaande bepalingen zijn van toepassing op de erfgenamen van overleden stichters, die door de stichtingsakten aangewezen zijn om bovengemelde rechten te genieten.

V. — Betwiste zaken.

ART. 88.

Iedergeschil betreffende de toepassing van deze wet, tusschen de gemeenten, tusschen deze en de commissiën van onderstand en tusschen deze laatste onderling, wordt, behoudens beroep bij den Koning, aan de bestendige deputatie onderworpen, indien de gemeenten en de commissiën van onderstand tot dezelfde provincie behooren; is dit niet het geval of ontstaat het geschil tusschen bestendige deputatiën, dan beslist de Koning.

Projet de loi amendé par le Sénat.

VI. — *Fonds provincial d'assistance.*

ART. 89.

Il est constitué dans chaque province un fonds spécial d'assistance publique, dont la gestion est confiée à la Députation permanente du conseil provincial, sur ce fonds il peut être accordé par ce collège des subventions aux commissions locales et intercommunales dont les ressources sont insuffisantes, quand il aura été reconnu que les charges des communes qui doivent y suppléer sont excessives.

Le fonds spécial sera organisé par arrêté royal, après consultation de la Députation permanente et sur avis du Conseil supérieur de l'assistance.

ART. 90.

Il est alimenté notamment par :

- a) Les dons et les legs;
- b) Les subsides consentis par la province et par l'État;
- c) Au besoin par les taxes spéciales que le conseil provincial peut établir avec l'approbation du Roi.

ART. 91.

Le montant de l'intervention de ce fonds ne pourra dépasser l'intervention communale.

Les commissions communales ou intercommunales, ainsi que les communes intéressées, pourront réclamer auprès du Roi contre une subvention qu'elles estimeraient insuffisante.

Le gouverneur peut également introduire un recours auprès du Roi contre la décision de la députation permanente dans l'intérêt du fonds spécial. Le recours au Roi doit sous peine de déchéance, être formé par le gouverneur ou par les administrations intéressées dans les trente jours à compter de la notification de la décision.

Wetsontwerp gewijzigd door den Senaat.

VI. — *Provinciaal Onderstandsfonds.*

ART. 89.

In elke provincie wordt een bijzonder fonds voor openbaren onderstand ingesteld; het beheer daarvan wordt aan de bestendige deputatie van den provincialen raad opgedragen; uit dit fonds kunnen door dit college tegemoetkomingen verleend worden aan de plaatselijke en intercommunale commissiën, welke geldmiddelen ontoereikend zijn, wanneer het vastgesteld is dat de lasten der gemeenten, die in het ontbrekende moeten voorzien, overdreven zijn.

Het bijzonder fonds wordt bij Koninklijk besluit ingericht, nadat de bestendige deputatie gehoord werd en de Hooge Raad van Onderstand zijn advies heeft uitgebracht.

ART. 90.

Het wordt in stand gehouden, onder andere, door :

- a) Giften en legaten;
- b) Toelagen verleend door provincie en Staat;
- c) Zoo noodig, door bijzondere heffingen, welke de provinciale raad, met goedkeuring des Konings, kan invoeren.

ART. 91.

Het bedrag der tussenkomst van dit fonds mag niet de tussenkomst der gemeente overschrijden.

De gemeentelijke of intercommunale commissiën, alsmede de betrokken gemeenten kunnen hunne bezwaren tegen eene tegemoetkoming, welke zij mochten ontoereikend achten, aan den Koning indienen.

De Gouverneur kan insgelijks bij den Koning in beroep komen van de beslissing der bestendige deputatie in het belang van het bijzonder fonds. Het beroep bij den Koning moet, op straffe van vervallenverklaring door den Gouverneur of door de betrokken besturen ingesteld worden binnen dertig dagen na de kennisgeving der beslissing.

Texte proposé par la Commission

Tekst voorgesteld door de Commissie.

VI. — *Fonds provincial d'assistance.*

VI. — *Provinciaal Onderstandsfonds.*

ART. 89.

ART. 89.

Il est constitué dans chaque province un fonds spécial d'assistance publique, dont la gestion est confiée à la députation permanente. Ce collège peut accorder, à charge de ce fonds, des subventions aux commissions communales ou intercommunales d'assistance dont les ressources sont insuffisantes, quand il a été reconnu que les charges des communes, qui doivent y suppléer, sont excessives.

In elke provincie wordt een bijzonder fonds voor openbaren onderstand ingesteld; het beheer daarvan wordt aan de bestendige deputatie van den provincialen raad opgedragen. Uit dit fonds kunnen door dit college tegemoetkomingen verleend worden aan de plaatselijke en intercommunale commissiën, welke geldmiddelen ontoereikend zijn, wanneer het vastgesteld werd dat de lasten der gemeenten, die in het ontbrekende moeten voorzien, overdreven zijn.

Le fonds spécial est organisé par arrêté royal, après consultation de la députation permanente et sur avis du Conseil supérieur de l'assistance.

Het bijzonder fonds wordt bij Koninklijk besluit ingericht, nadat de bestendige deputatie gehoord werd en de Hooge Raad van Onderstand zijn advies heeft uitgebracht,

ART. 90.

ART. 90.

(Comme à l'article 90 ci-contre)

(Zooals artikel 90 hiernevens.)

ART. 91.

ART. 91.

Ce fonds ne peut intervenir pour une somme dépassant le subside de la commune.

Dit fonds mag geen som toestaan, die de toelage der gemeente overschrijdt.

Les commissions communales ou intercommunales d'assistance ainsi que les communes intéressées peuvent recourir au Roi si elles estiment la subvention insuffisante.

De gemeentelijke of intercommunale commissiën van onderstand, alsmede de betrokken gemeenten kunnen hunne bezwaren tegen eene tegemoetkoming, welke zij mochten ontoereikend achten, aan den Koning indienen.

Le Gouverneur peut introduire un recours auprès du Roi contre la décision de la députation permanente.

De Gouverneur kan insgelijks bij den Koning in beroep komen van de beslissing der bestendige deputatie in het belang van het bijzonder fonds.

Le recours au Roi doit, sous peine de déchéance, être formé par le Gouverneur ou par les administrations intéressées dans les trente jours à compter de la notification de la décision.

Het beroep bij den Koning moet, op straffe van vervallenverklaring, doorden Gouverneur of door de betrokken besturen ingesteld worden binnen dertig dagen na de kennisgeving der beslissing.

Projet de loi amendé par le Sénat.

CHAPITRE IV.**Surveillance et contrôle.****Art. 92.**

Le collège des bourgmestre et échevins a la surveillance et le contrôle de la commission communale et la députation permanente la surveillance et le contrôle des commissions intercommunales d'assistance publique. Cette surveillance comporte le droit de visiter tous les établissements, de prendre connaissance de toute pièce et de tout document et de veiller à ce que la commission observe la loi et ne s'écarte pas de la volonté des donateurs et des testateurs en ce qui concerne les charges légalement établies.

Art. 93.

Les règlements d'ordre intérieur arrêtés par les commissions d'assistance pour les institutions d'assistance qu'elles administrent sont soumis à l'approbation du conseil communal pour les commissions locales, à l'approbation de la députation permanente pour les unions intercommunales.

Wetsontwerp gewijzigd door den Senaat.

HOOFDSTUK IV**Toezicht en contrôle****Art. 92.**

Aan het college van burgemeester en schepenen zijn opgedragen het toezicht en de contrôle op de gemeentelijke commissie, aan de bestendige deputatie het toezicht en de contrôle op de intercommunale commissiën van openbaren onderstand. Dit toezicht brengt het recht mede, al de gestichten te bezoeken, kennis te nemen van alle stukken en bescheiden en te zorgen dat de commissie de wet naleeft en niet afwijkt van de wilsbeschikking der schenkers en erflaters betreffende de wettelijk gevestigde lasten.

Art. 93.

De dienstregelingen, door de commissiën van onderstand vastgesteld voor de onderstandsinstellingen die zij beheeren, worden ter goedkeuring onderworpen van den gemeenteraad, zoo het plaatselijke commissiën geldt, van de bestendige deputatie, zoo het intercommunale vereenigingen geldt.

Texte proposé par la Commission.

Tekst voorgesteld door de Commissie.

CHAPITRE IV.

HOOFDSTUK IV.

Surveillance et contrôle.

Toezicht en contrôle.

ART. 92.

ART. 92.

Le Collège de bourgmestres et échevins a la surveillance et le contrôle de la commission communale, et la députation permanente la surveillance et le contrôle des commissions intercommunales d'assistance publique. Cette surveillance comporte le droit de visiter tous les établissements, de prendre connaissance, *sans déplacement*, de toute pièce et de tout document et de veiller à ce que *les* commissions observent la loi et ne *s'écartent* pas de la volonté des donateurs en ce qui concerne les charges légalement établies.

Aan het college van burgemeester en schepenen zijn opgedragen het toezicht en de contrôle op de gemeentelijke commissie, aan de bestendige deputatie het toezicht ende contrôle op de intercommunale commissiën van openbaren onderstand. Dit toezicht brengt het recht mede, al de gesichten te bezoeken, kennis te nemen, *ter plaatse zelf*, van alle stukken en bescheiden en te zorgen dat de commissiën de wet *naleven* en niet *afwijken* van de wilsbeschikking der schenkers betreffende de wettelijk gevestigde lasten.

ART. 93.

ART. 93.

Des règlements d'ordre intérieur arrêtés par les commissions pour les institutions d'assistance qu'elles administrent, sont soumis à l'approbation du conseil communal pour la commission communale, et de la Députation permanente pour la commission intercommunale.

De dienstregelingen, door de commissiën van onderstand vastgesteld voor de onderstandsinstellingen die zij beheeren, worden ter goedkeuring onderworpen van den gemeenteraad, zoo het de plaatselijke commissie geldt, van de bestendige deputatie, zoo het de intercommunale commissie geldt.

Projet de loi amendé par le Sénat.

ART. 94.

L'indigent peut réclamer contre les décisions prises par les commissions d'assistance. La réclamation est adressée au collège échevinal et jugée par lui, si la décision émane d'une commission communale d'assistance. La décision du collège échevinal pourra, dans le délai d'un mois, faire l'objet d'un recours de l'intéressé à la députation permanente.

La réclamation est adressée à la députation permanente et jugée par elle, si la décision critiquée émane d'une commission intercommunale d'assistance.

Dans les deux cas, il sera statué d'urgence, la commission d'assistance entendue.

ART. 95.

Il y a une inspection centrale et permanente de l'assistance publique. Les inspecteurs sont nommés, suspendus et révoqués par le Roi; leur nombre ne peut dépasser dix.

Ils surveillent le fonctionnement de l'assistance publique, veillent à l'application de la loi, font aux commissions d'assistance les observations nécessaires et adressent rapport au Ministre de la Justice.

Wetsontwerp gewijzigd door den Senaat .

ART. 94.

De behoeftige kan bezwaar indienen tegen de beslissingen genomen door de commissiën van onderstand. Het bezwaar wordt ingediend bij het schepencollege, dat daarover beslist, indien de beslissing werd genomen door eene gemeentelijke commissie van onderstand. Van de beslissing van het schepencollege kan de belanghebbende binnen éene maand in beroep komen bij de bestendige deputatie.

Het bezwaar wordt ingediend bij de bestendige deputatie die daarover beslist, indien de bestreden beslissing werd genomen door eene intercommunale commissie van onderstand.

In beide gevallen wordt zonder verwijl uitspraak gedaan nadat de commissie van onderstand is gehoord.

ART. 95.

Er bestaat een centrale en bestendige dienst van toezicht op den openbaren onderstand. De opzieners worden door den Koning benoemd, geschorst en afgezet; het getal daarvan mag niet tien overschrijden.

Zij gaan de werking van den openbaren onderstand na, zorgen voor de toepassing der wet, maken aan de commissiën van onderstand de noodige opmerkingen en doen verslag aan den Minister van Justitie.

Texte proposé par la Commission.

Tekst voorgesteld door de Commissie.

ART. 94.

L'indigent qui se prétendrait lésé a le droit de réclamer contre les décisions prises par la commission d'assistance.

Si la décision émane d'une commission communale d'assistance, la réclamation est adressée à un comité de conciliation composé d'un délégué du collège échevinal et de deux délégués de la commission d'assistance.

La commission d'assistance doit se rallier, par décision nouvelle, à l'avis de ce comité.

Si la décision émane d'une commission intercommunale d'assistance, la réclamation est adressée à un comité de conciliation composé d'un délégué de la députation permanente et de deux délégués de la commission d'assistance.

La commission intercommunale d'assistance doit se rallier, par décision nouvelle, à l'avis de ce comité.

Dans les deux cas, il est statué d'urgence.

ART. 95.

Une inspection de l'assistance publique pourra être organisée par arrêté royal.

ART. 94.

De behoeflige, die mocht beweren benadeeld te zijn, heeft het recht bezwaar in te dienen tegen de beslissingen genomen door de commissie van onderstand.

Indien de beslissing werd genomen door eene intercommunale commissie van onderstand, wordt het bezwaar ingediend bij een comiteit van verzoening bestaande uit een afgevaardigde van het schepencollege en twee afgevaardigden van de commissie van onderstand.

De commissie van onderstand moet zich, bij nieuwe beslissing, vereenigen met het advies van dit comiteit.

Indien de beslissing werd genomen door eene intercommunale commissie van onderstand, wordt het bezwaar ingediend bij een comiteit van verzoening bestaande uit een afgevaardigde van de bestendige deputatie en twee afgevaardigden van de commissie van onderstand.

De intercommunale commissie van onderstand moet zich, bij nieuwe beslissing, vereenigen met het advies van dit comiteit.

In beide gevallen wordt zonder verwijl uitspraak gedaan.

ART. 95.

Een dienst van toezicht op den openbaren onderstand zal bij Koninklijk besluit kunnen ingericht worden.

Projet de loi amendé par le Sénat.

ART. 96.

Toute autorité à laquelle est soumis pour avis, approbation ou autorisation, l'un des actes prévus à la présente loi, sera censée avoir donné un avis favorable ou avoir accordé l'approbation ou l'autorisation, à défaut d'avoir de façon expresse notifié sa décision dans le délai prescrit par la loi.

En l'absence d'indication d'un délai, celui-ci sera de trois mois à partir du jour auquel l'acte aura été transmis à l'autorité compétente; il sera de six mois si, avant l'expiration du nonantième jour, l'autorité saisie notifie qu'elle ne pourra statuer que dans les limites du délai ainsi prorogé.

Néanmoins, le délai pourra être prolongé même au delà de six mois, du consentement de l'intéressé.

CHAPITRE V.

Conseil supérieur de l'assistance.

ART. 97.

Il est institué auprès du Ministère de la Justice un Conseil supérieur de l'assistance dont l'organisation et les attributions seront réglées par un arrêté royal.

Wetsontwerp gewijzigd door den Senaat.

ART. 96.

Elke overheid, waaraan eene der bij deze wet voorziene akten wordt voorgelegd tot advies, goedkeuring of machtiging, wordt geacht een gunstig advies te hebben uitgebracht ofwel de goedkeuring of de machtiging te hebben verleend indien zij van hare beslissing niet uitdrukkelijk kennis geeft binnen den bij de wet bepaalden termijn.

Is er geen termijn bepaald, dan bedraagt deze drie maanden vanaf den dag waarop de akte aan de bevoegde overheid overgemaakt werd; hij bedraagt zes maanden, indien de overheid, die er kennis van neemt, vóór het verstrijken van den negentigsten dag mededeelt dat zij slechts gedurende den aldus verlengden termijn zal kunnen uitspraak doen.

De termijn kan echter zelfs boven zes maanden worden verlengd, zoo de belanghebbende er in toestemt.

HOOFDSTUK V.

Hooge Raad van Onderstand.

ART. 97.

Bij het Ministerie van Justitie wordt een Hooge Raad van Onderstand ingesteld; de inrichting en de bevoegdheden daarvan worden bij Koninklijk besluit geregeld.

Texte proposé par la Commission.

Tekst voorgesteld door de Commissie.

ART. 96.

ART. 96.

Toute autorité à laquelle est soumise, pour avis, approbation ou autorisation, une *délibération* prévue par la présente loi, est censée avoir donné un avis favorable ou avoir accordé l'autorisation ou l'approbation *sollicitée* si, dans le délai prescrit par la loi, elle n'a pas notifié une décision *contraire*.

Elke overheid, waaraan eene bij deze wet voorziene *beraadslaging* wordt voorgelegd tot advies, goedkeuring of machtiging, wordt geacht een gunstig advies te hebben uitgebracht ofwel de *aangevraagde* goedkeuring of machtiging te hebben verleend, indien zij, binnen den bij de wet bepaalde termijn geene *strijdige* beslissing heeft beteekend.

A défaut d'un délai *spécialement stipulé*, celui-ci est de trois mois, à partir du jour auquel l'acte a été transmis à l'autorité compétente; cependant cette dernière peut proroger de trois mois le délai initial si, avant l'expiration de celui-ci, elle notifie qu'elle ne peut statuer que dans les limites du délai prorogé.

Is er geen termijn bijzonder bepaald, dan bedraagt deze drie maanden vanaf den dag waarop de akte aan de bevoegde overheid overgemaakt werd; deze laatste kan echter den eersten termijn verlengen met drie maanden, indien zij, vóór het verstrijken van dien eersten termijn, ter kennis brengt dat zij slechts binnen den verlengden termijn kan uitspraak doen.

Le délai peut être prorogé au-delà de six mois du consentement de l'autorité qui a sollicité l'avis, l'approbation ou l'autorisation.

De termijn kan boven de zes maanden worden verlengd, zoo de overheid, die het advies, de goedkeuring of de machtiging heeft aangevraagd, er in toestemt.

CHAPITRE V.

HOOFDSTUK V.

Conseil supérieur de l'assistance.

Hooge Raad van Onderstand.

ART. 97.

ART. 97.

(Comme à l'article 97 ci-contre).

(Zooals artikel 97 hiernevens).

Projet de loi amendé par le Sénat.

CHAPITRE VI.

Office d'identification.

Art. 98.

Partout où la nécessité l'imposera, le Roi pourra décréter l'établissement d'un office d'identification, après avis de la commission d'assistance, des conseils communaux et de la députation permanente.

Le Roi pourra créer un office central d'identification en vue de coordonner l'action des offices locaux d'identification, de les développer et d'en favoriser l'établissement où il est nécessaire.

Les frais de l'office local sont supportés respectivement pour un tiers par la commune, la province et l'État. L'État seul supporte les frais de l'office central.

Wetsontwerp gewijzigd door den Senaat.

HOOFDSTUK VI.

Identificatiedienst.

Art. 98.

Overal waar daartoe behoefte is, kan de Koning de oprichting van een identificatiedienst bevelen, na advies van de commissie van onderstand, van de betrokken gemeenteraden en van de bestendige deputatie.

Door den Koning kan een centrale identificatiedienst opgericht worden ten einde een verband tot stand te brengen tusschen de werkzaamheden der plaatselijke identificatiediensten, tot hunne ontwikkeling bij te dragen en de oprichting er van te bevorderen overal waar daartoe behoefte is.

De gemeente, de provincie en de Staat dragen, elk voor een derde, de kosten van den plaatselijken dienst. De kosten van den centralen dienst komen uitsluitend ten laste van den Staat.

Texte proposé par la Commission.

CHAPITRE VI.

Office d'identification.

ART. 98.

Le Roi peut instituer un office d'identification dans toutes les communes où la nécessité l'impose, la Commission d'assistance, les conseils communaux intéressés et la Députation permanente entendus.

Il en détermine la composition, les fonctions et les obligations.

Dans cet office les institutions officielles d'assistance et les associations libres d'assistance subventionnées doivent être représentées. Les associations libres d'assistance non subventionnées par un pouvoir public peuvent y adhérer, et, dans ce cas, elles ont droit à y être représentées.

L'office d'identification établit notamment au service d'identification, un service de renseignement des œuvres, un service d'information.

Le Roi peut créer un office central d'identification en vue de coordonner l'action des offices locaux, de les développer et d'en favoriser l'établissement.

Les frais de l'office local sont supportés respectivement pour un tiers par la commune, la province et l'État. L'État supporte seul les frais de l'office central.

Tekst voorgesteld door de Commissie.

HOOFDSTUK VI.

Identificatiedienst.

ART. 98.

In al de gemeenten waar daartoe behoefte is, kan de Koning een identificatiedienst instellen, nadat de Commissie van onderstand, de betrokken gemeenten en de Bestendige Deputatie zijn gehoord.

De samenstelling, de werkzaamheden en de verplichtingen worden door hem bepaald.

De officieele onderstandsinstellingen en de vrije onderstandsvereeningen, die toelagen ontvangen, moeten in dien dienst vertegenwoordigd zijn. De vrije onderstandsvereeningen, die geen toelagen ontvangen van eene openbare macht, kunnen zich daarbij aansluiten, en, in dit geval hebben zij recht om er vertegenwoordigd te zijn.

De identificatiedienst richt, onder andere, eene afdeeling voor identificatie, eene afdeeling voor inlichting aan de werken, eene afdeeling voor opsporingen in.

Door den Koning kan een centrale identificatiedienst opgericht worden ten einde een verband tot stand te brengen tusschen de werkzaamheden der plaatselijke identificatiediensten, tot hunne ontwikkeling bij te dragen en de oprichting er van te bevorderen.

De gemeente, de provincie en de Staat dragen, elk voor een derde, de kosten van den plaatselijken dienst. De kosten van den centralen dienst komen uitsluitend ten laste van den Staat.

Projet de loi amendé par le Sénat.

CHAPITRE VII.**Dispositions fiscales.****ART. 99.**

Sont exempts de la formalité de l'enregistrement ainsi que les droits de timbre et de greffe :

1° L'acte d'autorisation maritale et l'acte d'émancipation dont il s'agit respectivement aux articles 17 et 19 ci-avant ;

2° Les actes constatant la mise des biens et des archives des hospices civils et des bureaux de bienfaisance aux commissions d'assistance publique ;

3° Les actes constatant la remise ou l'apport de leurs biens et capitaux par les commissions communales aux unions intercommunales ainsi que ceux portant dissolution ou séparation d'une union et partage ou répartition de l'actif et du passif de celle-ci.

ART. 100.

Les dispositions de l'article 2 de la loi du 30 août 1913 et de l'article 20 de la loi du 11 octobre 1919, en tant qu'elles fixent le taux des droits d'enregistrement, de succession et de mutation par décès applicables aux dons et legs faits aux bureaux de bienfaisance et aux hospices civils, sont rendues applicables aux dons et legs faits aux commissions communales ou intercommunales, aux unions et commissions et aux fonds provinciaux d'assistance publique.

Wetsontwerp gewijzigd door den Senaat.

HOOFDSTUK VII.**Fiskale bepalingen.****ART. 99.**

Zijn vrijgesteld van de formaliteit der registratie, alsmede van de zegelen- en griffierechten ;

1° De akte van machtiging door den man en de akte van mondigverklaring, onderscheidenlijk bedoeld bij de bovenstaande artikelen 17 en 79 ;

2° De akten tot vaststelling van de overgave der goederen en archieven van de burgerlijke godshuizen en bureelen van weldadigheid aan de commissie van openbaren onderstand ;

3° De akten tot vaststelling van de overgave of van den inbreng hunner goederen en kapitalen door de gemeentelijke commissiën aan de intercommunale vereenigingen, alsmede de akten houdende ontbinding of splitsing eener vereeniging en deeling of verdeling van dezer actief en passief.

ART. 100.

De bepalingen van artikel 2 der wet van 30 Augustus 1913 en van artikel 20 der wet van 11 October 1919, in zoverre daarin wordt vastgesteld het bedrag der rechten van registratie, successie en overgang bij overlijden wegens de giften en legaten aan de bureelen van weldadigheid en de burgerlijke godshuizen, zijn mede van toepassing op de giften en legaten aan de gemeentelijke of intercommunale commissiën, aan de vereenigingen van commissiën en aan de provinciale fondsen van openbaren onderstand.

Texte proposé par la Commission.

Tekst voorgesteld door de Commissie.

CHAPITRE VII.**HOOFDSTUK VII.****Dispositions fiscales.****Fiskale bepalingen.****ART. 99.****ART. 99.**

Sont exempts de la formalité de l'enregistrement ainsi que des droits de timbre et de greffe :

Zijn vrijgesteld van de formaliteit der registratie, alsmede van de zegelen en griffierechten :

1^o L'acte d'autorisation maritale et l'acte d'émancipation dont il s'agit respectivement aux articles 15 et 79 ci-avant ;

1^o De akte van machtiging door den man en de akte van mondigverklaring, onderscheidenlijk bedoeld bij de bovenstaande artikelen 15 en 79 ;

2^o Les actes constatant la remise des biens et des archives des hospices civils et des bureaux de bienfaisance aux commissions d'assistance publique ;

2^o De akten van vaststelling van de overgave der goederen en archieven van de burgerlijke godshuizen en bureelen van weldadigheid aan de commissie van openbaren onderstand ;

3^o Les actes constatant la remise ou l'apport des biens et capitaux des commissions communales aux commissions intercommunales ainsi que ceux portant dissolution ou séparation d'une commission intercommunale et partage ou répartition de l'actif et du passif de celle-ci.

3^o De akten tot vaststelling van de overgave of van den inbreng der goederen en kapitalen door de gemeentelijke commissiën aan de intercommunale commissiën, alsmede de akten houdende ontbinding of splitsing eener *intercommunale commissie* en deeling of verdeling van dezer actief en passief.

ART. 100.**ART. 100.**

Les dispositions de l'article 26 de la loi du 10 août 1923, en tant qu'elles fixent le taux des droits d'enregistrement, de succession et de mutation par décès applicables aux dons et legs faits aux bureaux de bienfaisance et aux hospices civils, sont rendus applicables aux dons et legs faits aux commissions communales et intercommunales, aux unions de commissions et aux fonds provinciaux d'assistance publique.

De bepalingen van artikel 26 der wet van 10 Augustus 1923, in zoverre daarin wordt vastgesteld het bedrag der rechten van registratie, successie en overgang bij overlijden wegens de giften en legaten aan de bureelen van weldadigheid en de burgerlijke godshuizen, zijn mede van toepassing op de giften en legaten aan de gemeentelijke en intercommunale commissiën, aan de vereenigingen van commissiën en aan de provinciale fondsen van openbaren onderstand.

Projet de loi amendé par le Sénat.

Wetsontwerp gewijzigd door den Senaat

CHAPITRE VIII.**HOOFDSTUK VIII.****Dispositions transitoires.****Overgangsbepalingen.****ART. 101.****ART. 101.**

Les administrations des hospices civils et des bureaux de bienfaisance sont remplacées par les commissions d'assistance publique dans les six mois de la promulgation de la présente loi.

Binnen zes maanden na de afkondiging van deze wet, worden de besturen der burgerlijke godshuizen en der bureelen van weldadigheid door de commissiën van openbaren onderstand vervangen.

Le mandat des membres des commissions d'assistance nommés pour la première fois par l'application de la présente loi expirera le 31 décembre 1927.

Het maandaat van de leden der commissiën van onderstand, voor de eerste maal benoemd bij toepassing dezer wet, neemt een eind op 31 December 1927.

ART. 102.**ART. 102.**

La remise des biens et des archives des hospices civils et des bureaux de bienfaisance aux commissions d'assistance publique est réglée par arrêté royal en exécution de la présente loi.

De overgave van de goederen en archieven der burgerlijke godshuizen en der bureelen van weldadigheid aan de commissiën van openbaren onderstand wordt geregeld bij Koninklijk besluit ter uitvoering van deze wet.

Texte proposé par la Commission.

Tekst voorgesteld door de Commissie

CHAPITRE VIII.

HOOFDSTUK VIII.

Dispositions transitoires.

Overgangsbepalingen.

Art. 101.

ART. 101.

(Comme à l'article 101 ci-contre)

(Zooals artikel 101 hiernevens).

Art. 102.

ART. 102.

(Comme à l'article 102 ci-contre).

(Zooals artikel 102 hiernevens).

Projet de loi amendé par le Sénat.

ART. 103.

Les membres du personnel des administrations et des bureaux de bienfaisance, pourvus d'une nomination régulière, seront repris par les commissions d'assistance publique : ils conserveront, à titre personnel, leur qualité, leurs traitements et les avantages qui leur étaient octroyés.

Les membres du personnel, y compris les secrétaires et receveurs des hospices civils et des bureaux de bienfaisance, qui ne pourraient être maintenus dans leurs fonctions ou ne pourraient être pourvus, soit dans les administrations d'assistance, soit dans les administrations publiques, d'une situation pécuniaire équivalente, auront droit aux avantages accordés aux fonctionnaires de l'État mis en disponibilité par mesure générale par suite de réorganisation des services ou de suppression d'emploi dans l'intérêt des services. Ils conservent, en tout cas, le titre honorifique de leurs fonctions.

Ils auront droit à un traitement de disponibilité égal à leur dernier traitement d'activité.

Ceux qui, dans le délai d'un an, refusent d'accepter la situation qui leur est offerte par une commission d'assistance, sont considérés comme démissionnaires.

En cas de contestation, la députation permanente statue, sauf recours au Roi.

Wetsontwerp gewijzigd door den Senaat.

ART. 103.

De behoorlijk benoemde leden van het personeel der besturen van de godshuizen en bureelen van weldadigheid worden overgenomen door de commissiën van openbaren onderstand : zij behouden, voor zich persoonlijk, hunnen titel, hunne jaarwedden en de voordeelen die hun waren toegekend.

De leden van het personeel, met inbegrip van de secretarissen en van de ontvangers der burgerlijke godshuizen en der bureelen van weldadigheid, die in hun ambt niet mochten behouden of niet mochten benoemd worden hetzij in de besturen van onderstand, hetzij in de openbare besturen, tot eene gelijke bezoldigde betrekking, hebben aanspraak op de voordeelen verleend aan 's Rijks ambtenaren, die bij algemeenen regel, wegens herinrichting der diensten of afschaffing van bediening in het belang der diensten beschikbaar gesteld worden. Zij behouden in elk geval den ceretitel van hun ambt.

Zij hebben recht op eene wachtwedde van gelijk bedrag als hunne laatste wedde in werkelijken dienst.

Zij die, binnen den tijd van een jaar, weigeren de betrekking te aanvaarden, welke hun door eene commissie van onderstand is aangeboden, worden geacht hun ontslag te nemen.

Is er geschil, dan doet de Bestendige deputatie uitspraak, behoudens beroep bij den Koning.

Texte proposé par la Commission.

ART. 103.

Les *agents* des administrations des hospices et des bureaux de bienfaisance, pourvus d'une nomination régulière, *sont repris* par les commissions d'assistance publique : ils *conservent*, à titre personnel, leur qualité, leurs traitements et les avantages qui leur étaient octroyés.

Les *agents* ainsi que les secrétaires et receveurs des hospices civils et des bureaux de bienfaisance, qui ne pourraient être maintenus dans leurs fonctions ou ne pourraient être pourvus, soit dans les administrations d'assistance, soit dans les administrations publiques, d'une situation pécuniaire équivalente, *ont droit* aux avantages accordés aux fonctionnaires de l'Etat mis en disponibilité par mesure générale par suite de réorganisation des services ou de suppression d'emploi dans l'intérêt des services. Ils *conservent*, en tous cas, le titre honorifique de leurs fonctions.

Ils *ont droit* à un traitement de disponibilité égal à leur dernier traitement d'activité.

Ceux qui, dans un délai d'un an, refusent d'accepter la situation qui leur est offerte par une commission d'assistance ou par une administration publique, *sont considérés* comme démissionnaires.

En cas de contestation, la Députation permanente statue, sauf recours au Roi.

Tekst voorgesteld door de Commissie.

ART. 103.

De behoorlijk benoemde *bedienden* van de besturen der godshuizen en bureelen van weldadigheid worden overgenomen door de commissiën van openbaren onderstand : zij behouden, voor zich persoonlijk, hunnen titel, hunne jaarwedden en de voordeelen die hun waren toegekend.

De *bedienden*, *alsmede* de secretarissen en de ontvangers der burgerlijke godshuizen en der bureelen van weldadigheid, die in hun ambt niet mochten behouden of niet mochten benoemd worden hetzij in de besturen van onderstand, hetzij in de openbare besturen, tot eene gelijke bezoldigde betrekking, hebben aanspraak op de voordeelen verleend aan 's Rijks ambtenaren, die bij algemeenen regel, wegens herinrichting der diensten of afschaffing van bediening in het belang der diensten beschikbaar gesteld worden. Zij behouden in elk geval den eeretitel van hun ambt.

Zij hebben recht op eene wachtwedde van gelijk bedrag als hunne laatste wedde in werkelijken dienst.

Zij die, binnen den tijd van een jaar, weigeren de betrekking te aanvaarden, welke hun door eene commissie van onderstand of door een openbaar bestuur is aangeboden, worden geacht hun ontslag te nemen.

Is er geschil, dan doet de bestendige deputatie uitspraak, behoudens beroep bij den Koning.

Projet de loi amendé par le Sénat.

Wetsontwerp gewijzigd door den Senaat.

CHAPITRE IX.**HOOFDSTUK IX.****Dispositions abrogées.****Vervallen bepalingen.****ART. 104.****ART. 104.**

A compter du jour où la présente loi sera exécutoire, cesseront d'être obligatoires pour les matières qui font l'objet de ses dispositions, les lois, arrêtés, décrets, antérieurement en vigueur.

Vanaf den dag waarop deze wet in werking treedt, zullen de wetten, besluiten, decreten, enz., die vroeger van kracht waren, niet meer bindend zijn in zaken die door deze wet zijn geregeld.

Texte proposé par la Commission.

Tekst voorgesteld door de Commissie

CHAPITRE IX.

HOOFDSTUK IX.

Dispositions abrogatoires.

Vervallen bepalingen.

Art. 104

Art. 104.

(Comme à l'article 104 ci-contre).

(Zooals artikel 104 hiernevens).

